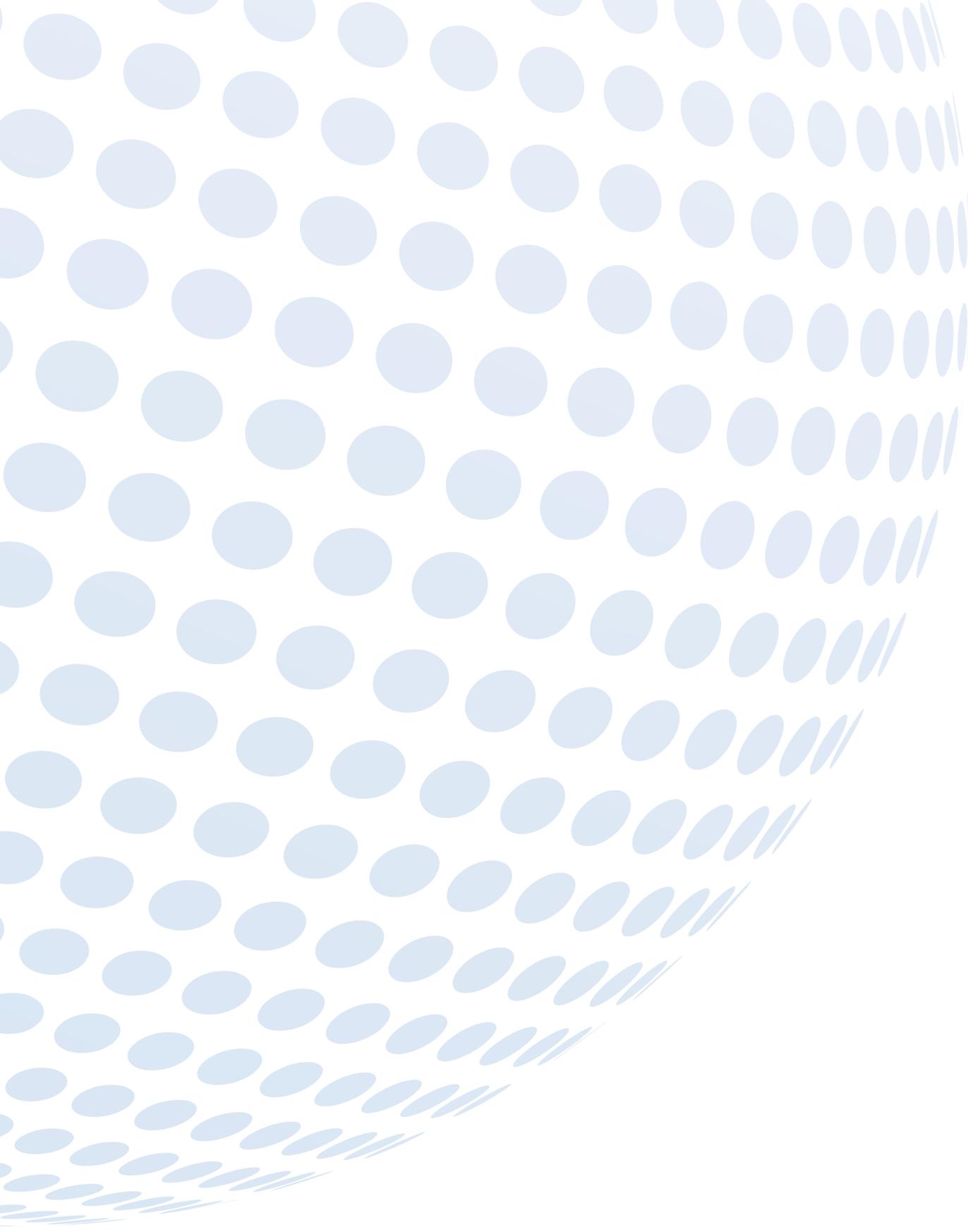




# RECUEIL DE PRATIQUES D'ENGAGEMENT AVEC LA DIASPORA



**Processus de Rabat**  
Dialogue Euro-Africain  
sur la Migration et le Développement



Projet financé par  
l'Union européenne



Dans le cadre du projet  
"Soutien au Dialogue Afrique-UE  
sur la Migration et la Mobilité  
(MMD)"

Projet mis en œuvre par l'ICMPD



**ICMPD**

International Centre for  
Migration Policy Development

RECUEIL DE  
**PRATIQUES D'ENGAGEMENT  
AVEC LA DIASPORA**

## REMERCIEMENTS

Le Secrétariat du Processus de Rabat a le plaisir de présenter ce Recueil de pratiques d'engagement avec la diaspora, une publication innovante conçue pour soutenir les gouvernements partenaires dans leurs activités d'engagement des diasporas, ainsi que les principales parties prenantes travaillant avec celles-ci.

Le Dialogue Euro-Africain sur la Migration et le Développement (Processus de Rabat) est un dialogue intergouvernemental sur la migration. Il a été créé en 2006 pour fournir une plateforme d'échanges et de coopération aux pays de la route migratoire ouest-africaine. Le Dialogue réunit aujourd'hui 57 pays partenaires d'Europe et d'Afrique centrale, de l'Ouest et du Nord, ainsi que la Commission européenne et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) assure le Secrétariat du Processus de Rabat : il facilite l'échange d'idées et de pratiques entre ses partenaires et soutient la production de connaissances. Pour ce faire, le Secrétariat organise des réunions techniques et thématiques et des ateliers et propose différents outils et documents, à l'instar de ce Recueil de pratiques d'engagement avec la diaspora.

Cette publication est le résultat d'une recherche documentaire approfondie et d'entretiens réalisés avec des acteurs-clés entre mai et décembre 2019 dans le cadre du Processus de Rabat. Elle s'inscrit dans la volonté des pays partenaires du Dialogue de développer un outil pour renforcer leur collaboration avec leurs diasporas, exprimée notamment lors de la 5e Conférence ministérielle de 2018 qui a mené à l'adoption du Plan d'action de Marrakech 2018-2020. Le Secrétariat espère que cette publication sera un outil utile pour les décideurs et les praticiens des régions du Processus de Rabat. Ce Recueil vient compléter les outils déjà développés par le Dialogue depuis 2006 et offre une approche innovante visant à promouvoir l'apprentissage mutuel entre les pays partenaires. Ainsi, le Secrétariat du Processus de Rabat tient à remercier les points focaux nationaux de ses pays partenaires et les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des initiatives présentées dans cette publication pour leurs contributions essentielles.

En outre, le Secrétariat souhaite remercier les experts suivants (par ordre alphabétique) pour leurs précieuses contributions : Abdelkader Benbrahim (Making Finance Work For Africa), Charlotte Brault (Diaspora Denmark), Marilisa Fantacci (Expertise France), Olivier Kaba (Agence Française de Développement), Marion Noack (ICMPD), Khady Sakho Niang (ADEPT), Onyekachi Wambu (AFFORD), Martin Wolf Andersen (Danish Refugee Council), et Valerie Wolff (consultant indépendant).

Enfin, le Secrétariat du Processus de Rabat souhaite remercier chaleureusement Loksan Harley, le coordinateur principal de la publication, dont le travail de qualité a fortement contribué à façonner ce Recueil, ainsi que la remarquable équipe d'experts régionaux, Martin Russell, Anna Ferro, Paul Absalon et David Lelu, dont les recherches sont au cœur de cette publication.

---

# REMERCIEMENTS

---

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement les positions de l'ICMPD ou des pays partenaires du Processus de Rabat.

Copyright : Centre international pour le développement des politiques migratoires

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, copiée ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout système de stockage ou de recherche d'informations, sans l'autorisation des détenteurs des droits d'auteur.

## AVANT-PROPOS

Les diasporas du monde entier contribuent de manière significative au développement économique, social et culturel de leurs pays d'origine. Elles le font en y envoyant de l'argent pour subvenir aux besoins fondamentaux de leurs proches et soutenir les investissements, en partageant leurs compétences et leurs contacts acquis à l'étranger et en incarnant l'image de leurs pays d'origine dans leurs pays de résidence. Les diasporas des régions du Processus de Rabat contribuent de manière importante au développement des pays partenaires du Dialogue, qui ont tous leurs propres défis et opportunités en matière d'engagement des diasporas. Il n'est donc pas surprenant que, dans le cadre du Plan d'Action de Marrakech 2018-2020, les ministres des pays partenaires du Processus de Rabat aient souligné leur désir de mieux connaître leurs diasporas et de renforcer les contributions de celles-ci au développement économique, social et culturel de leurs pays.

C'est dans cet esprit que l'ICMPD, en tant que Secrétariat du Processus de Rabat, a préparé ce Recueil de pratiques d'engagement avec la diaspora. Cette nouvelle publication est le fruit d'une vaste cartographie des politiques, programmes et projets novateurs en matière d'engagement des diasporas, réalisée par une équipe d'experts des différentes régions du Processus de Rabat. Elle complète les recherches antérieures de l'ICMPD sur l'engagement des diasporas, tout en s'appuyant sur la littérature produite par les gouvernements, les organisations internationales et la société civile. Elle condense ce vaste ensemble de recherches dans un manuel concis destiné spécifiquement aux gouvernements partenaires du Processus de Rabat, bien que pertinent pour un éventail beaucoup plus large de parties prenantes : en effet, ce Recueil fournit des conseils stratégiques sur la manière de maximiser les contributions des diasporas au développement économique, social et culturel, ponctués d'exemples concrets d'initiatives mises en œuvre dans les pays partenaires du Processus de Rabat et au-delà. En outre, cette publication examine les nouvelles tendances prometteuses dans le domaine de l'engagement des diasporas. Elle se penche sur les transformations provoquées par les innovations en matière de financement participatif, de blockchain ou encore de téléphonie mobile dans les secteurs des transferts de fonds et des investissements des diasporas ; sur la manière dont certains gouvernements partenaires ont décentralisé leurs activités d'engagement ; ou encore sur la possibilité d'adopter une approche plus segmentée de l'engagement des diasporas pour toucher les différentes générations qui les composent, ainsi que les «élites» et les «champions» qui sont souvent en mesure d'apporter les contributions les plus significatives.

En tant que Directeur des Dialogues Migratoires et de la Coopération, j'aimerais remercier personnellement les nombreux experts, diplomates et représentants gouvernementaux des pays partenaires, ainsi que de plusieurs autres organisations, qui ont contribué de manière déterminante à cette publication. Je souhaite également remercier l'Union européenne, qui finance le Dialogue et son Secrétariat dans le cadre du Projet d'appui au Dialogue Afrique-UE sur la Migration et la Mobilité - MMD mis en œuvre par l'ICMPD. Enfin, j'aimerais étendre mes remerciements à l'équipe de recherche et aux auteurs de ce Recueil, ainsi qu'au Secrétariat du

## AVANT-PROPOS

Processus de Rabat (Audrey Jolivel, Laura Arana, Fiona Cook) , qui, à travers leurs contributions, ont assuré la réussite de ce projet. L'ICMPD est convaincu que cette publication, dans l'esprit du Processus de Rabat, permettra de promouvoir l'apprentissage mutuel entre les gouvernements partenaires, et espère qu'elle pourra les inciter à reproduire dans leur pays certaines des innovations captivantes présentées ici.



**Martijn Pluim**

Directeur des Dialogues Migratoires et de la Coopération

Centre international pour le développement des politiques migratoires

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Remerciements</b>	<b>02</b>	<b>Développement social</b>	<b>49</b>
		• Quels sont les enjeux ?	51
<b>Avant-propos</b>	<b>04</b>	• Initiatives innovantes pour le développement social	53
		• Options pour renforcer l'engagement des diasporas	65
<b>Acronymes et abréviations</b>	<b>08</b>		
<b>Introduction</b>	<b>11</b>	<b>Développement culturel</b>	<b>73</b>
• Contributions des diasporas au développement durable	11	• Quels sont les enjeux ?	75
• Pourquoi cette publication ?	14	• Initiatives innovantes pour le développement culturel	77
• À qui s'adresse cette publication ?	14	• Options pour renforcer l'engagement des diasporas	93
• Comment utiliser cette publication ?	14		
• Méthodologie	15	<b>Conseils transversaux</b>	<b>97</b>
		• Élaboration de cadres politiques pour une action efficace	99
<b>Développement économique</b>	<b>17</b>	• Apprendre à connaître sa diaspora et établir une relation de confiance avec elle	103
• Quels sont les enjeux ?	19		
• Initiatives innovantes pour le développement économique	21	<b>Annexe 1 : Organisations consultées</b>	<b>115</b>
• Options pour renforcer l'engagement des diasporas	38		
		<b>Annexe 2 : Critères de sélection des initiatives innovantes</b>	<b>119</b>

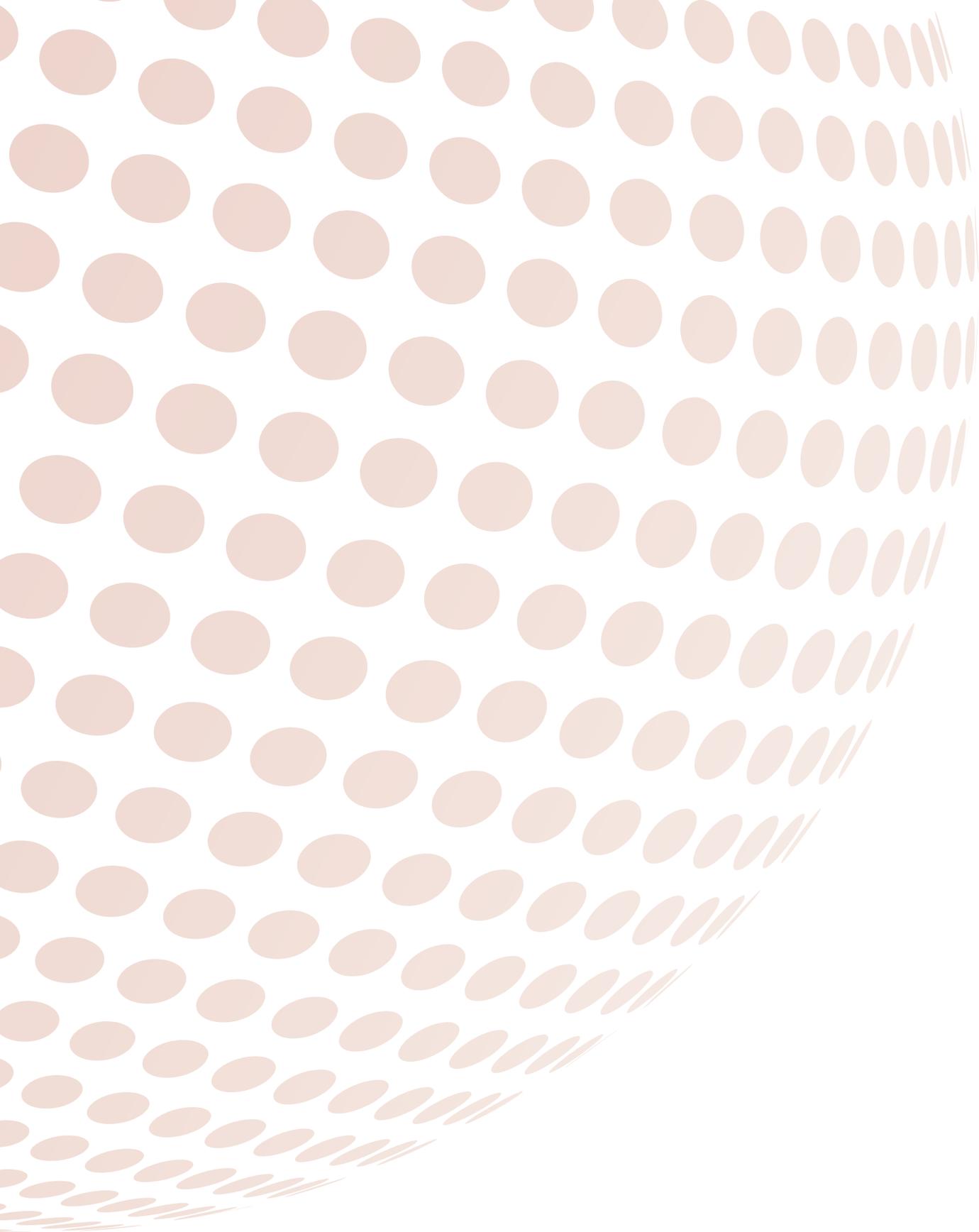
## Fiches d'initiatives

1. Obligations de la diaspora nigériane	22	8. L'année du retour au Ghana 2019	78
2. Financement de la jeunesse rurale de la diaspora malienne	26	9. Programme irlandais de soutien aux émigrants	82
3. MEETAfrica	30	10. Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague	86
4. CinetPay	34	11. Opération Mahraba	90
5. SUSU	54		
6. Programa Regressar	58		
7. Programme de bourses de la diaspora grecque	61		

# ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

<b>ASciNA</b>	Austrian Scientists and Scholars in North America
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEMAC</b>	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
<b>CFA</b>	Franc de la Communauté financière d'Afrique
<b>ESP</b>	Emigrant Support Programme
<b>FIDA</b>	Fonds international de développement agricole
<b>FINCOME</b>	Forum International des Compétences Marocaines à l'Étranger
<b>GDFP</b>	Greek Diaspora Fellowship Program
<b>GIZ</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
<b>ICMPD</b>	Centre international pour le développement des politiques migratoires
<b>IMF</b>	Institutions de microfinance
<b>KYC</b>	Know Your Customer
<b>MEETAfrica</b>	Mobilisation Européenne pour l'Entrepreneuriat en Afrique

<b>MMD</b>	Projet "Soutien au dialogue Afrique-UE sur la migration et la mobilité"
<b>NU</b>	Nations Unies
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>ODI</b>	Overseas Development Institute
<b>ONG</b>	Organisation non-gouvernementale
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PMM</b>	Pacte Mondial pour des Migration sûres, ordonnées et régulières
<b>SMS</b>	Short message service
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire ouest-africaine
<b>UN DESA</b>	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
<b>USSD</b>	Unstructured Supplementary Service Data

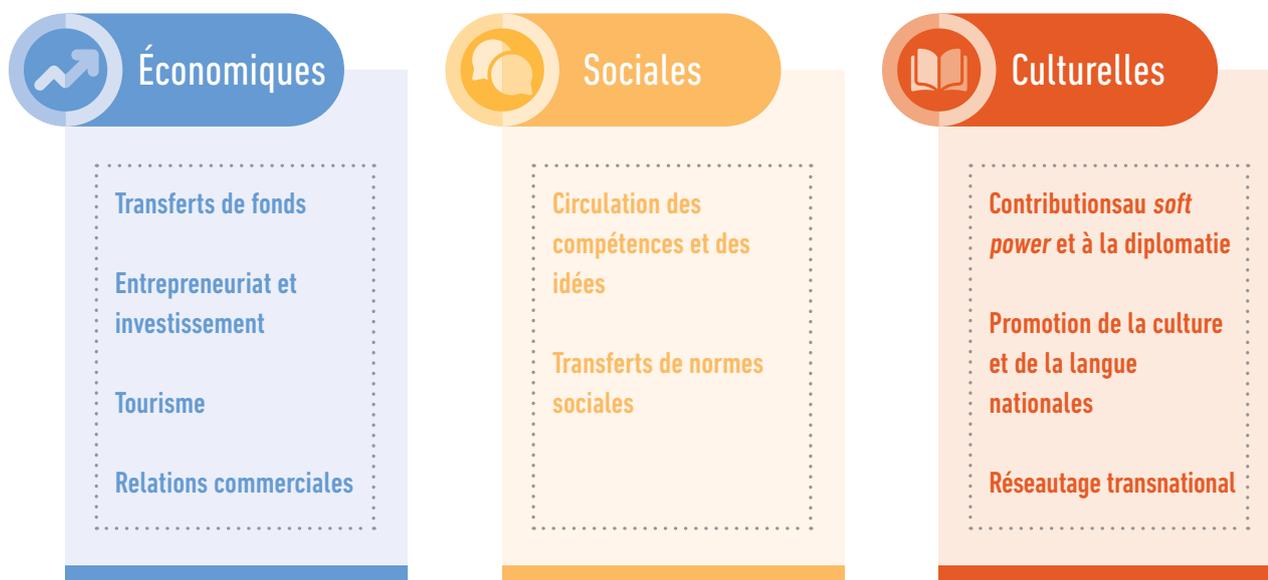


# INTRODUCTION

## Contributions des diasporas au développement durable

À travers leurs diverses contributions économiques, sociales et culturelles, les diasporas<sup>i</sup> jouent un rôle significatif dans le développement durable de leurs pays de destination et d'origine. Les diasporas **envoient de l'argent à leurs communautés d'origine** pour financer des biens et services de base, tout en contribuant à **atténuer les chocs et à soutenir la reprise après les crises**. Elles **investissent** leur argent tant pour améliorer les conditions de vie de leurs proches que pour obtenir un rendement financier. Elles **partagent les compétences** acquises lors de leur expérience à l'étranger, soit virtuellement à distance, soit en retournant dans leur communauté d'origine. Les diasporas sont **l'incarnation de l'image de leur pays d'origine à l'étranger**, et permettent ainsi de forger des liens et de créer des espaces transnationaux.

### Diagramme: Contributions de la diaspora au développement



<sup>i</sup> « Les diasporas modernes sont des groupes ethniques minoritaires d'origine migrante qui résident et agissent dans leurs pays d'accueil mais qui maintiennent des liens sentimentaux et matériels forts avec leur pays d'origine - leur patrie ». Sheffer, G. (1986). *Les diasporas modernes dans la politique internationale*. Londres : Croom Helm, p.3.

## Quelques faits sur les diasporas des régions du Processus de Rabat

La Gambie (15,1%) est le pays où la part des transferts de fonds dans le produit intérieur brut (PIB) est la plus élevée, suivie du Cap-Vert (12,2%), du Libéria (11,9%), du Sénégal (9,2%), du Togo (8,5%), du Nigéria (6,1%) et du Ghana (5,8%).<sup>1</sup>

Le gouvernement irlandais estime que sa diaspora compte 70 millions de membres, dont 1,47 million de citoyens résidant à l'étranger,<sup>2</sup> contre 4,9 millions de citoyens résidant en Irlande.<sup>34</sup>

Quatre pays partenaires du Dialogue figurent dans la liste des 20 pays d'origine comptant le plus grand nombre de migrants internationaux : le Royaume-Uni (4,9 millions), la Pologne (4,7 millions), l'Allemagne (4,2 millions) et la Roumanie (3,6 millions).<sup>5</sup>

15% (plus de 400 000) des Marocains de l'étranger ont suivi des études universitaires - une proportion deux fois plus élevée que celle de la population marocaine restée au pays.<sup>6</sup>

La plupart des migrants africains résident dans d'autres pays africains, la migration intrarégionale étant particulièrement importante en Afrique occidentale et centrale.<sup>7</sup>

Dans le monde entier, les femmes migrantes envoient chez elles une part plus importante de leurs revenus que les hommes.<sup>8</sup>

**Engager les diasporas à maximiser leurs contributions au développement est un impératif partagé par les partenaires du Processus de Rabat.** Cela peut leur permettre d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD), tout en améliorant les conditions de vie des diasporas et de leurs familles, et en favorisant les échanges entre pays d'origine et de destination. Afin de maximiser les contributions des diasporas, les gouvernements partenaires doivent :



## Les cadres mondiaux et régionaux

### L'Agenda 2030 pour le Développement Durable<sup>9</sup> et le Pacte mondial sur les Migrations (PMM)<sup>10</sup>

- La Déclaration de l'Agenda 2030 : les migrants et leurs familles étant particulièrement confrontés à la discrimination et à la marginalisation, ils sont au cœur de la réalisation de la promesse clé de «ne laisser personne de côté».
- Cible 10.c des ODD : les politiques d'engagement des diasporas peuvent contribuer à atteindre l'objectif de réduire à moins de 3% les coûts des transferts de fonds des migrants et d'éliminer les couloirs de transferts de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5%.
- Autres ODD : à travers leurs transferts de fonds, d'idées et de compétences, les diasporas peuvent contribuer à la réalisation de plusieurs ODD dans leurs communautés d'origine et de destination, notamment les objectifs 1 (éradication de la pauvreté), 3 (bonne santé et bien-être), 4 (éducation de qualité) et 13 (lutte contre les changements climatiques).
- Objectif 20 du PMM : les politiques d'engagement des diasporas peuvent contribuer à atteindre l'objectif 20 : promouvoir des transferts de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux et favoriser l'inclusion financière des migrants.

### L'Union africaine (UA) et l'Agenda 2063

- L'Union africaine considère la diaspora africaine comme la sixième région du continent.<sup>11</sup>
- La principale stratégie de développement de l'UA, l'Agenda 2063, aspire à ce que le continent «ait des liens dynamiques et mutuellement bénéfiques avec sa diaspora», et considère la mobilisation de la diaspora comme l'un des «catalyseurs essentiels de la transformation de l'Afrique».<sup>12</sup>

## Pourquoi cette publication ?

Ce Recueil de Pratiques d'Engagement avec la Diaspora **présente des politiques, programmes, projets et modèles commerciaux innovants** qui ont été mis en œuvre dans les pays partenaires du Processus de Rabat. Il répond directement au souhait exprimé par les partenaires du Dialogue dans le Plan d'Action de Marrakech 2018-2020 de mieux connaître leurs diasporas et de renforcer leur contribution au développement économique, social et culturel de leur pays.<sup>ii</sup>

Cette publication **met en lumière de nouvelles approches passionnantes, et donne des orientations** pour permettre, dans la mesure du possible, la reproduction de certaines des initiatives présentées dans d'autres pays partenaires du Processus de Rabat. Elle complète ainsi le document de référence préparé pour l'atelier technique sur les transferts de fonds des diasporas et le développement durable organisé en novembre 2019 par le Dialogue.

## À qui s'adresse cette publication ?

Ce Recueil a été **développé pour les décideurs et les praticiens travaillant sur l'engagement des diasporas dans les pays partenaires du Processus de Rabat**, mais peut également intéresser d'autres parties prenantes travaillant sur ce sujet.

## Comment utiliser cette publication ?

Cette publication est divisée en plusieurs sections, qui présentent respectivement les contributions économiques, sociales et culturelles des diasporas au développement. Chacune de ces sections s'articule comme suit :

- Présentation des enjeux clés («Quels sont les enjeux ?»);
- Exemples d'initiatives innovantes (fiches d'information sur des initiatives spécifiques);
- Vue d'ensemble des politiques et initiatives («Options pour renforcer l'engagement des diasporas»).

De plus, des conseils transversaux sur la manière d'élaborer des cadres politiques, de mieux connaître les diasporas et de créer des relations de confiance avec elles sont présentés à la fin du Recueil. Il est essentiel de bien cerner ces aspects transversaux pour permettre la réplique des initiatives présentées tout au long de la publication.

---

ii Plan d'action de Marrakech 2018-2020, Domaine 1, Action 1 : « Répertoire et partager les bonnes pratiques qui permettent aux pays de mieux connaître les profils de leurs diasporas, et d'adopter ou d'optimiser des stratégies qui promeuvent le potentiel économique, social et culturel de ces dernières pour le développement, tout en analysant les entraves potentielles à l'adoption ou l'optimisation de ces bonnes pratiques ». Dialogue Euro-Africain sur la Migration et le Développement (2018). *Déclaration politique de Marrakech*. [en ligne] Marrakech: Dialogue euro-africain sur la migration et le développement. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.rabat-process.org/images/documents/EN\\_Marrakesh-Declaration-and-Action-Plan-Rabat-Process.pdf](https://www.rabat-process.org/images/documents/EN_Marrakesh-Declaration-and-Action-Plan-Rabat-Process.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].

## Méthodologie

Ce Recueil entend aller au-delà des cartographies traditionnelles des pratiques d'engagement des diasporas. Il s'appuie ainsi sur la littérature et les exercices de cartographie existants, et sur des entretiens menés avec des experts thématiques et acteurs-clés des régions du Processus de Rabat, dans le but de mettre en lumière les politiques, programmes et projets innovants.<sup>iii</sup> Il se concentre en particulier sur les initiatives adoptées dans les pays partenaires du Dialogue, mais présente également des initiatives mises en œuvre dans d'autres régions du monde dont les pays partenaires peuvent s'inspirer. Comme cette publication met l'accent sur la promotion de l'apprentissage mutuel, les fiches d'information sur les initiatives utilisent une «**échelle de reproductibilité**». Cette échelle fournit une évaluation brève et indicative de la facilité avec laquelle les pays partenaires peuvent adopter l'initiative en question en fonction de son coût et de sa complexité (la mention «avancée» signifie qu'une initiative est relativement difficile à reproduire, tandis que la mention «basique» indique qu'une initiative peut être facilement répliquée).

Le Recueil a été rédigé par une équipe de cinq experts travaillant en étroite collaboration avec le Secrétariat du Processus de Rabat. Quatre experts régionaux ont été chargés d'élaborer les fiches d'information sur les initiatives et un coordinateur était responsable de la méthodologie générale, de l'analyse politique et contextuelle et de la coordination des experts régionaux.

Cette publication s'appuie sur un examen approfondi de la littérature récente sur l'engagement des diasporas et sur une vaste consultation des décideurs et des praticiens travaillent sur ce sujet au sein des gouvernements des pays partenaires du Dialogue, des organisations internationales, de la société civile et des opérateurs du secteur privé (voir annexe 1).

---

iii La Collection a considéré les initiatives comme « innovantes » sur la base des critères de sélection présentés dans l'annexe 2.





DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE



# DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

## Quels sont les enjeux ?

- Les diasporas apportent d'importantes contributions économiques par leurs **transferts de fonds**, leur **esprit d'entreprise**, leurs **investissements** et leurs **relations transnationales**.
- Les diasporas envoient de l'argent à leurs familles, dont la majeure partie sert à **financer des biens et services de base** ou des investissements en actifs fixes.<sup>13</sup>
- Le montant total des transferts de fonds est supérieur à celui de l'aide publique au développement.<sup>14</sup> De plus, ces transferts ont tendance à être contracycliques,<sup>15</sup> s'ajoutent aux réserves de devises<sup>16</sup> et sont moins fluctuants que les autres flux financiers.<sup>17</sup>
- **Les diasporas investissent dans des entreprises** au sein de leurs communautés d'origine, en tirant parti des connaissances et capitaux qu'elles ont acquis à l'étranger et de leurs connexions dans le pays.
- **Les diasporas aident à forger des relations commerciales transnationales** favorisant le commerce et l'investissement.
- **Un petit nombre de ressortissants hautement qualifiés disposant d'un capital financier important facilite une grande partie des investissements de la diaspora.** Toutefois, les transferts de fonds des migrants peu qualifiés peuvent également avoir un impact non négligeable sur la pauvreté, l'entrepreneuriat et l'investissement, en fonction de la démographie de la communauté bénéficiaire et de l'importance du secteur informel dans le pays d'origine.<sup>18</sup>
- Le coût élevé des transferts de fonds, les obstacles administratifs à la création d'entreprises et à l'investissement, la faible pénétration de l'Internet, le manque d'instruments financiers appropriés et la mauvaise gouvernance limitent les contributions économiques.
- Les progrès technologiques, en particulier l'accroissement de la **digitalisation des transferts de fonds**, **de la téléphonie mobile et de la pénétration de l'Internet**, **soutiennent des innovations** telles que les transferts de fonds par téléphone mobile et le financement participatif. Cependant, leur déploiement nécessite un environnement politique favorable.

## Les contributions des diasporas en chiffres

**1 milliard** : le nombre de personnes qui envoient ou reçoivent des transferts fonds.<sup>19</sup>

**80%** : la proportion des volumes de transferts de fonds allouée aux biens et services de base.<sup>20</sup>

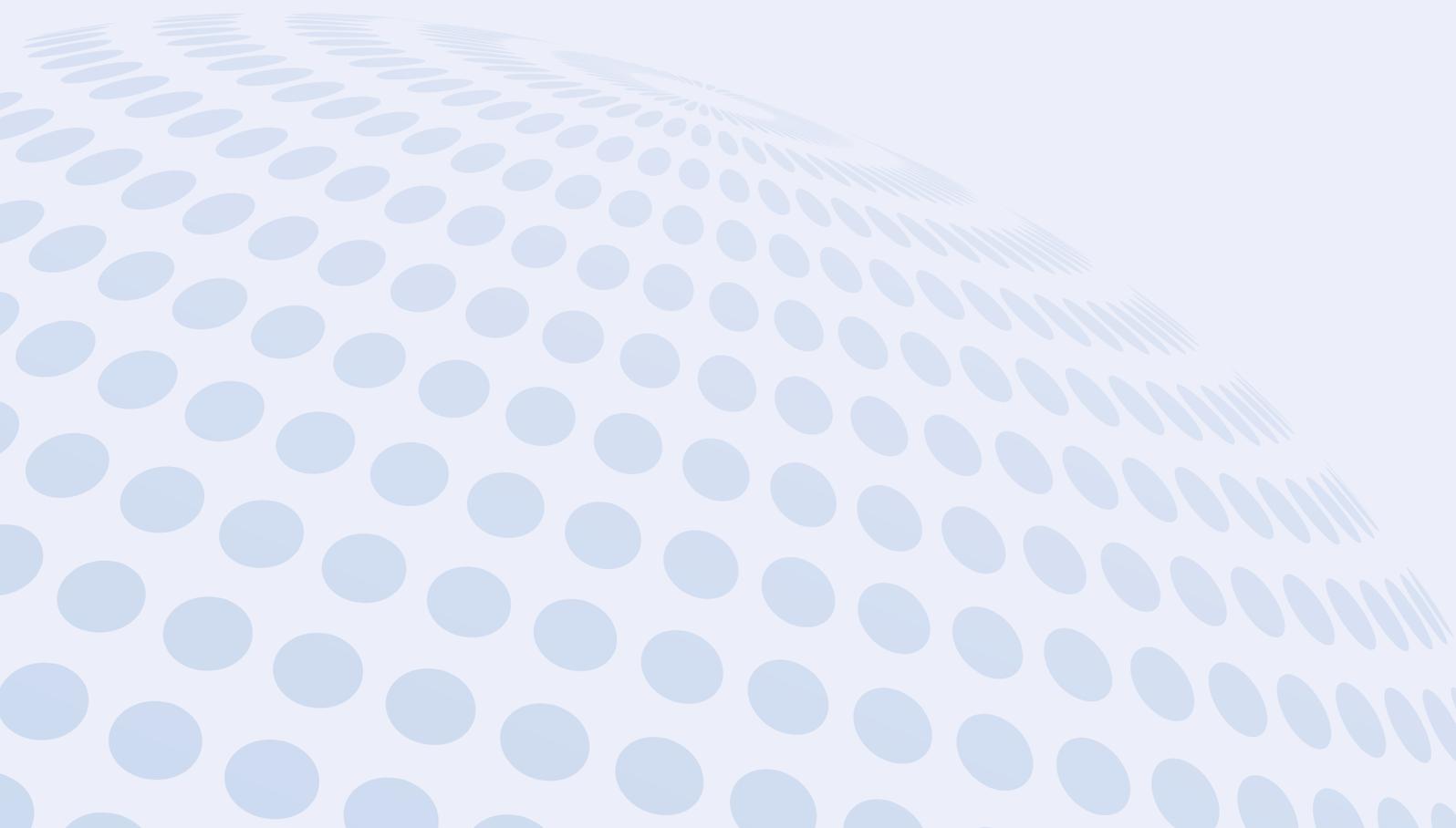
**529 milliards de dollars** : le volume des transferts de fonds envoyés vers les pays à faible et moyen revenu en 2018 (qui devrait atteindre 551 milliards de dollars en 2019).<sup>21 22</sup>

**15,3%** : la part des transferts de fonds dans le PIB de la Gambie – le pourcentage le plus élevé parmi les pays partenaires du Processus de Rabat.<sup>23</sup>

**53 milliards de dollars** : l'épargne annuelle estimée de la diaspora africaine.<sup>24</sup>

**41%/42%** : le pourcentage des transferts de fonds provenant de la zone euro dans les zones franc d'Afrique de l'Ouest et centrale.<sup>25</sup>

# Initiatives innovantes pour le développement économique



# 1. OBLIGATIONS DE LA DIASPORA NIGÉRIANE

Une obligation de détail pour canaliser les fonds de la diaspora vers l'investissement national

## Vue d'ensemble



Les obligations de la diaspora nigériane sont des obligations de détail émises en 2017 par le Bureau de gestion de la dette du Nigéria. Elles sont principalement destinées aux membres de la diaspora nigériane désireux d'investir dans le développement du pays.

De telles obligations peuvent être un moyen efficace, pour les pays partenaires, d'emprunter de l'argent à leur diaspora afin de canaliser les fonds vers des projets de développement nationaux, tout en offrant aux membres de la diaspora un retour financier sur leur investissement.

Pour les diasporas, elles représentent également une opportunité de contribuer au développement de leur pays d'origine. Les obligations de la diaspora ont des similitudes avec d'autres types d'obligations : elles impliquent que les souscripteurs achètent l'obligation en échange d'intérêts réguliers et du remboursement du principal à la date d'échéance du titre. De nombreux pays partenaires ne disposent que d'un accès limité à l'emprunt sur le marché international des capitaux pour financer des investissements indispensables, en raison de leur faible notation de crédit, de leur incapacité à garantir les actifs et/ou de l'instabilité politique. L'une des caractéristiques majeures des obligations de la diaspora réside dans leur potentiel de mobilisation de capitaux à moindre coût grâce à un «escompte patriotique» - ou la volonté des membres de la diaspora de traduire leurs perspectives optimistes pour leur pays d'origine en investissements - bien que l'impact de cet escompte soit parfois surestimé. Ces obligations peuvent également fournir des capitaux plus «patients», car les investisseurs peuvent être plus enclins à accepter une prolongation des échéances.

Contributions de la diaspora :  
économique



## Objectifs



- ➔ Collecter des fonds auprès des Nigériens de l'étranger pour soutenir les investissements dans les infrastructures au Nigéria.
- ➔ Offrir à la diaspora un retour financier et l'opportunité d'investir dans le développement du pays.
- ➔ Améliorer la liquidité de financement de l'économie nigériane.

## Caractéristiques innovantes



- Première obligation de ce genre en provenance d'Afrique subsaharienne.
- Première obligation africaine destinée aux petits investisseurs aux États-Unis, où le marché est considéré comme hautement réglementé. Son enregistrement auprès de la *Securities and Exchange Commission* américaine et de la *UK Listing Authority* a permis l'accès à un large éventail d'investisseurs.
- Un financement clairement lié aux infrastructures, qui a séduit le marché de la diaspora.
- Garantie de minimums d'achat peu élevés pour que les obligations atteignent un éventail de souscripteurs plus large.
- Une obligation structurée comme un instrument de détail, libellée dans des devises internationales que les diasporas utilisent et offerte par des banques privées et des gestionnaires de patrimoine, ce qui lui confère un attrait pour les investisseurs.<sup>26</sup>

## Résultats



- ✓ 300 millions de dollars levés en un jour - dont une grande partie provenait d'investisseurs de la diaspora au Royaume-Uni et aux États-Unis, notamment par l'intermédiaire de banques nigérianes (FBN et UBA) à Londres et à New York.<sup>27</sup>
- ✓ Un taux d'intérêt de 5,6% sur cinq ans pour les investisseurs de la diaspora.<sup>28</sup>
- ✓ L'intérêt considérable suscité chez des investisseurs du monde entier : l'émission a attiré des ordres initiaux d'une valeur de 190% du montant offert.<sup>29</sup>
- ✓ Un très probable impact positif sur la notation de crédit et sur l'indice de développement des marchés financiers du pays.

## Défis liés à la mise en œuvre



- Les nombreuses conditions externes requises pour une émission d'obligations réussie, notamment une forte stabilité financière et politique, une notation de crédit relativement élevée et une diaspora relativement riche ayant un niveau élevé de confiance dans les institutions et dans les perspectives de développement du pays.
- Atteindre les investisseurs de la diaspora : les mesures de protection des consommateurs existant aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et en Europe empêchant la commercialisation directe du produit auprès de la diaspora, des moyens indirects ont été nécessaires pour en faire la promotion (par exemple, l'organisation d'événements ne faisant pas directement référence à l'émission d'obligations, mais permettant d'interagir avec la diaspora à ce sujet). Atteindre les investisseurs de la diaspora peut également s'avérer difficile car beaucoup d'entre eux ne disposent pas de comptes commerciaux avec des services de courtage. L'élimination des obstacles qui empêchent les membres de la diaspora d'ouvrir des comptes bancaires nationaux (y compris ceux libellés en devises étrangères) pourrait permettre à la diaspora d'investir dans des produits financiers (et d'accéder à toute une série d'autres services susceptibles de faciliter leur engagement).
- Le temps et les ressources financières nécessaires à la planification et à la délivrance des obligations sont considérables. Le Nigéria a mis environ quatre ans à planifier et à maîtriser les processus réglementaires complexes de plusieurs pays d'accueil, notamment ceux du Royaume-Uni et des États-Unis. L'enregistrement auprès des principaux organismes de réglementation des pays d'accueil est essentiel, notamment sur la base des enseignements tirés de l'expérience de l'Éthiopie, qui a émis des obligations de la diaspora en 2011.<sup>30</sup>
- Trouver des conseillers financiers avec les capacités adéquates. Le Nigéria a dû travailler avec des institutions financières possédant les licences nécessaires dans tous les pays cibles pour garantir l'accès aux investisseurs de la diaspora. L'obtention de conseils juridiques auprès d'une société ayant déjà traité des obligations de la diaspora a également permis au Nigéria de démêler les processus complexes permettant leur émission.



## Reproductibilité



- L'inscription de l'obligation à l'étranger nécessite une autorisation réglementaire, ce qui demande du temps et des ressources financières.
- Requier une forte sensibilisation et un renforcement de la confiance avec les communautés de la diaspora.
- Exige l'identification de conseillers financiers ayant les capacités et les licences appropriées.

Informations complémentaires



**Émetteur/Mise en œuvre :** Bureau de gestion de la dette du Nigéria, République fédérale du Nigéria

**Budget :** Inconnu

**Site internet :** <https://www.dmo.gov.ng>

## 2. FINANCEMENT DE LA JEUNESSE RURALE PAR LA DIASPORA MALIENNE

Canaliser les fonds de la diaspora malienne vers des activités agricoles gérées par les jeunes dans les régions rurales d'origine

### Vue d'ensemble



L'initiative Financement de la jeunesse rurale par la diaspora malienne permet aux Maliens résidant en France d'accorder des prêts aux micro-entrepreneurs des régions rurales de leur pays d'origine par le biais d'une plateforme de financement participatif en ligne. Le GRDR, une ONG française, et Babyloan, une plateforme de financement participatif, travaillent ensemble pour mobiliser les investissements des Maliens vivant à Paris.<sup>31</sup> Babyloan évalue et sélectionne les institutions de microfinance (IMF) locales, qui fournissent des fonds et assurent le suivi des prêts garantis par le projet. Une fois qu'elles ont fourni les micro-crédits, Babyloan rembourse les IMF. Les jeunes entrepreneurs porteurs de micro-projets ruraux reçoivent le financement, ainsi que

d'autres aides fournies par le projet, par l'intermédiaire de la plateforme Babyloan. L'initiative répond aux besoins de financement des jeunes ruraux maliens, à la nouvelle politique migratoire du gouvernement du Mali qui favorise la création d'entreprises et facilite les investissements de la diaspora, et aux souhaits des membres de la diaspora malienne de contribuer au développement de leurs régions d'origine.

Contributions de la diaspora :  
économique



### Objectifs



- ➔ Mettre en relation la diaspora malienne avec les jeunes de leur région d'origine ciblés par le «Projet de soutien à la formation professionnelle, à l'emploi et à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux».
- ➔ Fournir aux jeunes ruraux du Mali un soutien financier pour développer des activités agricoles, ainsi qu'une formation professionnelle et un plan de développement de carrière. Les entrepreneurs porteurs de micro-projets peuvent recevoir jusqu'à 2 000 euros par le biais de la plateforme Babyloan.<sup>32</sup>
- ➔ Créer des opportunités pour les jeunes Maliens des zones rurales, en leur offrant des alternatives à la migration irrégulière.



## Caractéristiques innovantes

- Utilisation du financement participatif pour canaliser directement les fonds de la diaspora vers des activités agricoles productives dans les communautés rurales.
- Maximisation de l'appropriation des investissements par la diaspora, en permettant aux membres de la diaspora malienne de choisir les activités qu'ils vont financer et de diriger leurs investissements vers les régions avec lesquelles ils ont de fortes affinités.
- Intégration de l'engagement de la diaspora, par le biais du financement participatif, au cadre plus large de l'action en faveur du développement rural.
- Favorise l'amélioration des standards des institutions locales de microfinancement, qui doivent répondre à des critères stricts, tant sur le plan financier que sur celui de la gouvernance, pour pouvoir s'associer à Babyloan.



## Résultats<sup>iv</sup>

- ✓ 175 000 euros collectés pour financer 276 projets à travers la plateforme Babyloan, dont environ 10% ont été financés par la diaspora.
- ✓ 108 projets soutenus en 2019 avec 74 950 euros de prêts. Chaque projet a reçu en moyenne 80€ (dont 23€ de la diaspora).
- ✓ 100% de l'argent prêté sur la plateforme remboursé à la diaspora.



## Défis liés à la mise en œuvre<sup>v</sup>

- Établir la confiance et stimuler l'intérêt de la diaspora malienne en France, en particulier des membres de la diaspora qui n'ont plus de liens familiaux ou affectifs avec les communautés cibles. Les activités de sensibilisation du GRDR et de Babyloan ont été essentielles à cet égard. Ces deux organisations ont mis en place des sessions d'information avec des membres de la diaspora afin d'expliquer le fonctionnement de la plateforme en ligne et ont fait appel à des personnes influentes pour la promouvoir. L'approche de Babyloan permet également aux membres de la diaspora de choisir les projets et les zones géographiques à soutenir, ce qui garantit une meilleure adaptation à leurs demandes.

iv Informations fournies par Babyloan.

v Informations fournies par Babyloan.

- Le temps nécessaire pour établir un partenariat avec les IMF au Mali : comme Babyloan ne refinance que des IMF locales (sans prêter directement), l'entreprise procède à des évaluations approfondies de celles-ci, ce qui requiert du temps et des ressources financières. La qualification d'une seule IMF prend en moyenne six à neuf mois. La collecte de fonds auprès de bailleurs internationaux et le renforcement de la présence et des contacts de Babyloan au Mali ont permis de surmonter ce défi.
- Trouver des IMF locales qualifiées : Babyloan ne prêtant actuellement que par l'intermédiaire d'une seule IMF locale, il existe un décalage entre le nombre de projets validés par le partenaire technique FIER (trop nombreux) et les institutions qui accordent des prêts (trop peu nombreuses). Ce problème devrait être résolu lorsque Babyloan qualifiera une deuxième IMF, mais souligne le défi permanent de la qualification de telles institutions sur des marchés financiers peu développés.
- Il est difficile de mesurer l'impact du travail de ciblage des investisseurs de la diaspora par Babyloan, car ils se confondent avec les autres investisseurs prêtant de l'argent *via* la plateforme. Le volume des fonds provenant de la diaspora malienne est donc une estimation (basée sur les noms de famille des prêteurs). Babyloan envisage de demander aux prêteurs potentiels des informations sur leur pays d'origine et sur la manière dont ils ont découvert Babyloan afin de mieux contrôler l'efficacité de son travail de ciblage.

## Reproductibilité



- Le financement participatif peut être intégré dans toute intervention qui implique de lier les fonds de la diaspora à des projets dans les pays d'origine.
- Du temps et des ressources financières sont nécessaires pour procéder à l'audit et à la qualification approfondis des IMF.
- L'initiative est adaptée aux pays avec des zones d'émigration spécifiques, auxquelles les membres de la diaspora peuvent être connectés, afin de tirer le meilleur parti du lien "émotionnel" les unissant à leur région d'origine.
- Nécessite une sensibilisation dans les régions d'origine et de destination, ce qui peut s'avérer long et coûteux, et requiert des partenaires de mise en œuvre dans toutes les régions concernées.
- Exige un niveau de confiance élevé tant de la part des investisseurs de la diaspora que des bénéficiaires des fonds.

Informations complémentaires



**Bailleur :** FIDA

**Mise en œuvre :** Gouvernement du Mali, Babyloan (ABC Microfinance)

**Budget :** 425 000 dollars (372 400 euros)

**Site internet :** <https://www.babyloan.org/fr/mali>

# 3. MEETAFRICA

## Soutien aux entrepreneurs de la diaspora africaine

### Vue d'ensemble



La Mobilisation Européenne pour l'Entrepreneuriat en Afrique («MEETAfrica») a pour objectif de créer des emplois et de favoriser l'innovation en Afrique en soutenant 80 étudiants en fin de cursus et jeunes professionnels hautement qualifiés de la diaspora africaine résidant en Allemagne et en France. Ceux-ci sont accompagnés dans leurs projets de création d'entreprises apportant des solutions innovantes dans les secteurs agricole, industriel ou des services de leur pays d'origine. Le programme sélectionne des jeunes entreprises innovantes de la diaspora, leur apporte un soutien financier et technique et aide également les autorités des pays d'origine à soutenir ces jeunes entreprises. La phase I du programme a été financée par l'UE dans le cadre du projet « Soutien au Dialogue Afrique-UE sur la Migration et la Mobilité » (MMD) mis en œuvre par l'ICMPD.

Contributions de la diaspora :  
économiques, sociales



### Objectifs



- ➔ Générer des emplois, de la richesse et de l'innovation par le transfert de savoir-faire des membres diplômés des diasporas africaines vers les pays d'origine.
- ➔ Renforcer les capacités des pays partenaires africains à fournir un soutien technique aux entreprises innovantes créées par la diaspora.
- ➔ Cultiver l'esprit d'entreprise parmi les diasporas africaines formées en France et en Allemagne, pour leur permettre de contribuer au développement de leur pays d'origine.

- ➔ Faciliter l'intégration des jeunes diasporas africaines dans leurs pays d'origine.
- ➔ Promouvoir la coopération entre les institutions des pays d'origine et de destination, ainsi qu'entre les organisations des secteurs de l'éducation et de la finance pour favoriser le succès des jeunes entreprises.



## Caractéristiques innovantes<sup>vi</sup>

- Ciblage spécifique des jeunes entreprises qui développent des solutions innovantes pour leurs pays d'origine africains : la plupart des projets proposés comporte ainsi une importante composante technologique et vise des secteurs à forte croissance comme l'agroalimentaire, l'environnement, l'énergie et la santé.
- Intégration d'une "approche tripartite" qui lie la migration, le développement et l'engagement des diasporas, en maximisant les bénéfices de la migration sur le développement pour les jeunes entrepreneurs de la diaspora (en soutenant leurs start-ups) et leurs pays d'origine (en renforçant leurs capacités et en augmentant leurs investissements étrangers).
- Ciblage des jeunes diplômés et jeunes professionnels au sein de la diaspora africaine en Europe.
- Consolidation des expériences passées de trois organisations européennes, en combinant l'expertise de chacune d'entre elles, tout en valorisant le rôle des partenaires institutionnels publics dans les pays d'origine, qui ont servi d'interface entre l'initiative et l'État.



## Résultats<sup>vii</sup>

- ✔ Création de 26 entreprises.
- ✔ Création de 272 emplois (dont 30 emplois permanents).
- ✔ 279 propositions de projets examinées en 2016, dont 258 ont été jugées éligibles, ce qui a conduit 130 personnes à passer des entretiens avec le comité d'évaluation, au terme desquels 80 jeunes entreprises (27 en Afrique subsaharienne et 53 en Afrique du Nord) ont été sélectionnées (les "lauréats").

vi Perspectives tirées de l'évaluation indépendante de 2018 de la phase I de MEETAfrica.

vii Perspectives tirées de l'évaluation indépendante de 2018 de la phase I de MEETAfrica.

- ✓ Soutien aux jeunes entreprises dans les secteurs suivants : alimentation et boissons, environnement, énergies renouvelables, santé et nouvelles technologies.
- ✓ Intégration d'une dimension portant sur l'égalité des sexes, en veillant à ce qu'au moins 30% des candidats et des lauréats soient des femmes.
- ✓ Prolongement pour une deuxième phase en raison du succès rencontré.

### Défis liés à la mise en œuvre<sup>viii</sup>



- Les délais entre la sélection des lauréats et le début du soutien ont été à l'origine de difficultés pratiques pour certains participants, liées par exemple aux visas. Cependant, cela a également laissé plus de temps pour mettre en place le soutien nécessaire aux lauréats - une valeur ajoutée essentielle du projet.
- Il est difficile d'évaluer les effets à long terme de l'initiative : 272 emplois ont été créés par les jeunes entreprises, mais seul le temps dira s'ils deviendront des emplois à long terme.
- Trouver des prestataires de services pour soutenir les jeunes entreprises lauréates les plus innovantes et à fort caractère technologique a été un défi.
- Pour certaines jeunes entreprises, la mise en œuvre du cahier des charges a entraîné des coûts importants qui n'ont pas été entièrement couverts par le budget prévu par l'initiative.

### Reproductibilité



- Peut être adapté à différents duos de pays, particulièrement aux pays partenaires qui disposent d'importantes communautés étudiantes émigrées dans des régions spécifiques.
- Nécessite la mise en place de partenariats avec les institutions publiques des pays d'origine, ce qui peut nécessiter un renforcement préalable de leurs capacités, augmentant le coût et la complexité d'une telle initiative.
- Requier l'engagement d'un large éventail d'organisations partenaires et de fournisseurs de services - des institutions publiques des pays d'origine aux mentors professionnels pouvant soutenir les jeunes entrepreneurs.

viii Perspectives tirées de l'évaluation indépendante de 2018 de la phase I de MEETAfrica.

---

## Informations complémentaires



**Bailleur :** Union européenne, gouvernement français (par l'intermédiaire du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères)

---

**Mise en œuvre :** Expertise France (coordinateur), Campus France, Institut de recherche pour le développement, GIZ (membres du consortium).

---

**Budget :** 1,7 million d'euros (soutien à 60 lauréats), avec un cofinancement supplémentaire de la France (soutien à 20 lauréats)

---

**Site internet :** <http://meetafrica.fr>

---

## 4. CINETPAY

Mettre en place des solutions de paiement électronique intégrées pour les personnes non bancarisées grâce à la *fintech*<sup>ix</sup>

### Vue d'ensemble



CinetPay est une entreprise *fintech* basée en Côte d'Ivoire, créée en 2016. Elle fonctionne comme un agrégateur de solutions de paiement électronique<sup>x</sup> qui facilite les paiements et les transferts nationaux et internationaux effectués par le biais de la monnaie mobile et de portefeuilles électroniques dans 8 pays africains.

Cinetpay cible les utilisateurs de téléphones mobiles qui n'ont pas de compte bancaire. L'entreprise est présente dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, afin de donner aux entreprises l'accès à plus de 85 millions de portefeuilles électroniques. Elle offre une passerelle de paiement unique aux entreprises par l'intermédiaire de leur site web, de leur application mobile ou de leur magasin physique.<sup>33</sup>

Contributions de la diaspora :  
économique



ix L'expression « technologie financière » (*fintech*) désigne les nouvelles technologies qui cherchent à améliorer et à automatiser la fourniture et l'utilisation des services financiers. Elles aident les entreprises, leurs propriétaires et les consommateurs à mieux gérer leurs opérations et leurs processus financiers grâce à des logiciels et des algorithmes spécialisés qui sont utilisés sur les ordinateurs et, de plus en plus, sur les smartphones (définition : [Investopedia](#))

x Un agrégateur de paiements est un fournisseur de services qui permet aux commerçants de traiter les paiements par téléphone mobile ou par voie électronique. Ils permettent aux entreprises d'accepter les paiements par carte de crédit et de débit sans avoir à ouvrir un compte marchand auprès d'une banque.

## Objectifs



- ➔ Permettre aux entreprises et aux consommateurs africains non bancarisés d'effectuer et de recevoir des paiements et des transferts par le biais de différents systèmes de paiement, en particulier ceux utilisant des téléphones mobiles.
- ➔ Accroître l'accès aux services et aux marchés financiers digitaux, en fournissant des solutions de paiement électronique à faible coût et faciles à mettre en place, qui ne reposent pas sur les cartes de paiement et les virements bancaires.
- ➔ Permettre aux entreprises d'accroître leur utilisation des services de monnaie mobile afin d'encourager leur inclusion dans l'économie formelle.
- ➔ Encourager l'adoption des achats par téléphone mobile et en ligne, qui constituent un moyen de paiement plus sûr et plus transparent que l'argent liquide.

## Caractéristiques innovantes



- Permet aux personnes non bancarisées d'avoir accès à l'économie digitale grâce à une plateforme de paiement interopérable basée sur l'argent mobile - un moteur essentiel de l'inclusion financière en Afrique subsaharienne.<sup>xi</sup>
- Fonctionne par le biais d'accords avec les opérateurs de téléphonie mobile, permettant aux entreprises et aux consommateurs de tirer parti du potentiel des portefeuilles mobiles.
- Offre l'interopérabilité des services financiers, ce qui permet aux utilisateurs de transférer des fonds entre différentes plateformes d'argent mobile, supprimant ainsi une contrainte-clé pour l'adoption des transferts digitaux dans de nombreux pays africains.
- Permet aux utilisateurs de gérer les paiements via différentes plateformes de manière intégrée.
- Intègre des services et des paiements supplémentaires, tels que les abonnements à des services publics et privés (par exemple, les assurances et les frais de scolarité), avec la possibilité de numériser les paiements pour de nombreux autres services.

xi Comme le rapporte le *Global Findex 2017* de la Banque mondiale sur l'inclusion financière, l'argent mobile a été le moteur de l'inclusion financière en Afrique subsaharienne ; <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/04/19/financial-inclusion-on-the-rise-but-gaps-remain-global-findex-database-shows>

## Résultats<sup>xii</sup>



- ✓ Plus de 8 milliards de transactions facilitées à ce jour, dont 950 millions de francs CFA (1,45 million d'euros) de transactions en septembre 2019.
- ✓ Signature d'accords avec les principales sociétés de paiement, notamment Visa, Mastercard, Orange Money, MTN Mobile Money, M-Pesa et Wari.
- ✓ 2 500 utilisateurs dans quatre pays, dont trois sont membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (qui utilisent le franc ouest-africain), promouvant ainsi l'intégration économique et le commerce régionaux. La plateforme prévoit de s'étendre à la Guinée, à la République démocratique du Congo, au Burkina Faso et au Togo d'ici la fin de l'année 2019. CinetPay a mis en place des équipes locales dans les huit pays (marchés existants et ciblés).

## Défis liés à la mise en œuvre



- Aucun des principaux régulateurs sous-régionaux des deux unions économiques et monétaires d'Afrique occidentale et centrale n'a introduit de réglementation spécifique pour les plateformes de paiement électronique, ce qui entraîne une incertitude réglementaire. CinetPay se conforme aux exigences réglementaires existantes sur les établissements de paiement des régulateurs de France et d'Afrique centrale et de l'Ouest en matière de diligence raisonnable et de lutte contre le blanchiment d'argent, mais l'absence de réglementation claire rend plus difficile la recherche d'investisseurs.
- Le nombre d'opérations quotidiennes et le montant des transactions pouvant être traités par CinetPay sont limités (sur une base quotidienne et hebdomadaire) en raison de la réglementation anti-blanchiment d'argent. Ces limitations font obstacle à un changement d'échelle des activités de l'entreprise.
- Les coûts de transaction élevés appliqués aux opérations électroniques, en partie en raison de la présence d'intermédiaires bancaires derrière les systèmes de paiement digital, découragent les utilisateurs. Compte tenu de l'important potentiel du marché (rien qu'en Afrique de l'Ouest, 95% des transactions se font en espèces),<sup>34</sup> des mesures doivent être prises par les régulateurs, et les opérations doivent être menées sur le long terme pour laisser le temps aux utilisateurs potentiels de passer aux paiements digitaux.

xii Informations fournies par CinetPay.

- Le succès de CinetPay dépend de l'accroissement de l'utilisation des paiements mobiles en Afrique. Le modèle de l'entreprise s'appuie sur le développement rapide de cette tendance sur le continent africain,<sup>xiii 35</sup> puisque seulement 12% des adultes en Afrique subsaharienne ont actuellement un compte d'argent mobile ; et que seulement 45% d'entre eux disposent *uniquement* d'un compte d'argent mobile.<sup>36</sup> La mesure dans laquelle le CinetPay et les plateformes similaires peuvent rapidement se développer dépend de la rapidité avec laquelle ces chiffres continuent d'augmenter, surtout dans la mesure où les transferts mobiles ciblés sont interrégionaux.



## Reproductibilité



- Le développement de la plateforme nécessite des compétences techniques et de gestion.
- Les clients doivent avoir un certain niveau d'alphabétisation et d'accès à l'internet, ce qui peut constituer un obstacle dans de nombreux pays partenaires, notamment dans les zones rurales.
- Les réglementations nationales et internationales créent des contraintes qui peuvent limiter le potentiel des paiements digitaux (coûts, règles sur le montant et la fréquence des transactions).



## Informations complémentaires

**Bailleur :** a commencé avec des fonds privés et une petite subvention de la Fondation Tony Elumelu<sup>xiv</sup>

**Mise en œuvre :** CinetPay

**Budget :** 65 000 euros de fonds de démarrage

**Site internet :** <https://cinetpay.com>

xiii Un tiers des utilisateurs de téléphones mobiles, soit 250 millions, possèdent un smartphone en Afrique subsaharienne, selon la GSMA, *The Mobile Economy Sub-Saharan Africa 2017*.

xiv <https://www.tonyelumelufoundation.org/>

## Options pour renforcer l'engagement des diasporas

- ✓ **Permettre des transferts de fonds plus faciles et moins coûteux<sup>xv</sup>**: pour accroître la concurrence et réduire les coûts, les gouvernements peuvent adopter des politiques qui **favorisent l'inclusion financière et l'utilisation de plateformes s'appuyant sur les nouvelles technologies**.

### Les transferts de fonds dans les régions du Processus de Rabat

Les transferts sont effectués *via* des canaux formels et informels, allant de l'envoi d'argent liquide à l'utilisation d'opérateurs de transfert de fonds, de banques et de téléphones mobiles.

Les coûts élevés des transferts de fonds s'expliquent par plusieurs facteurs, notamment le manque de transparence qui persiste au sujet de ces coûts, l'absence de concurrence et la prévalence des transferts informels.

De nombreux bénéficiaires de transferts de fonds, notamment en Afrique occidentale et centrale, sont désormais plus susceptibles d'avoir un téléphone mobile qu'un compte bancaire (selon la Banque Mondiale, l'argent mobile a joué un rôle moteur pour l'inclusion financière : la proportion d'adultes disposant d'un compte bancaire est restée stable, tandis que la proportion de ceux disposant d'un compte d'argent mobile a presque doublé).<sup>37</sup> Au niveau mondial, les femmes sont encore moins susceptibles que les hommes d'avoir un compte bancaire.<sup>38</sup>

Les transferts d'argent par téléphone mobile coûtent 50% moins cher<sup>39</sup> et deux tiers de la population mondiale non bancarisée ont accès à un téléphone mobile.<sup>40</sup>

Les transactions transfrontalières de mobile à mobile constituent une autre tendance émergente, potentiellement plus accessible, plus rapide et moins chère que les services de banque à banque ou de transfert d'argent liquide.

La technologie financière, ou *fintech*, représente un défi en termes de réglementation, mais constitue une immense opportunité.

- **Renforcer la transparence et la concurrence** : pour ce faire, il est possible de **soutenir les bases de données en ligne qui comparent les coûts des transferts de fonds (voir encadré)**, mais également de **réviser les accords d'exclusivité, tels que ceux passés entre les services**

xv Une analyse plus approfondie des instruments liés aux transferts de fonds se trouve dans le document de référence préparé pour l'atelier technique du Processus de Rabat de 2019 sur les transferts de fonds des diasporas et le développement durable.

**postaux et les opérateurs de transferts de fonds**, pour permettre aux différentes parties prenantes (banques, opérateurs de télécommunications, bureaux de poste et opérateurs de transferts de fonds) de travailler ensemble. Les accords d'exclusivité ont particulièrement limité le développement des réseaux d'agents de transferts de fonds en Afrique centrale.

## Exemple

La **suppression des clauses d'exclusivité** par le gouvernement malien en 2012 a entraîné une augmentation visible du nombre d'opérateurs de transferts de fonds présents sur le marché et de partenariats avec les banques.<sup>41</sup>

- Faciliter les solutions technologiques: alors que les start-ups fintech ont considérablement perturbé les marchés de transferts en Europe, les secteurs financiers d'autres régions du Processus de Rabat sont encore dominés par les banques, avec d'importantes barrières à l'entrée sur le marché pour les nouveaux arrivants. Pour soutenir l'entrée d'acteurs spécialisés dans les nouvelles technologies, les gouvernements peuvent **réviser les cadres réglementaires afin de garantir des approches proportionnées aux risques pour l'octroi de licences financières et pour**

### Bases de données nationales sur les transferts de fonds

**France:** [www.envoidargent.org](http://www.envoidargent.org)  
**Allemagne:** [www.geldtransfer.de](http://www.geldtransfer.de)  
**Italie:** [www.mandasoldiacasa.it](http://www.mandasoldiacasa.it)  
**Norvège :** [www.sendepenger.no](http://www.sendepenger.no)  
**Royaume-Uni :**  
<https://www.fxcompared.com/>

**les exigences en matière connaissance du client** (*Know Your Customer*, ou **KYC**),<sup>xvi</sup> tout en **s'attaquant aux obstacles à l'interopérabilité des plateformes de transfert de fonds** (faciliter l'envoi d'argent d'une plateforme ou d'un compte à l'autre). Lorsqu'ils examinent les implications réglementaires des innovations technologiques telles que la *blockchain* et les transferts mobiles, les régulateurs peuvent **délivrer aux nouveaux entrants des «lettres de non-objection»** - un moyen de favoriser l'innovation, tout en donnant aux régulateurs la possibilité d'envisager des réglementations pour de nouveaux segments de marché. Il est essentiel que les gouvernements partenaires travaillent en collaboration avec les opérateurs du marché pour mettre en place

xvi Le terme « Know Your Customer » (KYC) désigne les réglementations gouvernementales qui imposent la collecte d'informations sur les clients afin de prévenir le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et d'autres crimes impliquant de l'argent. Le Groupe d'Action Financière a formulé la recommandation suivante : « lorsque les risques de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme sont plus faibles (par exemple dans le cas de transactions de faible valeur), les institutions financières pourraient être autorisées à mettre en œuvre des mesures simplifiées de vigilance à l'égard des consommateurs, qui devraient tenir compte de la nature plus faible du risque ».

des garanties proportionnées aux risques.<sup>42</sup> De plus, la libéralisation des codes de données de services supplémentaires non structurées (« *Unstructured Supplementary Service Data* », ou USSD) (les codes qui permettent aux utilisateurs de téléphones mobiles de communiquer avec les ordinateurs de leurs opérateurs de réseaux mobiles), généralement réservés uniquement aux opérateurs, pourrait permettre aux autres fournisseurs de services de transfert de fonds de tirer parti du potentiel des téléphones mobiles pour déployer de nouvelles offres.

## Paroles d'experts



«Avec l'arrivée sur le marché de nouvelles solutions fintech, la croissance des transferts de fonds digitaux devrait se poursuivre dans les régions du Processus de Rabat. Dans les pays partenaires comme le Sénégal, qui dispose d'un réseau d'agents bien établi et de flux importants de transferts de fonds internationaux, les transferts digitaux peuvent progresser plus rapidement. Ailleurs, la confiance doit être instaurée par la sensibilisation des populations, en particulier dans les zones rurales où l'inclusion et l'alphabétisation financières et digitales sont faibles. Les gouvernements et les prestataires doivent également mieux faire respecter les mesures relatives à la protection des consommateurs, promouvoir la transparence et établir des règles plus claires pour les transferts de fonds. »



**Making Finance Work For Africa sur la croissance des transferts de fonds digitaux.**

## Exemples

Dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine, une nouvelle **initiative d'interopérabilité avec la Banque Centrale** va inclure les opérateurs de réseaux mobiles et, à terme, les institutions de microfinance et les plateformes *fintech* dans l'écosystème des paiements. Cette initiative pourrait faire baisser les prix et augmenter l'offre de services financiers digitaux qui répondent aux besoins spécifiques des expéditeurs et des bénéficiaires de fonds. Les pays partenaires d'Afrique centrale pourraient se pencher sur les possibilités de reproduire l'initiative dans l'Union économique et monétaire d'Afrique centrale.

**Cinetpay** est une plateforme basée en Côte d'Ivoire qui permet d'effectuer des **transferts entre différents comptes sur différentes plateformes** - par exemple, entre Airtel Money et un compte bancaire - contribuant à pallier le manque d'interopérabilité entre les plateformes de transfert en Afrique de l'Ouest. Cette plateforme pourrait être reproduite dans d'autres zones monétaires transnationales, telles que l'Afrique centrale.

**Bitpesa**, qui opère en République démocratique du Congo, au Ghana, au Maroc et au Nigeria, utilise la **technologie blockchain<sup>xvii</sup>** pour transférer de l'argent de manière plus directe, moins coûteuse et plus rapide en réduisant le nombre d'intermédiaires. Ces plateformes ciblent généralement les expéditeurs et les destinataires ayant des connaissances financières et bancaires.

Au Cameroun, **l'application créée par MTN permet d'effectuer des transferts par téléphone mobile** pouvant atteindre un montant de 762,25 euros vers 25 pays africains, avec un coût de transaction de 1,3 à 5%.<sup>43</sup> MTN et Orange Money, par l'intermédiaire de **Mowali**, fournissent un service similaire, tandis que MFS Africa et WorldRemit ont lancé un partenariat pour permettre les **transferts transfrontaliers de mobile à mobile** dans cinq pays africains, dont le Niger et la Guinée. Pour de nombreux utilisateurs, les transferts de fonds sont souvent un point d'entrée pour l'utilisation de services financiers digitaux. Par conséquent, les **plateformes qui font le lien avec d'autres services financiers digitaux** peuvent créer des conditions favorables pour la réduction des coûts des transferts de fonds et l'émergence d'écosystèmes digitaux véritablement interopérables.

Le gouvernement tanzanien a adopté un régime de lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme financier qui **permet aux clients d'utiliser différents documents d'identité pour ouvrir des comptes de téléphonie mobile** (seuls 25% d'entre eux possèdent une carte d'identité),<sup>xviii</sup> ce qui a stimulé les transferts de fonds par téléphone mobile. Un tel changement de réglementation pourrait être reproduit en Afrique occidentale et centrale pour favoriser la bancarisation de nombreux expéditeurs et destinataires.

Les régulateurs du Kenya et de la Tanzanie ont émis des **lettres de non-objection** afin de favoriser les partenariats entre les opérateurs de réseaux mobiles et les banques, stimulant ainsi la concurrence et les transferts de fonds par téléphone mobile.<sup>45</sup>

xvii Le terme « *blockchain* » désigne un système dans lequel un enregistrement des transactions effectuées en bitcoin ou dans une autre monnaie cryptographique est conservé sur des ordinateurs reliés entre eux.

xviii Y compris les cartes d'électeurs, les cartes de retraite, les cartes d'employés ou une lettre rédigée par un chef de village.



**Encourager l'entrepreneuriat et l'investissement des diasporas<sup>xix</sup>**: si la plupart des transferts de fonds sont utilisés pour la consommation quotidienne,<sup>46</sup> des opportunités existent pour mieux **canaliser les transferts de fonds et libérer le potentiel d'épargne des diasporas** (principalement sous forme de dépôts bancaires) - estimé à environ 497 milliards de dollars par an.<sup>47</sup> **Les diasporas ont besoin d'informations, de produits adaptés et d'un environnement réglementaire favorable** afin d'investir dans leurs communautés d'origine.

- Canaliser l'épargne des diasporas**: le rôle des gouvernements consiste en grande partie à **fournir des informations** sur les opportunités et les aides disponibles (le [portail officiel de la Côte d'Ivoire](#) constitue à cet égard un bon exemple) et à **faciliter les affaires** (avec des possibilités d'amélioration dans toutes les régions du Processus de Rabat (voir encadré)<sup>xx</sup>). Les gouvernements peuvent également **lever directement des fonds en émettant des obligations de la diaspora (voir l'initiative 1)** et en **supprimant les obstacles à l'offre de produits financiers destinés à la diaspora par le secteur privé** (par exemple, en harmonisant la législation sur les faillites pour permettre aux diasporas d'utiliser leurs actifs à l'étranger comme garanties financières).
- Permettre le développement de produits financiers et de plateformes d'investissement axés sur la diaspora**: le **financement participatif<sup>xxi</sup>** fait son apparition dans les régions du Processus de Rabat.<sup>xxii</sup> Grâce à ces plateformes de financement, il est possible de canaliser les fonds de la diaspora vers des investissements et des activités philanthropiques. Des **cadres réglementaires favorables au financement participatif, le renforcement des capacités de ceux qui cherchent à mettre en place de tels financements et l'instauration d'un climat de confiance** sont nécessaires pour libérer ce potentiel.

### Classement Doing Business

**Europe**: 3 (Danemark) - 84 (Malte)

**Afrique du Nord**: 60 (Maroc) - 186 (Libye)

**Afrique de l'Ouest**: 114 (Ghana) - 175 (Guinée-Bissau)

**Afrique Centrale**: 166 (Cameroun) - 184 (RD Congo)

xix Une analyse plus approfondie des instruments liés aux investissements des diasporas se trouve dans le document de référence préparé pour l'atelier technique du Processus de Rabat de 2019 sur les transferts de fonds des diasporas et le développement durable.

xx Dans le classement Ease of Doing Business, les pays sont classés par ordre croissant, de la première place (environnement le plus favorable aux entreprises) à la 190e (le moins favorable aux entreprises). Banque mondiale. (2019). *Classements*. Disponible à l'adresse : <https://www.doingbusiness.org/en/rankings> [consulté le 19 décembre 2019].

xxi Le financement participatif est la pratique consistant à collecter des fonds auprès de groupes, généralement par le biais d'une plateforme en ligne ou mobile. Il est généralement classé en quatre modèles distincts : les dons, les récompenses, les prêts et les fonds propres. FSD Afrique (2019). *Étude sur le paysage du Financement participatif en Afrique de l'Est*. [en ligne] Nairobi : FSD Afrique. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement-participatif\\_Report-final-1-compressed.pdf](https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement-participatif_Report-final-1-compressed.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].

xxii Il s'agit de plateformes en ligne qui rassemblent souvent de petites sommes d'argent pour financer des prêts, des prises de participation ou des activités philanthropiques.

La réglementation sur le financement participatif est développée au Royaume-Uni et en France, mais est à peine naissante dans les autres régions du Processus de Rabat.<sup>48</sup> Les plateformes doivent travailler avec des régulateurs à la fois dans leur pays d'origine et dans ceux où elles souhaitent opérer, ce implique des coûts importants et entrave leur développement.<sup>49</sup>

En outre, les **cadres réglementaires peuvent soutenir le développement d'autres instruments permettant les investissements des diasporas**, tels que les crédits garantis par les transferts de fonds et les fonds de placement et comptes d'épargne communs destinés aux diasporas. Permettre à la diaspora d'ouvrir des comptes bancaires nationaux peut être particulièrement important pour promouvoir l'investissement. Il peut s'avérer nécessaire, pour les pays partenaires, de **faciliter les accords avec les institutions financières** présentes à la fois dans leur pays et dans les principaux pays de destination, tout en **s'attaquant aux obstacles réglementaires à l'offre de produits transnationaux**.

## Obligations de la diaspora – les leçons apprises

De quoi s'agit-il ? Ce sont des obligations émises pour collecter des fonds auprès des diasporas - parfois à un taux d'intérêt plus bas (« l'escompte patriotique ») que les obligations souveraines – afin de les investir dans les communautés d'origine.

Quels sont les gouvernements qui en ont émises ? Le Nigéria (voir l'initiative 1) en 2017, le Ghana en 2007 et la Grèce en 2011. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire préparent des émissions d'obligations. Au-delà des régions du Processus de Rabat, des obligations de la diaspora ont été émises par l'Éthiopie, l'Inde et Israël, entre autres. Le Rwanda prévoit d'émettre une obligation de la diaspora pour financer des logements abordables à Kigali.

Quelles ont été les leçons apprises pour les gouvernements ?

- Ne pas surestimer « l'escompte patriotique ».
- Établir la confiance avec la diaspora et mobiliser les partenaires par des consultations et des tournées de présentation dans les principaux pays de destination.
- Ces obligations fonctionnent mieux pour les pays ayant une importante diaspora de première génération dans les pays à revenu moyen ou élevé.
- Rendre les obligations accessibles à un large éventail de diasporas (par exemple, grâce à des exigences minimales d'achat peu élevées).
- Dénommer les obligations en devises internationales pour accroître la confiance.
- Réserver des ressources pour obtenir un enregistrement réglementaire sur les principaux marchés de la diaspora.
- Lier les obligations à des projets de développement concrets (par exemple, le financement d'infrastructures).

Pour promouvoir des plateformes d'investissement axées sur les diasporas, il est essentiel que les gouvernements partenaires **acquièrent une compréhension approfondie des différents segments de leur diaspora susceptibles d'investir, et qu'ils adaptent leurs stratégies en conséquence**. Par exemple, de grands volumes d'investissements sont souvent catalysés par une minorité de membres de la diaspora disposant de capitaux importants. Dans ce contexte, un **soutien gouvernemental aux acteurs non étatiques peut être nécessaire pour développer des plateformes**. En effet, les initiatives privées sont parfois les mieux placées pour développer des identités de marque auxquelles les clients adhèrent, et pour identifier et atteindre efficacement certains profils de diasporas. En outre, les diasporas servent souvent de relais entre les pays d'origine et de destination, et sont ainsi une cible potentielle pour les banques qui cherchent à s'implanter dans les pays de destination.<sup>50</sup>

### Paroles d'experts



L'un des principaux obstacles à la mobilisation des capitaux de la diaspora mondiale est la réglementation des pays de destination, qui empêche les citoyens ordinaires de la diaspora d'investir dans leur pays d'origine. Pour y remédier, les gouvernements et les banques des pays d'origine pourraient faciliter l'ouverture de comptes bancaires nationaux par les membres des diasporas. Ce faisant, ils faciliteraient le flux de capitaux pouvant soutenir le financement du développement et les marchés de capitaux nationaux, ainsi que le financement du logement et des petites et moyennes entreprises. Les préoccupations liées à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBA/KYC) qui pourraient limiter cette initiative sont souvent exagérées, en particulier si l'on considère les progrès technologiques pouvant aider les régulateurs mondiaux à distinguer les acteurs nocifs de la grande majorité des citoyens de la diaspora qui souhaite maintenir un lien avec le pays dont ils sont originaires».



**Homestrings, société de conseil en engagement des diasporas.**

Enfin, le corps diplomatique joue un rôle-clé dans les relations avec les membres de la diaspora qui cherchent à investir. **Les ambassades des principaux pays de destination doivent donc être dotées d'un personnel qui comprend les besoins et les comportements des membres de leur diaspora**, ce qui souligne encore la nécessité de placer l'engagement des diasporas au centre de la politique étrangère (voir «Élaboration de cadres politiques pour une action efficace»), tout en veillant à ce que, au niveau opérationnel, l'engagement de la diaspora soit inclus dans les attributions et la formation du personnel diplomatique.

## Exemples

Le Royaume-Uni a facilité le **financement participatif grâce à une approche réglementaire non interventionniste**, permettant à cette industrie de se développer avant d'introduire, après consultation, une réglementation adaptée en 2014.<sup>51</sup> Les régulateurs des marchés moins développés devront peut-être se concentrer sur l'apprentissage du fonctionnement du secteur et envisager des protections de base pour les consommateurs dans l'intervalle.

La Swedish International Development Cooperation Agency a fourni une **protection aux investisseurs** grâce à la plateforme [Lendahand](#),<sup>52</sup> qui peut servir d'exemple à d'autres gouvernements partenaires désirant inciter les acteurs du développement à fournir des garanties aux investisseurs afin de renforcer les liens de confiance.

Le Fonds international de développement agricole a **intégré le financement participatif dans une initiative de développement rural**, en [collaborant avec Babyloan](#) pour financer les investissements des diasporas maliennes vers des activités agricoles menées par des jeunes au Mali (voir l'initiative 2).

Certaines banques portugaises offrent à leurs clients de la diaspora basés en France l'**accès à des prêts hypothécaires à des taux favorables**<sup>53</sup>, en tenant compte des transferts de fonds comme forme de garantie ou dans le cadre de l'établissement du profil de solvabilité du demandeur.

Le [Fonds fiduciaire de la diaspora éthiopienne](#) est une organisation à but non lucratif qui **canalise les fonds de la diaspora vers des projets de développement centrés sur les besoins de la population**. L'appel à l'action du Fonds était simple : faites un don d'un dollar par jour pour soutenir votre «pays d'origine». Les Éthiopiens du monde entier ont répondu à l'appel et ont fourni près de 5 millions de dollars en 10 mois.<sup>54</sup> Le statut du Fonds, qui est une organisation à impact social à but non lucratif, est peut-être ce qui lui a permis de développer une «identité» unique - distincte du gouvernement - à laquelle les parties prenantes peuvent adhérer. Sa solide structure de gouvernance, qui comprend un conseil consultatif composé d'éminents Éthiopiens de l'étranger, a également accru les chances de succès du Fonds.



## Outils

Le financement participatif en Afrique de l'Est : Réglementation et politique pour le développement du marché<sup>xxiii</sup>. Boîte à outils pour comprendre les investissements de la diaspora.<sup>xxiv</sup>



**Soutenir et encourager l'entrepreneuriat** : différents mécanismes peuvent être utilisés par les gouvernements et le secteur privé pour attirer les investissements de la diaspora et les entrepreneurs de retour au pays, notamment :

- **Le soutien aux réseaux d'investisseurs de la diaspora et aux fonds d'investissement ciblés ;**
- **L'encouragement de l'entrepreneuriat, de l'investissement et de la philanthropie des diasporas**, par exemple par le biais d'allègements fiscaux ;
- La mise en place **de guichets uniques pour aider les investisseurs et les entrepreneurs de la diaspora** à mieux comprendre l'environnement réglementaire, en exploitant la puissance de l'Internet et les services d'administration en ligne pour atteindre de nouveaux publics.

Il est difficile d'effectuer un suivi des activités économiques des diasporas, car il n'y a souvent aucune distinction entre les investissements des diasporas et les investissements étrangers. **L'adoption d'une nomenclature statistique qui identifie spécifiquement les entreprises et les investissements des diasporas** pourrait permettre un meilleur suivi.

xxiii FSD Afrique (2019). *East Africa Crowdfunding Landscape Study*. [en ligne] Nairobi : FSD Afrique. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement\\_participatif\\_Report-final-1-compressed.pdf](https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement_participatif_Report-final-1-compressed.pdf)

xxiv Selon Making Finance Work For Africa, la Diaspora Investment Toolkit est conçue pour que les gouvernements africains évaluent la viabilité des investissements de la diaspora dans leur pays d'origine et déterminent la meilleure approche pour attirer ces investissements. La boîte à outils fournit un guide systématique aux gouvernements, dont les conclusions et les recommandations serviront de base à de solides stratégies d'investissement de la diaspora et aux mesures pouvant être prises par les institutions de financement du développement et les agences multilatérales et bilatérales pour les soutenir. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.mfw4a.org/publication/toolkit-understanding-diaspora-investment>

---

## Exemples

---

Les gouvernements portugais et irlandais ont développé des **programmes pour soutenir les entrepreneurs de la diaspora de retour au pays**. Le [Programa Regressar](#) du Portugal (voir l'initiative 6) offre des avantages fiscaux et un soutien financier aux émigrants de retour et à leurs familles, avec des points de contact dédiés qui les guident tout au long du processus. L'initiative irlandaise [Back for Business](#), qui fait partie du programme de soutien aux émigrants (voir l'initiative 9), offre six mois de soutien par les pairs aux rapatriés.

Le programme danois des [ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague](#) (voir l'initiative 10), qui a débuté comme une initiative privée avant d'être adopté par le gouvernement, **fait vivre un réseau de chefs d'entreprise et d'autres personnalités éminentes de la diaspora pour promouvoir le Danemark** et Copenhague dans le monde, tout en conseillant le gouvernement sur la compétitivité et sur d'autres questions relatives à l'économie et à l'image de marque.

Une série d'initiatives fournissent un **soutien financier et technique aux entrepreneurs de la diaspora** qui souhaitent revenir dans leur pays d'origine pour y créer une entreprise, notamment les programmes [DiafriInvest](#) et [MEETAfrica](#) (voir l'initiative 3), financés par l'UE (et soutenus par l'ICMPD). Ces programmes peuvent fonctionner dans toutes les régions du Processus de Rabat. Ils doivent s'appuyer sur des points focaux très engagés dans les principaux services de soutien administratif des pays de retour, ainsi que sur des conseillers du secteur privé ayant une compréhension approfondie des besoins du marché dans ces pays pour assurer un impact durable.

Alors que de nombreux pays partenaires du Processus de Rabat, comme la [Tunisie](#), ont déjà mis en place des **guichets uniques hors ligne** pour les diasporas, le gouvernement philippin est allé plus loin en créant [BaLinkBayan](#), un **guichet unique en ligne pour les Philippins de l'étranger**, qui propose un soutien aux entreprises et des services d'administration. Pour mettre en place des guichets uniques en ligne, il faut tenir compte des coûts relatifs à la création d'un site web, mais aussi de ceux générés par son hébergement et sa maintenance sur plusieurs années. Leur mise en place devrait également coïncider avec le développement de services d'administration en ligne - les diasporas, par définition, résident à l'étranger et ont besoin de tels services.





.....  
DÉVELOPPEMENT  
SOCIAL  
.....



---

## DÉVELOPPEMENT SOCIAL

---

### Quels sont les enjeux ?

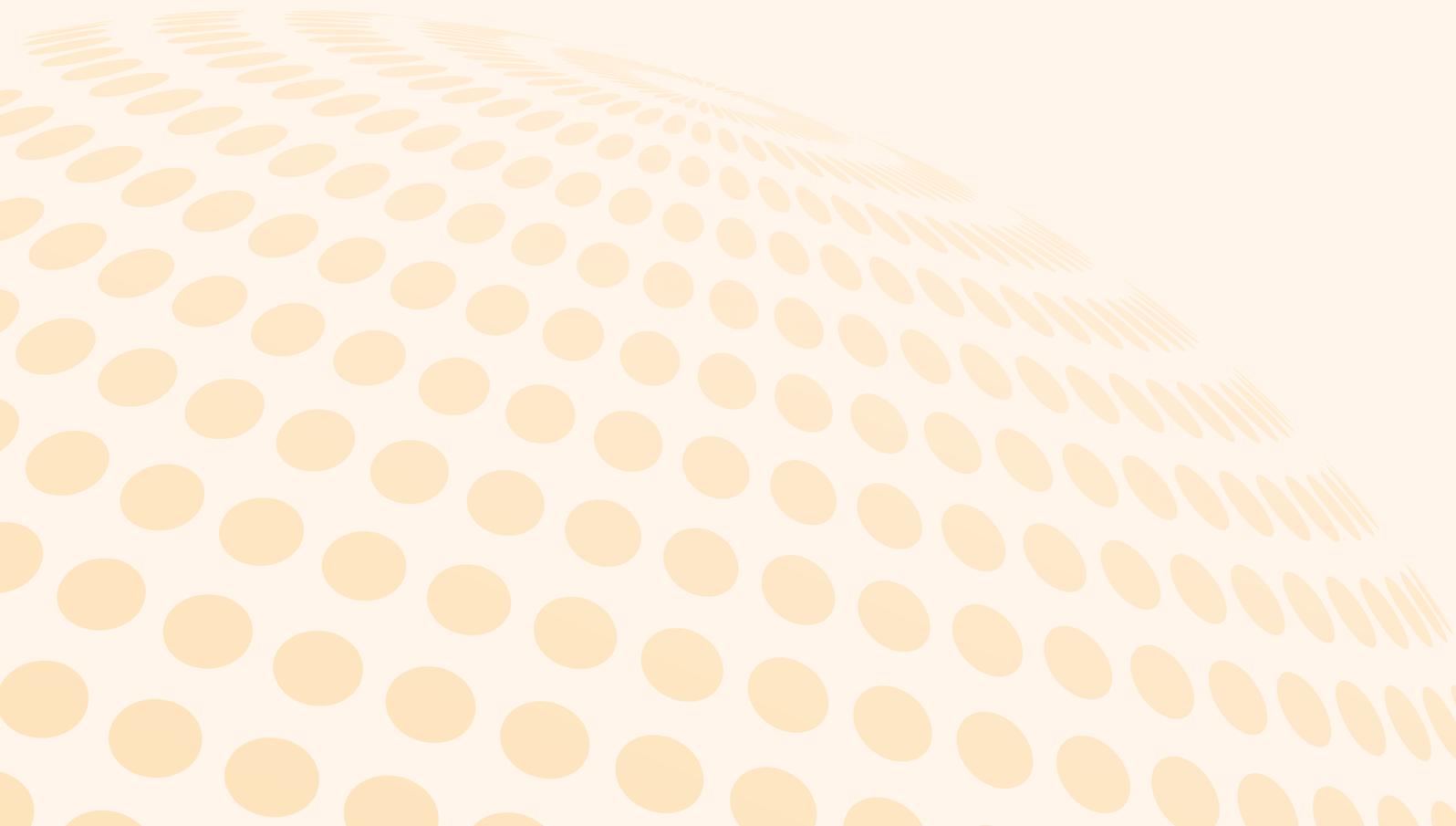
- Les diasporas facilitent les **transferts d'idées, de compétences et de comportements** entre leurs communautés d'origine et de destination.
- Les communautés d'origine peuvent favoriser l'engagement de leurs diasporas grâce à des initiatives qui visent un retour temporaire, permanent ou virtuel.
- **Les transferts de compétences peuvent accroître le capital humain** (« *brain gain* » ou « circulation des cerveaux »), ce qui peut compenser les effets négatifs de l'émigration sur les communautés d'origine (« *brain drain* » ou « fuite des cerveaux »).
- Les réseaux de la diaspora peuvent **favoriser les collaborations dans le domaine de la recherche et les transferts intellectuels et technologiques**.
- Pour favoriser les migrations circulaires et régulières et renforcer ainsi les retombées positives des migrations sur le développement, il est possible de **permettre aux migrants de bénéficier de prestations de protection sociale** dans leur pays d'origine.<sup>55</sup>
- Certains pays partenaires - dont l'Algérie et la France, le Maroc et l'Espagne, la Côte d'Ivoire et le Mali, et le Cameroun et la France - ont conclu des accords sur les droits à la protection sociale de leurs ressortissants dans les pays de destination<sup>xxv</sup>. Cela dit, dans de nombreux pays partenaires, les prestations ne sont pas transférables ou sont limitées en fonction de la nationalité.<sup>56</sup>
- **Les diasporas jouent un rôle essentiel pendant et après les crises humanitaires**, en fournissant des moyens de subsistance aux populations difficiles à atteindre dans leurs communautés d'origine, et un soutien souvent plus durables que l'aide humanitaire institutionnelle à court terme. Elles peuvent également contribuer au dialogue entre les groupes impliqués dans le conflit.

---

xxv Une revue des pays qui ont des dispositions légales accordant l'égalité de traitement entre les nationaux et les non-nationaux peut être trouvée ici : van Panhuys, C., Kazi-Aoul, S. et Binette, G. (2017). *Accès des migrants à la protection sociale dans le cadre des accords bilatéraux de travail : Un examen de 120 pays et de neuf accords bilatéraux*. ESS - Document de travail. [en ligne] Genève : Organisation internationale du travail. Disponible à l'adresse : <https://www.social-protection.org/gimi/gess/RessourcePDF.action?ressource.ressourceld=54405> [consulté le 19 décembre 2019].



# Initiatives innovantes pour le développement social



# 5. SUSU

Plateforme digitale permettant aux membres de la diaspora de financer les soins de santé de leur famille restée au pays

Contributions de la diaspora :  
sociales

## Vue d'ensemble



SUSU (« solidarité » en yoruba) est une start-up de santé digitale qui permet aux membres de la diaspora de souscrire à des soins de santé pour leurs proches vivant dans leur pays d'origine. Elle a été fondée par une entrepreneuse de la diaspora béninoise, qui a lancé SUSU après avoir vécu une tragédie personnelle directement liée au manque d'accès à des soins de santé de qualité dans son pays d'origine. SUSU propose des soins de santé et une assurance maladie à ses bénéficiaires en Côte d'Ivoire, en travaillant avec un réseau de partenaires locaux basés à Abidjan.

Les services offerts par SUSU comprennent les soins préventifs et médicaux, le traitement des maladies chroniques et la fourniture de médicaments en fonction des besoins spécifiques des diasporas. La start-up propose différentes formules avec des prix et des niveaux de soins différents, dont certaines comprennent les soins d'urgence et une assurance. Après une phase pilote réussie en France et en Côte d'Ivoire, SUSU collecte actuellement des fonds afin de se déployer dans plusieurs autres pays africains.

- Pays d'origine
- Pays de destination
- Organisme responsable

## Objectifs



- ➔ Offrir aux membres de la diaspora africaine un moyen efficace de canaliser leurs fonds directement vers la fourniture de soins de santé aux familles restées « au pays ».
- ➔ Permettre aux membres de la diaspora de suivre directement l'état de santé de leur famille « au pays » via une plateforme digital.
- ➔ Proposer des forfaits adaptés aux préférences des clients de la diaspora en matière d'abonnements, et aux besoins de santé de leurs familles.



## Caractéristiques innovantes

- Des forfaits adaptés aux besoins des clients de la diaspora africaine : les membres de la diaspora peuvent souscrire à un abonnement mensuel, payé en euros, pour financer les soins de santé de leurs familles basées en Afrique, et suivre leur statut à distance par voie digitale.
- SUSU considère la santé comme un élément clé du développement durable, et travaille donc avec un réseau de prestataires de soins de santé qui répondent à des normes de qualité élevées.
- Les utilisateurs de SUSU peuvent accéder à une plateforme digitale par le biais d'un téléphone mobile ou d'un ordinateur, ce qui leur permet de suivre le parcours de santé des membres de leur famille, par exemple grâce à un calendrier médical contenant les rendez-vous prévus. Les utilisateurs peuvent gérer les abonnements et les paiements en ligne, et l'application mobile de SUSU peut également être connectée à des appareils médicaux tels que des tensiomètres.
- Bien que les médicaments ne fassent pas partie des forfaits de SUSU, les clients de la diaspora peuvent organiser le prépaiement de ceux-ci afin que les bénéficiaires (les membres de leur famille) puissent les récupérer dans les pharmacies partenaires à Abidjan, ce qui permet de résoudre les problèmes liés à l'envoi informel de médicaments par les membres de la diaspora.
- SUSU adopte une approche holistique des soins de santé, en plaçant la prévention au cœur de son dispositif.



## Résultats<sup>xxvi</sup>

- ✓ Au terme du projet pilote (3 mois), le nombre d'abonnements a doublé en deux mois. En seulement deux mois de fonctionnement, plus de 500 bénéficiaires ont été couverts à Abidjan.
- ✓ Victoire au Sanofi challenge en mai 2019 à Paris, en tant que solution la plus innovante pour lutter contre le diabète.<sup>57</sup>
- ✓ Mise en place d'un vaste réseau de professionnels de santé en Côte d'Ivoire, dont environ 800 médecins.
- ✓ Établissement de partenariats avec un important prestataire d'assurance international, permettant d'inclure l'assurance maladie dans certains forfaits.

xxvi Informations fournies par SUSU.

## Défis liés à la mise en œuvre<sup>xxvii</sup>



- Le fait d'opérer dans plus d'un pays multiplie les exigences en matière de conformité réglementaire et administrative. Par exemple, il a fallu quatre mois à l'entreprise pour ouvrir un compte bancaire en Côte d'Ivoire. Pour cette raison, SUSU développe des contacts étroits avec les régulateurs locaux et fait constamment évoluer ses opérations afin de rester en conformité avec les changements réglementaires en Europe et en Afrique de l'Ouest.
- Établir la confiance avec les clients et les bénéficiaires au sujet de la protection des données de santé - tant en Europe qu'en Afrique de l'Ouest. Cette tâche est particulièrement difficile pour le secteur des soins de santé en Afrique de l'Ouest, où sévissent la désinformation et les escroqueries. C'est pourquoi SUSU a soigneusement cultivé son image de marque, en communiquant sur ses réalisations (témoignages de clients) et son solide réseau de professionnels de santé. SUSU utilise également les réseaux sociaux pour dialoguer avec ses parties prenantes.
- Le manque de données actuarielles, qui rend difficile la mesure du risque pour les assureurs d'Afrique de l'Ouest, et implique souvent la surévaluation des assurances. Comme certaines formules de SUSU comprennent une assurance, il peut être difficile de maintenir le bas niveau des coûts.<sup>58</sup> SUSU tente de combler cette lacune en collectant des données pour les partager avec les compagnies d'assurance et les autres acteurs du secteur de la santé, afin qu'ils puissent calculer les risques avec plus de précision et fournir davantage de services adaptés aux profils et aux besoins de santé des bénéficiaires.

## Reproductibilité



- Nécessite des cadres réglementaires favorables dans les pays de mise en œuvre.
- Implique de se conformer aux exigences réglementaires de plus d'un pays, ce qui rend la mise en œuvre plus complexe.
- Requiert la présence d'équipes dans les pays d'origine et de destination de la diaspora – l'une responsable des ventes et de la sensibilisation de la diaspora (dans le pays de destination) et l'autre chargée d'organiser les forfaits et de développer un réseau de prestataires de soins de santé (dans le pays d'origine).
- Représente un modèle commercial relativement simple qui permet à la diaspora de mieux canaliser ses fonds vers son pays d'origine et d'améliorer la qualité des soins de santé dont bénéficie sa famille.

<sup>xxvii</sup> Informations fournies par SUSU.

## Informations complémentaires



**Les donateurs :** BpiFrance (financement de démarrage)

**Mise en œuvre :** SUSU

**Budget :** 200 000 euros de fonds de démarrage pour établir des opérations en France et en Côte d'Ivoire

**Site internet :** [www.susu.fr](http://www.susu.fr)

# 6. PROGRAMA REGRESSAR

Un ensemble complet de mesures pour accueillir et soutenir les Portugais de retour au pays

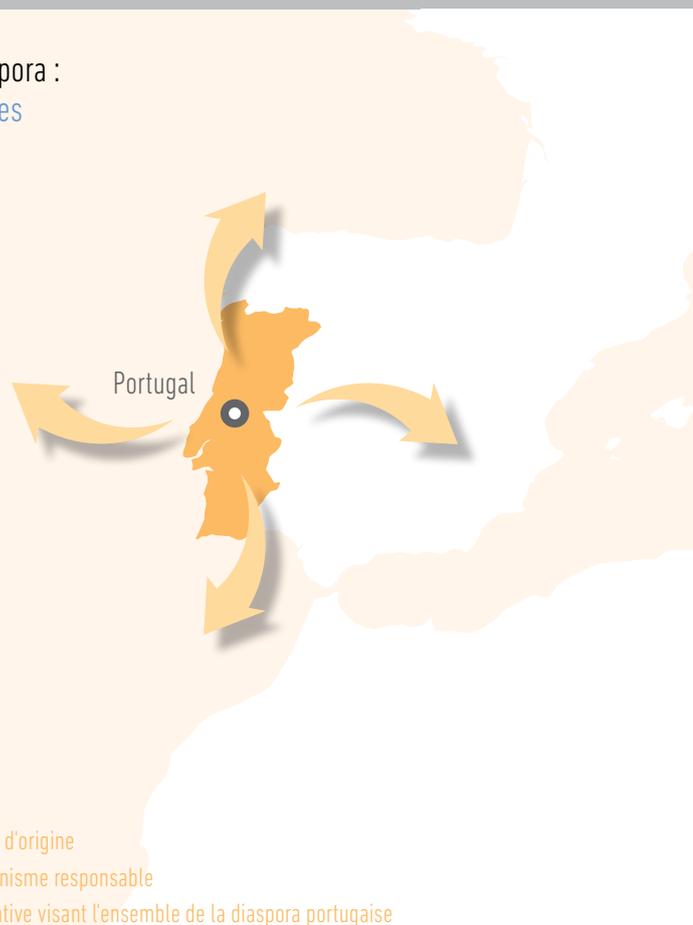
Contributions de la diaspora :  
sociales, économiques

## Vue d'ensemble



Le Programa Regressar (« Programme de retour ») est la nouvelle initiative du gouvernement portugais visant à soutenir le retour des émigrants au Portugal afin d'y investir, d'y créer une entreprise ou d'y travailler. Le programme rassemble différents services gouvernementaux pour fournir un soutien concret aux Portugais de retour.

Les principaux éléments de ce programme de soutien sont les suivants : un régime fiscal plus favorable (réduction de 50% des impôts pendant cinq ans pour ceux qui ont vécu à l'étranger pendant au moins trois ans),<sup>59</sup> un soutien financier pour les émigrants et leur famille, et une ligne de crédit pour soutenir leur investissement et la création d'entreprises au Portugal. Le mécanisme de soutien financier « Retour des émigrants au Portugal » contribue également à faciliter la réinsertion professionnelle des membres de la diaspora de retour.



## Objectifs



- ➔ Accroître et faciliter le retour des membres de la diaspora et les investissements au Portugal.
- ➔ Attirer les talents de la diaspora sur le marché du travail portugais pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre.
- ➔ Aider à relever le défi démographique du Portugal, dont la population décroît.<sup>60</sup>



## Caractéristiques innovantes

- Approche hybride qui combine incitations financières, services traditionnels de placement professionnel (par l'intermédiaire de l'Institut pour l'emploi et la formation professionnelle) et soutien aux entreprises.
- Déploiement progressif du soutien financier pour assurer la durabilité de l'emploi des Portugais de retour.
- Associe l'identification de talents digitale avec des services traditionnels d'aide à l'emploi (par exemple, les services de conseil et de formation).
- Adopte une approche inclusive basée sur un ton non discriminatoire. Par exemple, le programme encourage activement le retour des membres de la diaspora peu qualifiés - et pas uniquement des personnes très qualifiées ou fortunées. Il accueille également les familles des membres de la diaspora, avec un soutien financier calculé en fonction du foyer du rapatrié.
- Adopte une approche holistique pour relever les différents défis auxquels sont confrontés les émigrants de retour, notamment le remboursement des frais de voyage et de transport de marchandises au Portugal, ainsi que les éventuelles dépenses liées à la reconnaissance de leurs qualifications.
- Mise en place de points de contact dédiés au programme pour guider les participants de la diaspora dans leur processus de retour.



## Résultats

- ✓ Plus de 150 000 entreprises utilisent actuellement le portail de recrutement en ligne destiné aux émigrants de retour afin de publier des offres d'emploi : il compte en ce moment près de 19 000 postes vacants.<sup>61</sup>
- ✓ Après le premier mois de lancement, environ 1 700 personnes vivant dans 72 pays différents s'étaient inscrites sur le site web du gouvernement destiné aux émigrants de retour.<sup>62</sup>
- ✓ Les consulats portugais, en particulier ceux de Macao, du Royaume-Uni, de la Suisse et de la Belgique, ont reçu des demandes d'informations au sujet du programme.<sup>63</sup>

## Défis liés à la mise en œuvre



- Sensibiliser les bénéficiaires et les principales parties prenantes au programme : il est nécessaire d'accompagner ce type d'initiatives par une importante campagne de marketing, ce qui nécessite l'élaboration d'une stratégie médiatique analysant scrupuleusement les manières d'atteindre les communautés diasporiques.
- Assurer la collaboration interinstitutionnelle : il est essentiel de définir clairement les rôles et les responsabilités des services concernés, et de mettre en place un mécanisme de coordination.
- Veiller à ce que les procédures du programme soient claires pour les membres de la diaspora. À ce titre, des points de contact spécialisés peuvent conseiller directement les participants au programme. Les ambassades et les consulats peuvent également être des interfaces-clés avec les utilisateurs visés.
- L'insuffisance des incitations financières a été considérée comme l'une des raisons pour lesquelles seules 71 personnes ont rejoint le programme au cours des deux premiers mois suivant son lancement.<sup>64</sup> Pour remédier à ce problème, le gouvernement a supprimé l'obligation de présenter une demande dans les 60 à 90 jours suivant le retour au Portugal et a réduit les exigences en matière de documents.<sup>65</sup>

## Reproductibilité



- Implique des réformes financières et législatives pour mettre en œuvre les mesures d'incitation au retour, ce qui rend le programme long et complexe à reproduire.
- Nécessite un investissement initial et régulier dans le marketing digital et le renforcement des capacités pour identifier et attirer efficacement les talents de la diaspora.
- Peut être piloté grâce à des partenariats public-privé avec des partenaires philanthropiques, qui peuvent fournir une partie des incitations financières tandis que le gouvernement se concentre sur les réformes législatives nécessaires.

## Informations complémentaires



**Bailleur :** Gouvernement du Portugal

**Mise en œuvre :** Institut pour l'emploi et la formation professionnelle (service national de l'emploi)

**Budget :** 10 millions d'euros – soutien d'un montant maximum de 6 536 euros par rapatrié.<sup>xxviii 66</sup>

**Dates de mise en œuvre :** 2019-présent

**Site internet :** <https://www.programaregressar.gov.pt/>

xxviii La liste des incitations est fournie sur le portail officiel de l'IEFP, disponible à l'adresse <https://iefponline.iefp.pt/IEFP/medFixacaoEmigrantes.do?action=overview>.

# 7. PROGRAMME DE BOURSES DE LA DIASPORA GRECQUE

Mettre en relation les universités grecques et les chercheurs de la diaspora

Contributions de la diaspora :  
sociales, culturelles

## Vue d'ensemble



Le Programme de bourses de la diaspora grecque (*Greek Diaspora Fellowship Program*, ou GDFP) est un programme d'échange qui permet aux universités grecques d'accueillir des chercheurs d'origine grecque ou chypriote résidant aux États-Unis, au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande et en Afrique du Sud. Le programme d'échange s'applique à la recherche collaborative,<sup>67</sup> au co-développement de programmes d'études et/ou au mentorat de recherche pour les premier, deuxième et troisième cycles.

La procédure d'admission au GDFP comporte deux volets : 1) une *demande de projet* est soumise par un établissement d'accueil grec ; et 2) une *demande de bourse* est soumise par un chercheur de la diaspora. Le GDFP met ensuite l'université et le chercheur en relation. Les chercheurs de la diaspora reçoivent un soutien financier et logistique pendant le programme ; au terme du programme, leur engagement est maintenu grâce au réseau des *alumni*.



## Objectifs



- Promouvoir des engagements internationaux équitables, efficaces et mutuellement bénéfiques entre les établissements d'enseignement supérieur grecs et les chercheurs de la diaspora.<sup>xxix</sup>
- Soutenir les universitaires de la diaspora et les établissements d'enseignement supérieur dans leurs projets éducatifs de renforcement des capacités dans les domaines suivants : la recherche collaborative,<sup>68</sup> le co-développement de programmes d'études et/ou le mentorat de recherche de premier, deuxième et troisième cycles.
- Renforcer les liens institutionnels à long terme et les innovations pour relever les défis liés à la transformation et à la durabilité de l'éducation en Grèce.
- Développer des réseaux regroupant universitaires de la diaspora (« fellows ») et institutions d'accueil.
- Maintenir la diversité parmi les bénéficiaires des bourses et offrir des opportunités d'éducation.

## Caractéristiques innovantes



- Promotion de la copropriété de la bourse : les projets sont proposés et mis en œuvre grâce à un effort conjoint du corps enseignant en Grèce et des universitaires de la diaspora.
- Garantie de durabilité par le développement de réseaux d'*alumni*, ce qui permet de maintenir l'engagement des participants après la fin de leur bourse.
- Mise en place de cadres d'évaluation solides, avec des critères qui mettent l'accent sur l'impact pour les bailleurs et les partenaires. Les bénéficiaires de bourses et les partenaires institutionnels contribuent aux évaluations.
- Création d'un Conseil consultatif composé de leaders d'opinion d'universités américaines, canadiennes et grecques. Ce Conseil détermine la vision stratégique du programme et est responsable de l'approbation finale des projets ; il remplit ses missions en tirant parti des ressources intellectuelles de la diaspora universitaire grecque et en reflétant les besoins de la communauté de l'enseignement supérieur grecque.
- Un cadre de gouvernance exemplaire piloté par le Conseil consultatif. Le Conseil veille à ce que le programme de bourses réponde aux réalités du marché, facilite les partenariats et maintienne un soutien de haut niveau.

xxix Tiré de Zehra Mirza. (2017). *Évaluation finale de 2017 : Programme de bourses de la diaspora grecque*. IIE, Washington DC. Disponible via <https://www.iie.org/Research-and-Insights/Publications/Greek-Diaspora-Fellowship-Program>. La personne interrogée de l'IIE a également fourni une fiche d'information/impact d'une page qui informe les sections suivantes de la fiche.

- Un dialogue continu entre le programme, ses boursiers et les institutions d'accueil pour assurer un impact optimal.
- Création d'une valeur ajoutée pour les bénéficiaires individuels (boursiers de la diaspora) et institutionnels (institutions d'accueil), en répondant aux intérêts et aux besoins de tous, là où beaucoup d'initiatives cherchent uniquement à « obtenir quelque chose » de la diaspora.

## Résultats<sup>xxx</sup>



- ✓ 49 bourses soutenues pendant la phase pilote de deux ans (de janvier à décembre 2017), créant ainsi des collaborations bénéfiques tant pour la Grèce que pour la diaspora universitaire. Le programme a été renouvelé en 2019 pour soutenir 75 à 80 boursiers supplémentaires.
- ✓ Plus de la moitié des institutions hôtes et des boursiers s'est engagée dans des recherches en collaboration, qui ont abouti à : 17 conférences, ateliers ou séminaires ; 17 articles parus dans des publications universitaires ; et 4 nouveaux rapports.
- ✓ Les institutions hôtes et les boursiers impliqués dans le programme de 2016 à 2018 ont continué à travailler ensemble sur 25 projets de recherche.
- ✓ 81% des boursiers se sont engagés dans l'enseignement ou le mentorat d'étudiants pendant leur participation au GDFP ; 46% des boursiers ont continué à encadrer des étudiants après leur bourse.
- ✓ Au moins cinq liens formels ou informels ont été établis entre les institutions hôtes et les institutions desquelles étaient issus les chercheurs de la diaspora.

## Défis liés à la mise en œuvre



- Identifier les communautés universitaires/de la diaspora qui peuvent être éligibles/bénéficiaires de l'initiative. Pour ce faire, les responsables du projet ont consacré des ressources importantes à sa phase de conception, afin d'identifier les partenaires et participants potentiels.
- Identifier les domaines d'intérêt mutuel pour la collaboration entre les boursiers et les institutions d'accueil. Le programme a ainsi soutenu des bourses dans un large éventail de domaines - des projets traditionnels de sciences sociales aux projets scientifiques et technologiques de pointe.

xxx Points forts de l'évaluation 2016-2018.

- Assurer la durabilité de l'impact après la fin des bourses. Pour relever ce défi, le programme a favorisé la création de réseaux d'*alumni*. Au niveau conceptuel, les *alumni* et les diasporas comportent des similitudes : il est donc possible de créer des micro-réseaux d'influence dans le cadre de tout programme d'engagement de la diaspora.



## Reproductibilité



- Ce type de programme a déjà été reproduit par le passé, l'Institut pour l'éducation internationale s'étant lui-même inspiré du Carnegie African Diaspora Fellowship.
- L'engagement des partenaires s'appuie sur les technologies de l'information et de la communication, de sorte que le besoin d'investissements dans l'infrastructure du programme reste limité.
- Il est possible d'adapter ce programme aux réalités du marché et aux capacités des différents pays partenaires en reproduisant son approche de déploiement progressif (de la phase pilote à la mise en œuvre complète).
- Peut être adopté par les pays partenaires qui sont en train d'étendre leur engagement au-delà du renforcement des institutions internes, car ce type de programmes d'échange de capital humain constitue un « basique » dont l'impact a été prouvé.

## Informations complémentaires



**Bailleur :** Fondation Stavros Niarchos

**Mise en œuvre :** Institut pour l'éducation internationale en collaboration avec la Fondation Fulbright en Grèce

**Budget : Pilote :** 1,25 million de dollars (1,12 million d'euros) ; **Renouvellement :** 1,25 million de dollars (1,12 million d'euros)

**Dates de mise en œuvre :** 2016-présent

**Site internet :** <https://www.iie.org/programs/greek-diaspora-fellowship-program>

## Options pour renforcer l'engagement des diasporas



Encourager les diasporas à partager leurs compétences par le biais de retours temporaires, virtuels et permanents :

- **Promouvoir le retour temporaire et l'échange de compétences** : en plus des initiatives visant à faciliter les visites des membres de la diaspora (par exemple, par des exemptions de visa ou la législation sur la nationalité multiple), les gouvernements peuvent **soutenir des programmes de transferts de compétences des diasporas** vers leurs pays d'origine, par le biais du mentorat, de stages, de consultances et de placements professionnels. Des initiatives simples et peu coûteuses peuvent s'appuyer sur les communications vidéo ou téléphonique pour rapprocher les diasporas et les communautés d'origine. Certaines options plus coûteuses consistent, par exemple, à organiser des placements professionnels à plus long terme. Il est essentiel que les échanges soient axés sur la demande et permettent d'identifier les membres de la diaspora disponibles (par exemple, les personnes récemment retraitées) possédant les compétences nécessaires. Des **réseaux de compétences** - qui peuvent être organisés par secteur et par localité (en particulier pour les pays ayant des régions d'émigration spécifiques) - peuvent également être développés pour mettre en relation certains profils de la diaspora avec les besoins locaux. Les pays qui comptent une importante diaspora de première génération peuvent **utiliser les réseaux consulaires pour identifier les personnes** compétentes, en collaboration avec les agences de recrutement et le secteur privé. Ceux qui cherchent à engager les diasporas de la génération suivante peuvent, quant à eux, tenter de les atteindre par le biais de **plateformes digitales**.

### Le saviez-vous ?

La Tunisie compte environ 300 professionnels de la diaspora spécialisés dans les énergies renouvelables - un secteur clé de la croissance de l'économie nationale.<sup>69</sup>

## Exemples

L'initiative **LT Big Brother** du programme **Global Lithuanian Leaders** permet à des professionnels lituaniens de la diaspora (« grands frères et sœurs ») d'offrir un **mentorat structuré** à des étudiants et jeunes professionnels de leur pays d'origine (« petits frères et sœurs »), notamment dans les domaines de l'élaboration de plan de carrière, des affaires et de la communication. Depuis 2009, l'initiative a attiré plus de 2 500 participants.

Le Maroc (FINCOME), le Sénégal (**SenExpertise**) et le Nigéria (**Global Database of Nigerians in the Diaspora**) comptent parmi les pays partenaires du Dialogue ayant développé des **réseaux de compétences**. Les expériences avec les réseaux dirigés par l'État ont eu des résultats inégaux. Souvent, les fonds (ne provenant pas de bailleurs externes) et les capacités organisationnelles ne sont pas suffisants pour rendre ces réseaux opérationnels ; il arrive également que l'image de ces réseaux souffre d'une association excessive avec les autorités de l'État, ce qui peut poser problème car les membres de la diaspora peuvent être réticents à fournir des informations aux bases de données gouvernementales. Dans cette mesure, il peut être intéressant pour les gouvernements partenaires de soutenir d'autres acteurs travaillant à l'engagement ou au catalogage des talents de la diaspora (on pense, entre autres, à l'exemple de l'entreprise panafricaine de chasseurs de têtes de la diaspora, **Homecoming Revolution**).

**Club Efficience** est une initiative **privée de mise en réseau dirigée par la diaspora** qui rassemble des segments spécifiques de ses membres (dans ce cas, la « diaspora économique » éduquée et hautement qualifiée), ainsi que des partenaires du monde des affaires, des institutions et de l'enseignement supérieur. Ce réseau fonctionne par abonnement (les forfaits varient entre 80 et 250 euros par mois), et s'appuie sur une image de marque moderne (ce qui a certainement contribué au suivi très actif dont bénéficient les pages LinkedIn et Facebook de Club Efficience). Les abonnés du réseau bénéficient d'un accès à l'annuaire des membres et aux événements organisés par le Club.

**GlobalScot** est un **réseau** financé par des fonds publics **qui cible les membres de la diaspora hautement qualifiés évoluant dans le monde de l'entreprise** pour les inciter à soutenir les entreprises écossaises à l'étranger. Toute entreprise écossaise peut s'inscrire au réseau, qui s'appuie sur les 600 GlobalScots qui donnent bénévolement de leur temps et sur les agences publiques de soutien aux entreprises. Si GlobalScots a mis en place un vaste réseau de membres de la diaspora, son statut de société publique est peut-être l'une des raisons pour lesquelles il n'a pu exploiter pleinement le potentiel de sa vaste base de données pour le traduire en actions concrètes. Le **Scottish Business Network**, un **réseau** indépendant, a quant à lui accumulé 8 000 inscriptions depuis 2016 grâce à un modèle d'abonnement payant axé sur les services, et investit pour mieux connaître la diaspora écossaise évoluant dans le monde de l'entreprise.<sup>70</sup>

Le Bénin a démontré qu'il est possible d'exploiter le potentiel de la diaspora pour renforcer les capacités du secteur public. En 2018, l'Association Nationale des Communes du Bénin a signé un **accord** avec l'Association des élus français d'origine béninoise. Ce partenariat, qui a reçu un soutien de haut niveau de la présidence béninoise, doit permettre aux **élus français d'origine béninoise de travailler avec les maires de leur pays d'origine pour renforcer la gouvernance locale**.

- **Promouvoir le retour permanent des talents de la diaspora** : les gouvernements peuvent accorder des **allègements fiscaux, d'autres formes de soutien financier et une aide à la réintégration** pour rendre le retour, temporaire ou permanent, attrayant aux yeux des membres de la diaspora. Les gouvernements peuvent établir des partenariats avec les gouvernements des principaux pays de destination, ainsi qu'avec des organisations du secteur privé et de la société civile, afin d'associer les **diasporas à des opportunités durables**. Lorsqu'ils soutiennent le retour (ou toute autre initiative en lien avec les diasporas), les gouvernements partenaires doivent **prendre en compte l'opposition potentielle** de ceux qui résident dans le pays, par exemple en s'assurant qu'il existe des programmes de soutien parallèles qui leur sont destinés. Le cas de la Croatie a ainsi montré que les tensions entre scientifiques locaux et de la diaspora sont limitées lorsque des programmes soutiennent les scientifiques locaux dans leurs recherches de financements.<sup>71</sup>

## Exemple

En Croatie, le **registre pilote des entités croates à l'étranger** a expérimenté **une base de données et un outil de réseautage interactifs**, qui permettent aux utilisateurs de rechercher et de contacter des entreprises et des membres de la diaspora en fonction de leur localisation, de leur secteur d'activité ou de leurs intérêts. Les utilisateurs peuvent s'inscrire instantanément en se connectant *via* Facebook ; la facilité d'inscription est probablement l'une des raisons pour lesquelles de nombreux utilisateurs ont rejoint le registre. De telles plateformes pourraient être reproduites dans des pays partenaires plus petits avec des communautés diasporiques plus dispersées - un processus qui pourrait également constituer un tremplin pour mieux structurer les organisations représentant les diasporas, tout en facilitant la mise en réseau et l'identification des talents.



**Rendre la sécurité sociale accessible et assurer la portabilité des droits:**<sup>72</sup> les gouvernements peuvent permettre aux migrants (quel que soit leur statut migratoire) d'**accéder aux systèmes de sécurité sociale et de transférer ensuite leurs cotisations** dans leur pays d'origine ou dans un autre pays de destination. Cela pourrait non seulement réduire la précarité générale des migrants, mais aussi stabiliser les transferts de fonds et accroître les opportunités de retour pour la diaspora, notamment au moment de la retraite. **Les migrants font souvent face à des difficultés lorsqu'ils tentent d'accéder aux systèmes de sécurité sociale, d'y cotiser ou de transférer leurs droits : il est possible d'éliminer ces obstacles par des changements législatifs.** Les gouvernements peuvent également **sensibiliser les migrants à l'éligibilité à la protection.** De plus, les pays partenaires peuvent **conclure des accords-cadres bilatéraux ou multilatéraux**, permettant d'ajouter les cotisations de sécurité sociale des migrants dans différents États afin de s'assurer qu'elles ne sont pas perdues lors d'un déménagement dans un autre pays. Si plusieurs **programmes de portabilité intrarégionale** ont déjà été élaborés dans les régions du Processus de Rabat,<sup>xxx1</sup> la mise en œuvre de ces accords est inégale. Par exemple, alors que les travailleurs migrants marocains peuvent bénéficier de la portabilité des prestations de protection sociale et de retraite en Espagne, ils n'en sont pas toujours dûment informés par leurs employeurs.<sup>73</sup>

## Paroles d'experts



« Protection sociale, migration et Agenda 2030 pour le développement durable : L'absence de portabilité des droits peut réduire la volonté des migrants de contribuer aux systèmes de sécurité sociale, et augmenter les incitations à travailler dans l'économie informelle, avec des effets négatifs pour les pays d'accueil et les migrants eux-mêmes. Elle peut également réduire les incitations à la migration régulière, circulaire et de retour, ce qui prive potentiellement les pays d'origine des effets bénéfiques de la migration sur le développement ».



Overseas Development Institute.

xxx1 En particulier, la Convention de sécurité sociale de l'Union du Maghreb arabe de 1991, le Règlement de l'UE de 2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, la Directive de l'UE de 2014 sur les prescriptions minimales visant à accroître la mobilité des travailleurs entre les États membres en améliorant l'acquisition et la préservation des droits à pension complémentaire, et la Convention générale de la CEDEAO sur la sécurité sociale de 2013.

## Principaux défis en matière de portabilité<sup>74</sup>

- **Totalisation** : les cotisations de sécurité sociale des migrants dans les différents pays où ils ont vécu ne sont pas additionnées, ce qui rend difficile l'obtention d'une pension complète.
- **Portabilité limitée** : certains pays limitent la proportion des pensions (ou interdisent totalement la portabilité) dont les migrants peuvent bénéficier dans d'autres pays.
- **Portabilité partielle** : certaines prestations ne sont pas couvertes par les clauses de portabilité, notamment celles liées aux soins et celles financées par l'impôt, ce qui touche particulièrement les migrants retraités.

## Exemples

Au Maroc, les 11 Bureaux d'Accueil et d'Orientation des Migrants (BAOM) situés dans différentes municipalités **assistent les membres de la diaspora (en particulier les futurs retraités) dans leurs démarches pour accéder à leurs droits à la sécurité sociale**, tout en leur fournissant une **aide à l'investissement**.<sup>75</sup>

Des initiatives permettant aux **diasporas de souscrire à des forfaits de soins de santé** pour leurs familles « au pays », comme **SUSU** (voir l'initiative 5), **Diaspo Assur** et **SOLIDARCO**, ont vu le jour ces dernières années. Elles représentent un moyen de canaliser plus efficacement les transferts de fonds vers des besoins sociaux spécifiques, puisque ces plateformes prennent en charge le paiement dans les pays de destination en échange de la fourniture de services dans les pays d'origine. Alors que les produits d'assurance sont généralement assortis de procédures réglementaires strictes, les initiatives comme celles-ci fonctionnent comme des fournisseurs de services par abonnement, ce qui pourrait les rendre plus faciles à reproduire.



**Promouvoir les réseaux intellectuels et les échanges éducatifs** : les gouvernements peuvent travailler avec les représentants de la diaspora et la société civile pour **promouvoir la collaboration entre les membres de la diaspora souhaitant revenir étudier, mener des recherches ou occuper un poste académique dans le pays ; porter des initiatives visant à renforcer les réseaux intellectuels axés sur la diaspora**, tels que les groupes d'anciens élèves à l'étranger ; organiser des prix et

concours qui encouragent la collaboration entre les étudiants et les chercheurs du pays d'origine et de la diaspora. La consultation des universitaires pour évaluer les besoins réels et l'intégration des réseaux d'*alumni* dans les initiatives pour maintenir l'engagement des participants sur le long terme sont des facteurs de réussite. Le soutien aux réseaux universitaires permet également d'identifier les talents de la diaspora qui peuvent contribuer au développement du pays par l'échange de compétences, l'entrepreneuriat et l'investissement. Des initiatives en ce sens ont été développées en Europe et en Afrique du Nord, avec des possibilités pour d'autres gouvernements partenaires, en particulier africains, d'établir une collaboration avec les pays de destination pour impliquer les membres de leur diaspora étudiant en Europe.

## Exemples

Le **programme de bourses de la diaspora grecque** (voir l'initiative 7) aide les universités grecques à **accueillir des chercheurs de la diaspora** pour mener des recherches collaboratives, participer au co-développement des programmes d'études et prendre part au mentorat des étudiants et à l'enseignement. Il a financé 49 bourses sur deux cycles de sélection, en s'appuyant sur l'expérience du **Carnegie African Diaspora Program**.

L'**Austrian Scientists and Scholars in North America (ASciNA)** est un **réseau indépendant de scientifiques et d'universitaires autrichiens**, qui compte 13 sections locales en Amérique du Nord et des sections d'anciens étudiants en Europe. Ses principales activités sont le **prix ASciNA** et le **programme de mentorat**, qui permet aux membres de l'ASciNA en début de carrière d'être mis en relation avec des membres plus expérimentés. Les pays partenaires peuvent s'inspirer des méthodes utilisées par l'ASciNA pour identifier les talents prometteurs de la diaspora, créer de la valeur pour les membres et collaborer avec le gouvernement autrichien.

Le **concours d'ingénierie algérien**, qui réunit des innovateurs et des travailleurs du secteur technologique pour résoudre des problèmes, est un exemple d'**initiative nationale qui s'est ouverte à ses étudiants partis à l'étranger**, ce qui peut être un moyen simple d'adapter des initiatives ne concernant jusqu'alors que les résidents du pays.



**Aider les diasporas à s'engager dans l'action humanitaire** : les diasporas fournissent une assistance à leur communauté d'origine lorsqu'elle est touchée par une crise, afin d'alléger les souffrances et d'accélérer la reprise. Nombre d'entre elles agissent par le biais de sites web, de plateformes de dons en ligne ou par SMS, de bénévolat, de traductions et d'autres appuis non-financiers.<sup>76</sup> La mobilisation en temps de crise passe par les médias de la diaspora ou les réseaux sociaux.<sup>77</sup> Les diasporas ont une perception spécifique des organisations d'aide humanitaire traditionnelles. D'une

part, elles ont plus d'affinités que la moyenne avec les objectifs globaux de ces organisations. D'autre part, elles ne trouvent pas facilement des interlocuteurs de confiance parmi les principaux acteurs du secteur, ce qui explique leurs préférences **pour des initiatives indépendantes à plus petite échelle** (rendues possibles par l'essor du financement participatif et d'autres plateformes de financement entre particuliers).<sup>78</sup> Les pays partenaires peuvent **accroître et mieux canaliser les contributions des diasporas pendant et après les crises** grâce aux actions suivantes :

### Pays d'origine en crise

- Élaborer des cadres politiques et opérationnels qui facilitent les contributions des diasporas en temps de crise.
- Impliquer les représentants de la diaspora dans les mécanismes consultatifs de reprise et de réconciliation pendant et après la crise.
- Soutenir le retour de membres de la diaspora et les transferts de connaissances après la crise.
- Utiliser les subventions et les exonérations douanières pour faciliter les soutiens financiers et en nature.
- Fournir des permis de travail et des modalités de retour flexibles aux membres de la diaspora qui souhaitent apporter leur aide.
- Travailler avec les institutions financières pour minimiser les obstacles aux transferts de fonds de la diaspora vers les populations touchées par la crise.
- Faciliter le rôle des personnalités de la diaspora célèbres dans les actions de sensibilisation.

### Pays de destination fournissant une aide humanitaire

- Demander conseils aux organisations de la diaspora sur l'intervention humanitaire dans leur pays d'origine.
- Soutenir les plateformes et les espaces dépolitisés, y compris les réseaux de coordination, pour le dialogue sur les questions humanitaires entre les groupes de la diaspora.
- Développer des cadres pour améliorer la coordination entre les organisations de la diaspora et les organisations humanitaires.
- Lancer des appels à propositions de co-création qui encouragent la diaspora et les acteurs traditionnels à formuler des idées de projets communs.
- Offrir des possibilités de financement non conditionnel permettant aux organisations de la diaspora d'explorer de nouvelles approches, en n'imposant que des normes humanitaires spécifiques.
- Utiliser les réseaux de confiance de la diaspora pour faciliter l'accès des intervenants aux groupes difficiles à atteindre, comme les populations déplacées.
- Renforcer les capacités des diasporas en matière de consolidation de la paix.
- Intégrer les initiatives de retour de la diaspora dans le soutien à la relance en cas de crise.

### Défis

- Les diasporas ont des sensibilités politiques, religieuses, économiques, ethniques et sociales multiples. Ces facteurs peuvent avoir un impact sur la manière dont elles collaborent et fournissent une assistance. Les principes humanitaires fondamentaux, comme l'impartialité, doivent être maintenus.
- La communication entre les organisations humanitaires et les organisations de la diaspora est souvent difficile, notamment en raison des grandes divergences opérationnelles entre ces nouveaux acteurs humanitaires et les acteurs traditionnels.<sup>79</sup>
- Certains gouvernements peuvent appréhender l'engagement des diasporas, car ils ne sont pas sûrs de leurs motivations et des implications qui en découlent.
- Les mesures visant à « institutionnaliser » les groupes de la diaspora peuvent les exposer aux mêmes difficultés d'accès et entraves bureaucratiques que les acteurs humanitaires traditionnels.
- La consolidation de la paix est un projet hautement politique sur lequel de nombreux membres de la diaspora ne peuvent ou ne souhaitent pas s'engager ouvertement. Elle fait aussi souvent apparaître des divisions internes au sein de la diaspora.

### Études de cas

- Le **programme Diaspora** du Danish Refugee Council soutient le rôle des diasporas en tant qu'acteurs humanitaires. Il appuie les efforts de la diaspora pour l'assistance d'urgence et la reprise, renforce les capacités et la coordination de la réponse humanitaire et facilite la mise en réseau et le partage des connaissances.
- En Syrie, de grandes organisations de la diaspora ont été intégrées aux réunions de coordination afin de partager des informations sur leurs bénéficiaires et les approches de la fourniture de l'aide.<sup>80</sup> Une telle approche pourrait être reproduite dans les pays partenaires, mais nécessite néanmoins une prise en compte des différents parcours et sensibilités des membres de la diaspora.
- Caawi Walaal vient d'un hashtag de langue somalienne signifiant « aidez un frère ou une sœur ». Après l'apparition du hashtag, des bénévoles l'ont utilisé pour lancer une campagne afin de sponsoriser les familles somaliennes. L'organisation a également coordonné le Fonds pour les victimes de Mogadiscio, utilisant les transferts via mobile et le financement participatif pour canaliser les fonds de la diaspora vers les besoins des Somaliens touchés par la crise. L'initiative combine une approche informelle avec une plateforme technologique, ce qui permet une réponse à la fois souple et rapide.<sup>81</sup>
- La Homs League Abroad, une organisation à but non lucratif de la diaspora syrienne basée en Allemagne, compte parmi ses membres d'anciens résidents de Homs répartis dans 24 pays. L'organisation dépend principalement de dons privés et soutient 700 veuves et orphelins déplacés vers les pays voisins de la Syrie où ils reçoivent un soutien psychosocial et un abri.<sup>82</sup>

### Lectures complémentaires

Créer des opportunités pour travailler avec les diasporas dans des contextes humanitaires, Samuel Hall.



.....  
DÉVELOPPEMENT  
CULTUREL  
.....

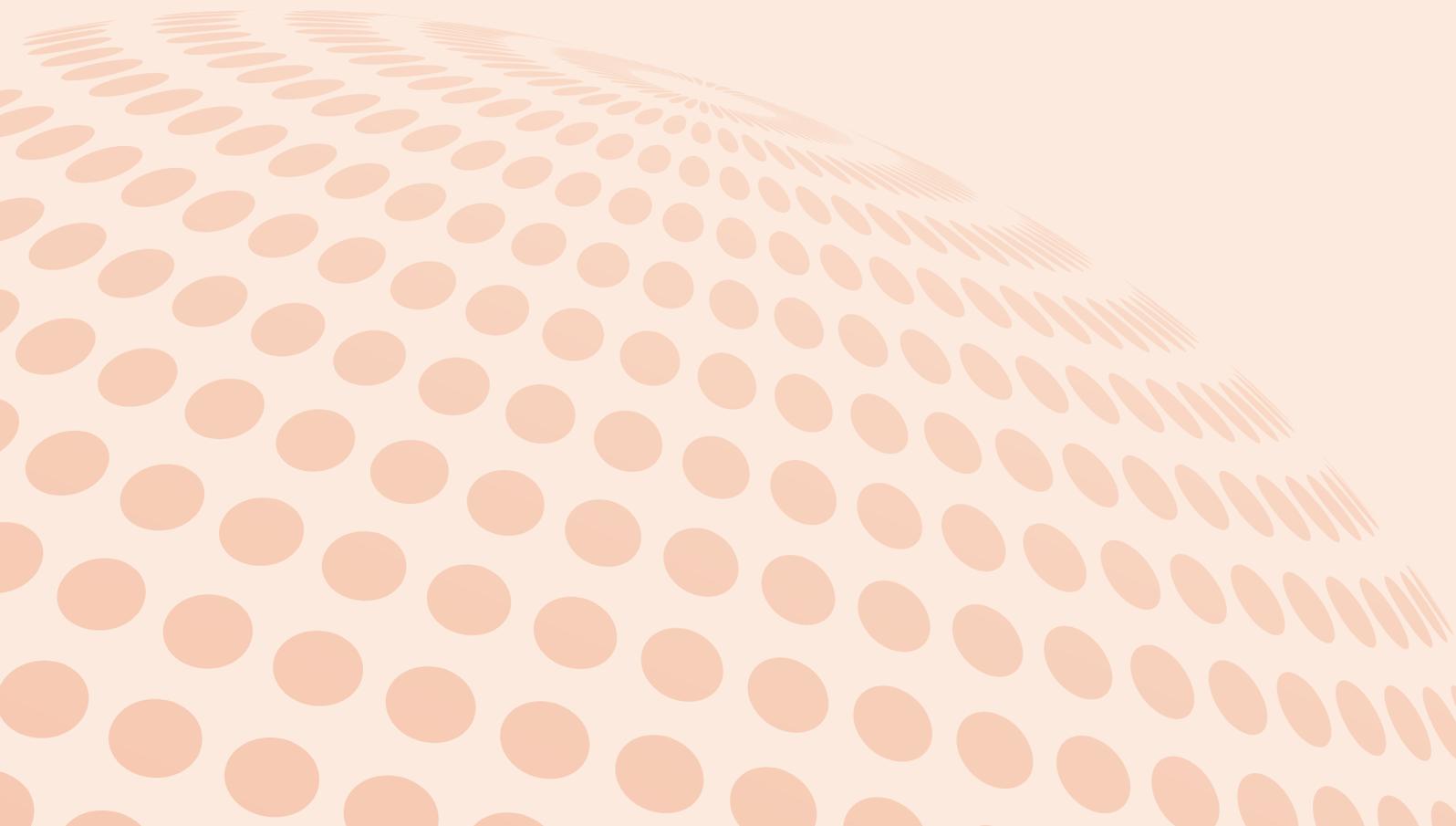


## Quels sont les enjeux ?

- **Les diasporas peuvent promouvoir l'image de leur pays d'origine à l'étranger**, tout en contribuant à la diversité dans leurs communautés de résidence.
- Les diasporas, en particulier les nouvelles générations, peuvent **maintenir des liens culturels ou émotionnels avec leurs pays d'origine**, qu'il est possible de cultiver pour faciliter un engagement plus concret.
- Encourager les échanges culturels entre les diasporas et les communautés d'origine peut **renforcer les liens émotionnels** et contribuer à instaurer la **confiance**.
- Internet a influencé les identités des diasporas en créant des espaces dans lesquels ces identités peuvent s'exprimer, être explorées et renforcées. Cette dynamique sera probablement renforcée par l'émergence de l'hyper-connectivité (lorsque des personnes sont connectées en permanence à d'autres personnes en ligne) et des réseaux sociaux.<sup>83</sup>
- Les diasporas sont perçues différemment par les nationaux restés « au pays », certains les considérant affectueusement comme des compatriotes faisant partie intégrante de la nation, tandis que d'autres les voient comme des étrangers.
- Les diasporas ont le potentiel d'être les **ambassadeurs culturels de leurs pays d'origine**, contribuant à l'image de marque nationale et à la diplomatie culturelle.
- Le renforcement des liens culturels entre les diasporas et leurs pays d'origine peut se traduire par une augmentation des **revenus du tourisme**, notamment par l'accroissement du tourisme patrimonial.



# Initiatives innovantes pour le développement culturel



# 8. L'ANNÉE DU RETOUR AU GHANA 2019

Campagne de sensibilisation à grande échelle pour accroître l'engagement de la diaspora africaine dans le monde

Contributions de la diaspora :  
culturelles, économiques

## Vue d'ensemble



L'Année du retour est une campagne de marketing d'une durée d'un an qui englobe une série d'événements culturels et sociaux, avec l'idée de faire de la « porte du non-retour »<sup>xxxii</sup> une « porte du retour » pour tous les Africains désireux de faire l'expérience du continent - en tant que touristes ou migrants de retour.

La campagne a notamment ciblé les Afro-Américains et a célébré le panafricanisme, en s'appuyant sur la déclaration l'Union Africaine présentant la diaspora comme la sixième région du continent et sur le travail de sensibilisation de la diaspora effectué précédemment par le Ghana dans le cadre du Joseph Project<sup>xxxiii</sup>. La campagne, qui marque le 400<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée du premier Africain asservi aux États-Unis, a été lancée par le Président ghanéen. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique du gouvernement « Ghana Beyond Aid » visant à garantir le financement du programme de développement national sans aide extérieure. Elle contribue également à la politique d'engagement de la diaspora ghanéenne et à la stratégie touristique du pays.



- Pays d'origine
- Organisme responsable
- ➔ Initiative visant l'ensemble de la diaspora ghanéenne

xxxii Sur l'une des portes du château d'Elmina, ancienne plaque tournante de la traite des esclaves au Ghana, on peut lire sur une plaque en laiton : « Porte de non-retour ». C'était la dernière porte que les Africains captifs passaient en Afrique avant d'être embarqués sur des navires et vendus comme esclaves.

xxxiii Le Joseph Project est le nom d'une série d'activités, d'actions et d'interactions menées par le Ghana pour rétablir la nation africaine en tant que nation de tous ses peuples. Sa stratégie consiste à « réconcilier et unir les peuples africains afin que leur esprit positif et leurs forces soient libérés de manière ciblée pour élever l'Afrique et les Africains dans le monde entier ».

## Objectifs



- ➔ Attirer un large éventail de communautés de la diaspora africaine ainsi que d'autres visiteurs internationaux au Ghana.
- ➔ Promouvoir le Ghana en tant que destination touristique et opportunité d'investissement.
- ➔ Promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes comme moyen d'accélérer le commerce intra-africain et de dynamiser l'économie du continent.
- ➔ Accroître la reconnaissance de l'importance historique de la traite des esclaves.
- ➔ Accorder la citoyenneté ghanéenne aux communautés africaines de la diaspora.

## Caractéristiques innovantes



- Bon exemple de coordination intersectorielle - il s'agit d'une initiative multipartite à grande échelle pilotée par un comité directeur impliquant plusieurs ministères, des ONG, des entreprises privées et des organisations de la diaspora.
- Cible un large éventail de communautés de la diaspora africaine - y compris celles issue d'autres pays africains et les Afro-Américains.
- Adopte une vision panafricaine de l'engagement de la diaspora, en s'appuyant sur la reconnaissance par l'Union Africaine de la diaspora comme sixième région du continent.
- Promeut le « tourisme patrimonial », le « tourisme des racines » et les « pèlerinages » dans le cadre de l'engagement culturel, avec des visites de sites du patrimoine ghanéen, des cérémonies de guérison, des représentations théâtrales et musicales, des conférences, des forums d'investissement et des conférences sur la relocalisation – ce qui permet de renforcer les liens culturels tout en stimulant le tourisme.
- Implique des autorités traditionnelles ainsi que des célébrités locales et internationales, et s'appuie sur un soutien au plus haut niveau politique : le Président.
- Utilise un ensemble cohérent et puissant de messages clés transmis par tous les partenaires, en tirant parti des réseaux sociaux et de l'engagement des célébrités comme moyens peu coûteux de promouvoir des événements.

## Résultats



-  Nombre record de demandes de visa dans les ambassades ghanéennes des Caraïbes, des Amériques et d'Europe.<sup>xxxiv</sup> Les vols et les hôtels au Ghana étaient complets en décembre 2018<sup>xxxv</sup>, ce qui a permis de collecter des fonds pour l'économie et les entreprises locales.
-  De janvier à septembre 2019, le nombre de visiteurs a augmenté de 45% (237 000 visiteurs) par rapport à la même période l'année précédente.<sup>84</sup>
-  40 célébrités de la diaspora africaine ont participé au « Full Circle Festival » - l'un des événements phares de la campagne,<sup>85</sup> contribuant ainsi à accroître sa visibilité.
-  A l'occasion de l'adoption du *400 Years of African-American History Commission Act*<sup>xxxvi</sup>, la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, s'est rendue au Ghana en août 2018,<sup>86</sup> ce qui a permis de mieux faire connaître la campagne.
-  La campagne a ouvert la voie à d'autres initiatives liées au tourisme patrimonial, comme l'octroi d'une entrée sans visa aux citoyens de Guyane et de Jamaïque,<sup>8788</sup> entre autres. Dans le cadre de cette campagne, 200 Afro-Américains et Afro-Caribéens vivant au Ghana se verront accorder la citoyenneté.<sup>89</sup> Le gouvernement affirme qu'un nombre record de 126 personnes a obtenu la citoyenneté en 2019.<sup>90</sup>

## Défis liés à la mise en œuvre



-  Les ressources gouvernementales pour l'organisation des événements et la préparation des sites pour les visiteurs de haut niveau étaient limitées. En conséquence, le comité directeur de la campagne a encouragé la participation du secteur privé, ce qui a permis à 70% des événements d'être autofinancés et organisés par des sociétés privées, le comité directeur jouant un rôle de coordination et de facilitation.<sup>xxxvii</sup> Les organisateurs d'événements potentiels, dont beaucoup s'attendaient initialement à obtenir un financement public, ont dû intégrer des dispositions de financement non étatique dans leurs propositions au comité directeur.

xxxiv Entretien avec Akwasi Ababio, directeur des affaires de la diaspora, Bureau du Président.

xxxv Entretien avec Akwasi Ababio, directeur des affaires de la diaspora, Bureau du Président.

xxxvi Le *400 Years of African-American History Commission Act*, établissant une Commission destinée à développer et à mener des activités à travers les États-Unis pour commémorer le 400e anniversaire de l'arrivée des Africains dans les colonies anglaises à Point Comfort, Virginie, en 1619 (H.R.1242 - 115e Congrès (2017-2018)) : <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/1242>

xxxvii Entretien avec Akwasi Ababio, directeur des affaires de la diaspora, Bureau du Président.

- Des actions complémentaires de différents ministères ont été requises. Par exemple, les ministères des Affaires Étrangères et de l'Intérieur ont dû procéder à des ajustements des frais et des processus de demande de visa en raison de l'augmentation du nombre de visiteurs, ce qui souligne encore l'importance du rôle de coordination du comité directeur.
- La mauvaise communication et la désinformation, notamment via les réseaux sociaux, ont conduit beaucoup de personnes à penser qu'elles pouvaient se rendre au Ghana sans visa. En conséquence, les représentants de la campagne ont dû faire des annonces à la radio pour informer les visiteurs potentiels.

## Reproductibilité



- Nécessite de fortes capacités organisationnelles en raison de l'ampleur de la campagne.
- Requier la stabilité politique pour obtenir des ressources suffisantes et stables pour financer la campagne.
- Nécessite un fondement puissant et unificateur qui trouve un écho auprès de la diaspora - dans ce cas, le projet de loi adopté aux États-Unis qui pouvait être lié au 400<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée du premier Africain asservi en Amérique, l'approche « Ghana Beyond Aid » et une stratégie touristique.

## Informations complémentaires



**Bailleur :** Le gouvernement du Ghana a fourni un financement direct pour le comité directeur. Cependant, les organisateurs d'événements - étatiques ou non - ont dû mobiliser des fonds pour leurs activités de manière indépendante.

**Mise en œuvre :** Autorité du tourisme du Ghana avec le Bureau des affaires de la diaspora, assurant le pilotage d'un comité directeur multipartite de 25 membres. De nombreux événements ont été organisés par différents partenaires étatiques et non étatiques.

**Budget :** inconnu

**Site internet :** <https://www.yearofreturn.com>

# 9. PROGRAMME IRLANDAIS DE SOUTIEN AUX ÉMIGRANTS

Encourager l'engagement décentralisé de la diaspora grâce à un instrument politique global

Contributions de la diaspora :  
culturelles, économiques, sociales

## Vue d'ensemble



Le programme de soutien aux émigrants (*Emigrant Support Program*, ou ESP) du gouvernement irlandais est un instrument politique qui fournit une aide financière aux organisations proposant des services et un soutien communautaires aux membres de la diaspora irlandaise, en particulier aux plus vulnérables et marginalisés, tels que les personnes âgées.

L'ESP facilite l'investissement du gouvernement irlandais dans des domaines stratégiques,<sup>91</sup> ainsi que dans une série de projets culturels, communautaires et patrimoniaux. Ces derniers permettent de renforcer l'identité irlandaise et le sentiment d'appartenance à une communauté. L'ESP est une expression tangible du soutien, de l'engagement et de l'intérêt du gouvernement envers la communauté irlandaise mondiale, et un pilier essentiel de la politique « *Global Irish* » relative à la diaspora.



## Objectifs



- ➔ Développer et soutenir la communauté irlandaise mondiale.
- ➔ Développer les capacités opérationnelles et maintenir des standards élevés dans les organisations partenaires en appliquant des critères d'éligibilité stricts pour l'accès aux fonds, notamment en ce qui concerne la responsabilité, la gouvernance, le *reporting* et la transparence.
- ➔ Promouvoir la connectivité, la collaboration, l'engagement intergénérationnel et social des communautés irlandaises à l'étranger.
- ➔ Cultiver un sens fort de l'identité irlandaise en soutenant la culture, l'éducation et le patrimoine.

## Caractéristiques innovantes



- Promeut un modèle axé sur le partenariat qui décentralise les initiatives d'engagement de la diaspora et favorise l'appropriation locale.
- Utilise un système d'évaluation agile et conçu pour réagir aux besoins et aux opportunités d'une communauté diasporique en constante évolution.
- Incarne la possibilité pour les gouvernements de jouer un rôle de facilitateur dans l'engagement des diasporas, dans lequel il soutient les organisations qui peuvent contribuer à des objectifs plus larges au lieu de rechercher l'engagement direct des diasporas comme une fin en soi.
- Constitue un exemple émergent de *smart power* diplomatique en matière de relations avec la diaspora. La diplomatie *smart power* s'appuie sur des réseaux reliant directement les individus. Le programme encourage les connexions entre la diaspora et le gouvernement, mais aussi au sein de la diaspora elle-même (par exemple, entre les organisations de la diaspora travaillant sur des thématiques similaires).
- Adopte une approche segmentée de l'engagement des diasporas, en proposant un classement thématique (par exemple, patrimoine, services sociaux, capital, réseaux) et par groupe cible (par exemple, les personnes âgées) pour les demandes de financement.<sup>92</sup>
- S'appuie sur une approche flexible qui permet au gouvernement de soutenir un large éventail de projets allant de la promotion du patrimoine irlandais ou des réseaux de la diaspora à l'étranger à la fourniture directe de services sociaux aux communautés irlandaises ou au développement de plateformes digitales et de logiciels.

## Résultats



- ✓ Depuis 2004, le programme a soutenu plus de 530 organisations dans 36 pays, avec des subventions totalisant plus de 170 millions d'euros.<sup>93</sup>
- ✓ Le programme demeure l'instrument central de la politique *Global Irish* relative à la diaspora, 15 ans après sa création.
- ✓ Plus de 490 demandes de soutien provenant de plus de 20 pays ont été reçues pour la seule année 2018.<sup>94</sup>
- ✓ L'ESP a facilité d'autres interventions-clés de la diaspora en lien avec le gouvernement - telles que le Global Irish Civic Forum.
- ✓ Le programme est le levier de croissance direct d'un réseau mondial d'influenceurs-clés, dans les domaines commercial et culturel, pour le gouvernement.<sup>xxxviii</sup>

## Défis liés à la mise en œuvre



- Veiller au respect des meilleures pratiques à l'échelle mondiale en matière de comportement organisationnel parmi des organisations aux échelles et aux degrés de professionnalisation variés. Par conséquent, l'ESP permet aux organisations partenaires d'accéder à des sources de connaissances et à d'autres formes d'appui au renforcement des capacités sur des questions telles que la gestion des conseils d'administration et la gouvernance.
- Recueillir les données nécessaires pour garantir une allocation efficace des fonds, notamment en ce qui concerne la détermination de la vulnérabilité des communautés bénéficiant d'un soutien. Pour pallier le manque de données, l'ESP finance régulièrement des recherches universitaires sur l'engagement de la diaspora.
- Améliorer l'accès des organisations partenaires aux sources externes de soutien financier afin d'éviter la dépendance à l'ESP. En conséquence, le gouvernement, par le biais d'événements tels que les Global Irish Civic Forums et le rôle de liaison de ses ambassades et consulats, soutient la mise en réseau de ses organisations partenaires et l'accès à des sources diversifiées de financement. Il fournit également des outils de perfectionnement sur ces questions.

xxxviii Ces dernières années, le programme a commencé à intégrer les nouveaux réseaux commerciaux et culturels. Le gouvernement irlandais dispose ainsi d'un plus grand nombre de réseaux de ce type qui peuvent l'aider dans sa vision plus large de la politique étrangère, *Global Ireland 2025*. Disponible à l'adresse suivante : [https://merrionstreet.ie/MerrionStreet/en/ImageLibrary/20180612\\_Global\\_Ireland.pdf](https://merrionstreet.ie/MerrionStreet/en/ImageLibrary/20180612_Global_Ireland.pdf)

- Intégrer la dimension intergénérationnelle et l'égalité des sexes dans le portefeuille de l'ESP en raison de l'évolution de la diaspora. Il est important de promouvoir l'engagement de la diaspora dans des domaines tels que l'apprentissage culturel et patrimonial, tout en soutenant des projets qui peuvent établir des liens entre les générations et soutenir les communautés en fonction de leurs opportunités et vulnérabilités spécifiques (à travers, par exemple, des mécanismes de soutien pour le nombre croissant de femmes actives de la diaspora irlandaise).

## Reproductibilité Intermédiaire



- Grande reproductibilité en tant qu'outil global de mise en œuvre des politiques.
- L'exécution à grande échelle nécessite des ressources importantes, bien que des modèles financiers plus légers puissent être intégrés dans ce cadre.
- Un tel programme pourrait fournir un objectif fort pour les unités ou institutions gouvernementales axées sur la diaspora.

## Informations complémentaires



**Bailleur :** Gouvernement irlandais

**Mise en œuvre :** Unité des Irlandais à l'étranger, Département des Affaires Étrangères et du Commerce, en partenariat avec les ambassades et consulats d'Irlande

**Budget :** 11,6 millions d'euros en 2018. 170 millions d'euros dépensés depuis le lancement en 2004.

**Dates de mise en œuvre :** 2004-présent

**Site internet :** <https://www.dfa.ie/global-irish/support-overseas/emigrant-support-programme/>

# 10. AMBASSADEURS DE BONNE VOLONTÉ DE COPENHAGUE

Réseau de *leadership* mondial s'appuyant sur les membres de la diaspora danoise pour améliorer l'image de marque du pays et de sa capitale

Contributions de la diaspora :  
culturelles, économiques, sociales

## Vue d'ensemble



Les Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague constituent un réseau mondial de *leaders* visant à promouvoir le Danemark et Copenhague à l'international afin d'attirer les investisseurs, les entreprises, les conférences, les talents et les touristes étrangers. L'initiative a déjà permis d'intégrer 50 « ambassadeurs » dans plus de 25 pays, offrant ainsi des opportunités de réseautage aux membres de la diaspora danoise et à leurs entreprises tout en permettant aux ressortissants danois et aux autorités municipales de Copenhague de tirer parti de l'expertise mondiale du réseau pour améliorer leur image de marque.

Une fois par an, les ambassadeurs se réunissent à Copenhague pour un séminaire. Pendant leur séjour, les membres réseau bénéficient d'une présentation des initiatives internationales, des défis et des succès de Copenhague, et rencontrent des représentants du gouvernement et des entreprises ainsi que des personnalités culturelles et des décideurs danois.



## Objectifs



- Activer un réseau mondial de la diaspora danoise pour renforcer la notoriété de Copenhague et du Danemark.
- Promouvoir, dans le monde entier, Copenhague et le Danemark comme destinations de choix pour les entreprises et les investissements.
- Mettre en lumière les valeurs et les réalisations de Copenhague et du Danemark sur la scène internationale.
- Développer la compétitivité internationale de Copenhague et du Danemark.
- Identifier les domaines de développement émergents pour Copenhague et le Danemark.

## Caractéristiques innovantes



- Lie les objectifs et les intérêts du pays, de la capitale et de la diaspora danoise afin de maximiser la pertinence du réseau.
- Cultive un réseau d'élite d'influence mondial pour Copenhague et le Danemark, d'une manière indirecte qui permet à l'initiative de conserver son indépendance (en travaillant en étroite collaboration avec le gouvernement sans pour autant être dirigée par celui-ci).
- Représente un réseau axé sur des objectifs avec un appel à l'action clair et concret, des activités annuelles et des contributions à la recherche qui favorisent l'apprentissage.
- Constitue un exemple émergent du pouvoir de la diaspora dans l'amélioration de l'image de marque d'une ville ou d'une localité.
- Promeut la durabilité du réseau par la création de jeunes ambassadeurs de bonne volonté.
- Utilise une double méthodologie de réseautage, digital et en personne, par le biais de rassemblements annuels et de collaborations continues en ligne grâce aux réseaux et médias sociaux – un point crucial pour les initiatives ayant une large portée géographique.

## Résultats



- ✓ Développement d'un réseau de 50 personnalités de haut niveau, incluant des chefs d'entreprise, entrepreneurs, innovateurs, *leaders* culturels, experts en images de marque et *leaders* d'opinion, vivant et travaillant dans plus de 25 pays.<sup>95</sup>
- ✓ Contribution à l'obtention de projets et d'accords clés pour Copenhague, notamment à l'ouverture du centre de recherche et de développement « *Internet of Everything* » de Cisco, et à une collaboration plus étroite entre Chengdu, en Chine, et Copenhague.<sup>96</sup>
- ✓ Amélioration du profil de Copenhague et du Danemark dans les médias internationaux - par exemple, la capitale a été présentée dans la série de CNBC sur les « villes innovantes » et classée dans les « villes du futur » par CNN.<sup>97</sup>
- ✓ Développement d'une meilleure compréhension de la compétitivité de Copenhague, à travers la publication d'une série de rapports pour la période 2012-2017 sur les domaines d'amélioration potentiels de la ville.<sup>98</sup>
- ✓ À l'origine de l'initiative nationale multipartite *Diaspora Denmark*, qui vise à faciliter l'engagement des diasporas dans trois domaines : 1) la promotion du Danemark ; 2) l'attraction des talents ; et 3) l'exportation et l'internationalisation.

## Défis liés à la mise en œuvre



- Veiller à ce que les membres du réseau contribuent à l'objectif de l'initiative sans être affectés par des influences internes et externes. En parvenant à surmonter ce défi, l'initiative a développé sa propre culture et a conservé son indépendance opérationnelle.
- Maintenir la neutralité tout en répondant aux intérêts du gouvernement. L'intérêt de l'État pour l'initiative témoigne dans une certaine mesure de son succès. Pourtant, l'indépendance du réseau et sa culture organisationnelle propre lui ont permis d'innover et de répondre aux besoins réels de multiples parties prenantes.
- Construire un réseau qui transforme de bonnes idées en actions concrètes au service d'une mission collective. De tels réseaux peuvent parvenir à trouver un équilibre entre de nombreux intérêts individuels et l'intérêt collectif. Le modèle de partenariat agile de l'initiative, en particulier le format des réunions entre pairs, contribue à inculquer des pratiques qui rendent les membres du réseau responsables les uns envers les autres. Ce modèle permet également aux membres du réseau de réagir aux nouvelles opportunités qui se présentent sur leurs marchés respectifs.

- Intégrer le réseau à une stratégie plus large d'engagement de la diaspora à l'échelle nationale. L'initiative et les personnalités influentes du réseau sont devenues les défenseurs clés d'un programme plus large d'engagement des diasporas dans la région, la création de l'Association danoise de la diaspora étant un indicateur du succès de leur action.

## Reproductibilité



- Implique des ressources et des degrés de complexité variables selon l'échelle envisagée. Des réseaux informels à petite échelle peuvent être établis avec un capital de départ minimal.
- Nécessite la mise en place d'un appareil institutionnel complet – qui existe déjà dans de nombreux pays partenaires – incluant par exemple des agences dédiées aux investissements étrangers et à la promotion du tourisme et des bureaux gouvernementaux locaux/nationaux.
- Implique une bonne compréhension de la localisation et du rôle des agents d'influence du pays à l'échelle mondiale ; pour de nombreux pays partenaires, reproduire l'initiative ne nécessiterait pas d'importantes recherches. De tels réseaux peuvent également être les produits naturels des conférences commerciales existantes.

## Informations complémentaires



**Bailleurs :** gouvernement national, gouvernement municipal, financement privé.

**Mise en œuvre :** Copenhagen Capacity et Wonderful Copenhagen

**Dates de mise en œuvre :** 1996-présent

**Site internet :** <https://www.copcap.com/gwa>

# 11. OPÉRATION MARHABA

Opération globale pour gérer les flux de retour et accueillir les visiteurs de la diaspora

Contributions de la diaspora :  
culturelles, sociales

## Vue d'ensemble



L'opération Marhaba (*marhaba* signifiant « accueil et attraction » en arabe) est une initiative ayant pour objectif de gérer les pics de retour au Maroc en haute saison. Elle a également pour but d'accueillir et de proposer une assistance aux membres de la diaspora marocaine revenant des pays européens de destination pour leurs vacances d'été, en se déployant à 20 points d'entrée et de sortie clés situés au Maroc (les ports de Tanger Ville, Tanger Med, Nador, Al Hoceima, Bad Sebta, Bab Mellila; les aéroports de Casablanca, Fès, Marrakech, Agadir et Oujda; et des lieux de repos équipés à Tanger, Taourirt, Tazaghine et Jebha), en Espagne (Motril, Almeria et Algeciras), en France (Sète) et en Italie (Gênes).



D'une part, l'opération Marhaba est une initiative de gestion des migrations à grande échelle. Elle fonctionne comme un mécanisme garantissant que les différents départements gouvernementaux travaillent ensemble pour gérer les flux en haute saison, à travers un ensemble limité de couloirs migratoires. D'autre part, il s'agit d'un programme permettant d'accueillir les Marocains de l'étranger, afin de renforcer leur attachement à leur pays d'origine.

## Objectifs



- ➔ Gérer de manière coordonnée les flux migratoires de retour en haute saison.
- ➔ Fournir une assistance médicale aux voyageurs marocains qui en ont besoin, comme les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.
- ➔ Fournir des informations et une assistance technique, logistique et administrative aux Marocains de l'étranger.

- ➔ Promouvoir le tourisme de la diaspora.
- ➔ Établir un lien de confiance avec la diaspora, en démontrant l'engagement du pays d'origine à soutenir les besoins pratiques et administratifs des Marocains de l'étranger.



## Caractéristiques innovantes

- Propose une assistance dans les ports des pays de destination et d'origine, grâce à une forte coopération transfrontalière.
- Offre une assistance digitale par le biais d'une application mobile disponible en six langues,<sup>99</sup> ce qui la rend accessible à un large éventail de membres de la diaspora, y compris aux nouvelles générations qui privilégient souvent les plateformes digitales dans leur langue de prédilection.
- Fournit une grande variété d'informations et de services à travers les points d'accueil, en faisant preuve de flexibilité et s'adaptant en fonction des besoins de la diaspora.
- Combine des mesures pratiques pour mieux coordonner la gestion des flux de retour en haute saison avec des services utiles aux membres de la diaspora de retour.
- Facilite le dialogue avec les Marocains de l'étranger et la fourniture d'une assistance à ces derniers, ce qui permet au gouvernement de connaître leurs besoins et d'établir une relation de confiance.
- A commencé à cibler des segments plus jeunes de la diaspora, tout en étendant son soutien aux opportunités d'investissement et à la philanthropie.<sup>100 101</sup>
- Implique la diaspora dans l'organisation de l'initiative, en engageant des volontaires de la diaspora en Espagne.



## Résultats

- ✓ Accompagnement de 2,5 millions de Marocains de l'étranger en 2019.<sup>102</sup>
- ✓ Assistance à 91 000 personnes au cours des trois mois de la haute saison sur la seule année 2016,<sup>103</sup> parmi lesquelles 15 000 ont bénéficié d'une assistance médicale.
- ✓ Mobilisation de 1 232 personnes pour fournir une assistance en 2019, dont 800 travailleurs sociaux, 291 membres du personnel médical et 141 bénévoles.<sup>104</sup>

## Défis liés à la mise en œuvre



- Coordonner la multitude de partenaires publics et privés au Maroc et en Europe. La coordination est assurée par une commission nationale, qui réunit les services gouvernementaux nationaux et locaux et des acteurs non étatiques.
- Maintenir la coopération transnationale, notamment en ce qui concerne la collaboration avec l'Espagne, qui est le principal pays par lequel transitent les Marocains de l'étranger pour rentrer au Maroc. Comme l'opération Marhaba existe depuis plusieurs années, les autorités ont progressivement développé des relations de travail positives avec leurs homologues espagnols.
- S'adapter à l'évolution de l'agenda religieux. Les fêtes religieuses dictent les flux de retour au Maroc, mais leurs dates diffèrent d'année en année, ce qui peut prolonger et intensifier la saison des retours. Cet élément souligne la nécessité d'une planification minutieuse afin de garantir la mise en place d'une capacité adéquate pour accueillir les voyageurs de la diaspora.

## Reproductibilité



- Implique une coordination entre un large éventail d'acteurs et de pays, ce qui rend l'adoption d'une initiative d'une telle ampleur complexe et exigeante.
- Convient aux pays partenaires dont les membres diasporas rentrent en grand nombre chaque année pendant une courte saison via des corridors spécifiques. D'autres pays partenaires pourraient également envisager de reproduire certains aspects de l'initiative - par exemple, ceux liés à l'accueil et à l'orientation.
- Nécessite le déploiement d'un grand nombre d'assistants. Même si des volontaires peuvent être mobilisés, des ressources importantes sont nécessaires pour former le personnel.

## Informations complémentaires



**Bailleur :** Gouvernement du Maroc

**Mise en œuvre :** Gouvernement du Maroc, par l'intermédiaire d'une commission interministérielle comprenant divers partenaires de mise en œuvre, tels que des compagnies maritimes, les autorités aéroportuaires et routières, Royal Air Maroc, des banques marocaines et plusieurs médias.

**Budget :** 202 millions de dirhams (19 millions d'euros) entre 2013 et 2017

**Site internet :** <http://www.fm5.ma/marhaba>

## Options pour renforcer l'engagement des diasporas

- ✓ **Encourager les diasporas à découvrir leur patrimoine culturel** : les gouvernements de tous les pays partenaires peuvent soutenir le développement de **sites web et de plateformes de réseaux sociaux** qui permettent à leurs diasporas de suivre les événements qui se déroulent « chez elles » et de s'informer sur les initiatives qui leur sont dédiées. Les plateformes digitales peuvent créer des espaces dans lesquels les diasporas peuvent interagir avec leurs communautés d'origine ou en apprendre davantage sur leur patrimoine (« **généalogie inversée** »). **Subventionner des voyages pour les diasporas**, en particulier pour les jeunes générations, est une autre façon de non seulement « faire connaissance », de « bâtir la confiance » et de favoriser les liens affectifs, mais aussi de jeter les bases d'un engagement plus soutenu et plus concret. Ces initiatives peuvent prendre la forme de **cours d'été et de cours de langue et de culture**. La **création de réseaux d'anciens élèves** peut permettre de maintenir l'engagement des participants après la fin des programmes. De telles initiatives peuvent également être utilisées pour sensibiliser les diasporas aux autres programmes qui facilitent un engagement plus poussé et un éventuel retour.

## Exemples

**Ireland Reaching Out**, financé par le gouvernement irlandais, est une initiative basée sur le volontariat qui s'appuie sur des **forums communautaires et des bases de données en ligne pour fournir aux Irlandais de l'étranger des informations sur leurs ancêtres et leurs régions d'origine**. L'initiative pourrait être reproduite par d'autres partenaires du Processus de Rabat dont les diasporas et les résidents utilisent beaucoup Internet.

**Dans le cadre de l'opération Marhaba** au Maroc (voir l'initiative 11), **400 assistants, postés à 20 points d'entrée du pays, accueillent les visiteurs de la diaspora de retour pendant l'été**. L'initiative fournit également des informations *via* une application et un guide, ainsi qu'un soutien médical et logistique, destinés aux 2 millions de visiteurs de la diaspora. De telles initiatives peuvent contribuer à instaurer la confiance et pourraient être transposées à d'autres pays, comme l'Algérie et la Tunisie,<sup>xxxix</sup> qui accueillent également un grand nombre de visiteurs de la diaspora dans un petit nombre de ports pendant une courte période chaque année (les Algériens d'outre-mer représentent 70% des touristes du pays).<sup>105</sup> Ces initiatives peuvent intégrer différents services pour lesquels les diasporas ont exprimé un besoin.

Depuis 2009, le Maroc a également mis en place une **université d'été** pour les étudiants de la diaspora, qui pourrait être reproduite dans d'autres pays partenaires, bien que des garanties pour prévenir une trop grande politisation du contenu soient nécessaires.

xxxix On estime que la diaspora algérienne fournit environ 70% des touristes du pays. International Centre for Migration Policy Development (2011). Renforcer l'engagement de la diaspora. [en ligne] Vienne : International Centre for Migration Policy Development. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website\\_2011/ICMPD\\_General/News/AMEDIP/Enhancing\\_Diaspora\\_Engagement\\_EN\\_Electronic.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/AMEDIP/Enhancing_Diaspora_Engagement_EN_Electronic.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].

Le Maroc **engage sa diaspora à promouvoir les films, le théâtre, les arts et les autres produits culturels marocains** par l'intermédiaire du Conseil des Marocains de l'étranger. Par exemple, l'exposition photographique de 2019 « Le Maroc, en un instant » présentait des réalisations de photographes marocains résidant à l'étranger.



**Célébrer les réalisations et les contributions des diasporas** : les gouvernements peuvent soutenir des **événements qui célèbrent les contributions culturelles de leurs diasporas dans le monde**. Ces événements peuvent se dérouler dans le cadre ou en parallèle de réunions de diasporas existantes. Les États peuvent également **reconnaître les réalisations des individus et des organisations des diasporas en leur décernant des prix**. Une tendance clé à cet égard est de s'adresser aux nouvelles générations et à différents segments de la diaspora, comme les membres féminins. Ces initiatives peuvent contribuer non seulement à instaurer la confiance, mais aussi à identifier les membres de la diaspora qui ont le potentiel et le désir de contribuer par des investissements, des transferts de compétences ou d'autres moyens.

## Exemples

Plusieurs pays organisent des **événements annuels qui mettent à l'honneur les réalisations des diasporas** - des initiatives peu coûteuses mais offrant potentiellement une très grande visibilité, qui peuvent être adoptées par tous les pays partenaires. La « Semaine des réussites de la diaspora togolaise » récompense sept personnalités de la diaspora et rassemble les **Togolais** de l'étranger pour des événements qui facilitent les échanges. Les lauréats sont décorés par le Président, ce qui souligne l'engagement de haut niveau de l'État envers la diaspora, un facteur essentiel pour la réussite de telles initiatives.

Le Ghana a poussé la notion de sensibilisation de la diaspora encore plus loin en organisant son **Année du retour** (voir l'initiative 8). Cette **campagne de marketing historique vise les diasporas africaines du monde entier**, et s'étend même aux Afro-Américains. En lien avec le programme du Ghana pour attirer le tourisme de la diaspora, elle fait la promotion d'une série d'événements culturels. Cette initiative est un exemple de la manière dont un pays partenaire peut favoriser l'engagement de communautés qui sont rarement considérées comme parties intégrantes de la diaspora (ici, les Afro-Américains). D'autres pays, comme l'Irlande, ont également réussi à **utiliser des définitions larges de la « diaspora » et du « patrimoine » pour accroître leur influence mondiale et atteindre un plus grand nombre de personnes** pouvant contribuer au développement de leur pays d'origine. De plus, les pays partenaires peuvent soutenir **l'engagement culturel auprès de divers profils, tels que les femmes et les nouvelles générations de leurs diasporas, comme l'illustre le Diaspora African Women's Network (DAWN)**. Toutefois, des ressources financières et des stratégies de sensibilisation adaptées sont nécessaires.

En dehors de la région du Processus de Rabat, la campagne « Lebanese **Diaspora Energy** » du ministère libanais des Affaires Étrangères **célèbre les contributions des Libanais à travers le monde par le biais d'événements annuels**, à Beyrouth et dans les principaux pays de destination, qui rassemblent des cadres de la diaspora, des artistes, des chercheurs, des personnalités sportives, etc. La campagne dispose d'un site web multilingue au design élégant, d'une application et de canaux de communication sur les réseaux sociaux (très suivis). Dans le cadre de la campagne, plusieurs initiatives axées sur différents aspects de l'engagement des diasporas sont promues, telles que les Maisons de la diaspora - un projet culturel qui restaure des bâtiments historiques pour qu'ils servent de centres culturels et de lieux de rassemblement pour les membres de la diaspora et la population locale. Le succès de la campagne a été attribué à une organisation efficace et à une solide cartographie préliminaire de la diaspora.<sup>106</sup> Néanmoins, la reproduction de campagnes à grande échelle comme celle la Lebanese Diaspora Energy ou l'Année du retour au Ghana peut nécessiter un investissement important (plus d'un million d'euros par an).



**Engager les diasporas dans la promotion de l'image de marque culturelle** : de nombreux pays cherchent à engager leurs diasporas pour promouvoir l'image de leur pays dans le monde, ce qui peut contribuer à renforcer leur influence culturelle, mais aussi à attirer le tourisme et à stimuler le commerce, les investissements et les exportations culturelles. Adopter cette approche pour améliorer l'image de marque du pays ne nécessite pas de changements législatifs. Les initiatives réussies requièrent plutôt une bonne compréhension de la composition de la diaspora, un soutien consulaire pour favoriser l'engagement de ses membres hautement qualifiés et une prise de conscience de la manière dont les diasporas peuvent alimenter la stratégie globale d'image de marque nationale.

## Exemples

Le Maroc est particulièrement actif dans l'**implication des célébrités de sa diaspora dans les fondations, les groupes de réflexion et les événements**. Le pays **encourage également son personnel consulaire à identifier non seulement les professionnels hautement qualifiés de la diaspora, mais aussi ceux qui pourraient contribuer à accroître l'influence du pays à l'étranger**, tels que les cadres, les sportifs et les personnalités médiatiques. Le personnel consulaire recherche des opportunités pour engager ces ambassadeurs culturels potentiels par le biais d'entretiens avec la presse, de concours prestigieux et d'autres activités culturelles.<sup>107</sup> Cette approche pourrait avoir un impact important, tout en ne représentant qu'un faible coût, pour de nombreux autres partenaires du Processus de Rabat, en particulier ceux qui disposent déjà de solides réseaux diplomatiques ; en effet, une collaboration étroite entre le ministère des Affaires Étrangères et le département responsable des affaires de la diaspora constitue un facteur majeur de réussite. Il faut cependant que l'engagement de la diaspora occupe une place importante dans

la politique étrangère, et que le personnel diplomatique soit bien formé à la compréhension des besoins de la diaspora.

Le programme des **ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague** (voir l'initiative 10) est un exemple de la manière dont les **diasporas ont été efficacement engagées dans la stratégie de marque de la ville et du pays**, grâce à un réseau d'influenceurs clés actifs dans différents domaines, à la fois en ligne et hors ligne. L'initiative a permis à Copenhague d'attirer plusieurs conventions internationales et d'accroître sa présence dans les médias.<sup>108</sup> D'autres pays partenaires peuvent explorer des opportunités d'engagement pour contribuer à améliorer leur image de marque mondiale, en se concentrant sur les villes et localités d'origine de nombreux membres de leurs diasporas.

Une grande partie de l'engagement de la diaspora irlandaise s'est faite au niveau local, notamment au niveau des comtés (avec des financements gouvernementaux). Cela a **permis aux différents comtés de s'appuyer sur les membres de la diaspora pour attirer des investissements et améliorer leur image de marque à l'étranger**. Le Global Limerick Network, par exemple, a été reconnu pour avoir attiré des politiciens étrangers dans le comté de Limerick et pour le succès international de la campagne #limerickandproud sur les réseaux sociaux (60% des utilisateurs du hashtag venaient de l'extérieur du comté).<sup>109</sup>



CONSEILS  
TRANSVERSAUX



---

# ÉLABORATION DE CADRES POLITIQUES POUR UNE ACTION EFFICACE

---

## Quels sont les enjeux ?

- L'engagement des diasporas doit être lié aux priorités nationales et locales et être en cohérence avec les politiques sectorielles, nationales et locales.<sup>110</sup>
- Les stratégies relatives aux diasporas doivent expliquer les motivations et les objectifs des gouvernements et donner une image globale de la situation. Elles doivent également être accompagnées de plans d'action qui définissent, de manière concrète, les moyens d'atteindre les objectifs fixés.
- Les cadres politiques efficaces ne se limitent pas à l'élaboration de mesures ciblant spécifiquement les diasporas ; ils doivent également identifier les autres politiques pouvant faciliter les contributions de celles-ci au développement, définir les domaines dans lesquels le gouvernement peut « en faire moins » et supprimer les obstacles qui limitent l'engagement.
- Dans le passé, les politiques élaborées par les gouvernements ont eu tendance à cibler des groupes de diasporas très larges et mal définis, considérant leur engagement comme une fin en soi plutôt que comme un moyen d'atteindre des objectifs plus larges.<sup>111</sup> Cependant, il est essentiel pour les pays partenaires de définir des profils spécifiques parmi les membres de leurs diasporas, en ciblant particulièrement les « champions » et les « élites » qui facilitent le plus les transferts (financiers, sociaux, culturels, etc.).<sup>112</sup>

## Options pour renforcer l'engagement des diasporas



**Concevoir une stratégie d'engagement des diasporas cohérente avec les plans de développement :** la stratégie fixe des objectifs basés sur une analyse de la diaspora (voir « Apprendre à connaître sa diaspora »), avec des actions concrètes sur 3 à 5 ans et un suivi et une évaluation réguliers. Elle permet de **développer des relations avec la diaspora et de conceptualiser l'engagement** à tous les niveaux de gouvernement, et avec les différentes parties prenantes.<sup>113</sup> Elle **mobilise les acteurs pertinents** autour d'un but commun et d'objectifs opérationnels.

La **stratégie doit s'articuler avec le plan de développement national et la politique migratoire**, en veillant à ce que l'engagement de la diaspora contribue au développement durable. Le processus d'élaboration est idéalement **dirigé par une institution spécialisée** (par exemple, un ministère dédié à la diaspora, un département ministériel ou un comité interinstitutionnel), qui travaille avec l'ensemble du gouvernement et consulte les représentants de la diaspora et d'autres acteurs non étatiques pour s'assurer que **la stratégie réponde à la fois aux besoins nationaux et locaux, et à ceux de la diaspora**.

En outre, les **stratégies relatives aux diasporas nécessitent des actions diversifiées qui tiennent compte de la multiplicité des « profils »** de leurs membres. L'expérience a montré que les stratégies d'engagement des diasporas ciblent trop rarement leurs membres hautement qualifiés.<sup>114</sup>

## Exemples

Le **Ministre irlandais de la diaspora veille à ce que l'engagement de la diaspora reste une priorité politique**, tandis que son comité interministériel sur les Irlandais à l'étranger encourage une **approche pangouvernementale**.<sup>115</sup>

Le Ghana a mis en place une **politique migratoire nationale** et a mené, dans le cadre de l'élaboration de la politique dédiée à la diaspora, des **consultations auprès des communautés de Ghanéens à l'étranger** par le biais de ses ambassades et de divers fora.<sup>116</sup> La politique ainsi élaborée a été présentée lors d'événements tels que la Ghana Diaspora Celebration et le Homecoming Summit.<sup>117</sup>



## Outils

Renforcer l'engagement des diasporas<sup>xl</sup>, Élaborer une feuille de route pour l'engagement des diasporas au développement<sup>xli</sup>.



**Intégrer l'engagement des diasporas à d'autres politiques sectorielles** : l'institution responsable de l'engagement de la diaspora devrait **travailler avec l'ensemble du gouvernement pour identifier les obstacles qui limitent l'engagement et les opportunités** de contribuer aux objectifs des différentes politiques sectorielles. Par exemple, les réglementations relatives aux entreprises et aux investissements peuvent limiter ou soutenir l'esprit d'entreprise des diasporas, le faible score de nombreux pays partenaires dans l'indice « Doing Business » de la Banque mondiale constituant en ce sens un obstacle particulier.

### Exemples d'obstacles politiques à l'engagement des diasporas

Les lois sur la citoyenneté et l'immigration qui font obstacle aux retours, pour visite ou investissement, des membres de la diaspora, ou à l'exercice de droits politiques ;

Les réglementations financières qui interdisent aux diasporas d'ouvrir des comptes bancaires, ou qui font barrage à la concurrence et à l'innovation dans les services financiers ;

Les politiques foncières, fiscales et douanières et relatives aux investissements qui rendent la possession de terres, de capitaux et d'entreprises moins accessibles pour la diaspora ;

Les politiques de protection sociale qui font perdre aux membres de la diaspora les avantages sociaux accumulés à l'étranger s'ils décident de revenir dans leur pays d'origine.

xl International Centre for Migration Policy Development (2011). *Renforcer l'engagement des diasporas*. [en ligne] Vienne : International Centre for Migration Policy Development. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website\\_2011/ICMPD\\_General/News/AMEDIP/Enhancing\\_Diaspora\\_Engagement\\_EN\\_Electronic.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/AMEDIP/Enhancing_Diaspora_Engagement_EN_Electronic.pdf)

xli Agunias, D. et Newland, K. (2012). *Élaboration d'une feuille de route pour l'engagement des diasporas au développement*. Genève : Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse suivante : [https://publications.iom.int/system/files/pdf/diaspora\\_handbook\\_en\\_for\\_web\\_28may2013.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/diaspora_handbook_en_for_web_28may2013.pdf)



**Soutenir l'engagement des diasporas au niveau local** : les diasporas conservent souvent des liens avec leurs communautés d'origine. Les **gouvernements locaux peuvent intégrer l'engagement des diasporas dans leurs plans de développement** et mettre en place des initiatives ciblées.

## Exemples

En 2019, l'Éthiopie a introduit une **loi qui permet à sa diaspora d'acquérir des actions dans les banques locales et de lancer des entreprises de prêt**,<sup>118</sup> proposant ainsi un exemple d'inclusion de l'engagement de la diaspora dans une politique relative aux marchés financiers.

La **stratégie de développement rural du Niger fait spécifiquement référence au rôle important des ressources financières des migrants** dans le développement local,<sup>119</sup> incluant ainsi la reconnaissance de l'engagement de la diaspora dans une politique de développement rural.

Les municipalités sénégalaises ont élaboré des **profils migratoires territoriaux** pour mieux comprendre et impliquer les membres de leurs diasporas.<sup>120</sup>

Au Maroc, Migration Développement Citoyenneté et Démocratie a **formé les fonctionnaires locaux aux difficultés rencontrées par les Marocains de retour** pour accéder aux prestations de retraite acquises à l'étranger.<sup>121</sup>



## Outils

Lignes directrices sur l'intégration de la migration dans la planification du développement local<sup>xlii</sup>.

xlii Siegel, M., McGregor, E. et Langley, S. (2017). *Lignes directrices sur l'intégration de la migration dans la planification du développement local*

# APPRENDRE À CONNAÎTRE SA DIASPORA ET ÉTABLIR UNE RELATION DE CONFIANCE AVEC ELLE

## Quels sont les enjeux?

- Plus les gouvernements **apprennent à connaître les membres de leurs diasporas en collectant des données** sur leur identité, leur lieu de résidence, leurs activités et les relations pouvant être facilitées, plus ils sont à même de concevoir des politiques qui répondent aux besoins nationaux et locaux et à ceux des diasporas.
- Parallèlement, et pour accroître la volonté des diasporas de prendre part aux actions décrites dans cette publication, les gouvernements doivent **instaurer un lien de confiance**.
- Les diasporas peuvent ressentir une connexion privilégiée avec leur pays d'origine, et souhaiter renforcer leurs liens avec celui-ci. Cependant, elles entretiennent également des **relations variées et complexes avec les communautés « au pays », en particulier avec les institutions étatiques**, qui peuvent encourager ou faire obstacle à leurs contributions.
- Le profil traditionnel du travailleur migrant nostalgique se sacrifiant pour envoyer de l'argent chez lui coexiste avec celui des migrants et de leurs descendants qui ont des opinions divergentes sur la « patrie » et sur leur identité, ainsi que des manières différentes d'interagir avec l'État et de contribuer au développement. Les gouvernements ont besoin d'**échanges constants et diversifiés avec les différentes communautés de la diaspora**, dans le cadre desquels ces dernières sont considérées non comme des outils politiques ou de simples sources de financement, mais comme un patchwork de leviers de changement, d'ambassadeurs culturels et d'acteurs-clés du développement durable.
- Il y a eu un **surinvestissement dans des approches peu productives et centralisées par l'État**. L'impact des initiatives gouvernementales a souvent été limité par une compréhension insuffisante de l'ampleur, de la nature et de l'impact des liens transnationaux sur l'engagement des diasporas. Ceci a conduit certains pays à investir dans des projets de grande envergure sans avoir d'abord identifié précisément les réseaux existants, créant ainsi des obstacles supplémentaires à l'engagement dans un réseau déjà dense de liens entre les diasporas et les pays d'origine.<sup>122</sup>
- Des expériences récentes ont souligné l'**importance de cibler les initiatives sur les « champions de la diaspora »** - la petite proportion d'individus qui catalyse la majeure partie des transferts. Des stratégies de sensibilisation spécifiques peuvent renforcer le rôle de ces profils-clé.

## Champions de la diaspora : le saviez-vous?

Craig Barrett, un membre de la diaspora irlandaise, est l'ancien président d'Intel à qui l'on doit l'investissement de 7 milliards de dollars du géant de la technologie en Irlande, qui a été suivi d'autres investissements technologiques américains qui ont transformé l'économie, permettant au pays de devenir l'actuel « Tigre celtique ». <sup>123</sup>

## Options pour renforcer l'engagement des diasporas



**Collecter des données sur les membres de la diaspora** : grâce à des procédés tels que la « cartographie » de la diaspora et le développement de bases de données de compétences, les gouvernements peuvent accroître leurs interactions avec leurs diasporas, mieux comprendre les caractéristiques de leurs membres et ainsi élaborer des politiques adaptées. Néanmoins, l'expérience a montré que de tels **exercices ne doivent pas être considérés comme des processus autonomes, dirigés par l'État** et constituant une fin en soi. Au contraire, la collecte de données doit s'inscrire dans **un cadre politique cohérent** et contribuer directement à des actions spécifiques. Dans ce contexte, il peut être préférable de procéder à des **collectes de données plus précises**, en interrogeant par exemple des groupes spécifiques de la diaspora pour déterminer leurs comportements, leurs besoins, la nature de leur engagement et les possibilités d'accroître celui-ci. Il est crucial de ne pas se limiter à des enquêtes générales et d'élaborer des études de cas détaillées, qui délivrent plus d'informations sur le développement de réseaux d'élites au sein de la diaspora. Cela peut permettre d'affiner les interventions qui créent, soutiennent et améliorent un petit nombre de relations à grande valeur stratégique. <sup>124</sup>

## Collecte de données sur les diasporas : que faut-il savoir ?

- Taille et localisation : nombre et répartition géographique (concentré/distribué, OCDE/non OCDE, inter/intrarégional)
- Compétences : éducation (primaire/supérieure/professionnelle) et emploi (niveau de qualification, secteurs d'emploi)
- Possibilités d'engagement : transferts de fonds et investissements directs (besoins familiaux fondamentaux/assurance contre les chocs/investissement en actifs fixes), organisations représentatives
- Contraintes d'engagement : confiance dans les institutions, obstacles administratifs, barrières sociales et culturelles, intégration dans le pays de résidence

## Exemples

Le Nigéria dispose d'une de Base de données **mondiale des Nigériens de la diaspora**, qui sert de **banque de données des talents nigériens à l'étranger** pouvant être exploitée par le gouvernement et ses partenaires pour contribuer au développement national.

Le site web lituanien « **Migration in Numbers** » **publie des données statistiques** sur l'émigration, l'immigration et le taux de migration de retour, entre autres. Grâce à cette approche ouverte, la compréhension de la migration a été améliorée, ce qui a permis d'établir des relations de confiance avec les communautés d'origine.<sup>125</sup>

Le **Scottish Business Network**, créé de manière indépendante, mène une **enquête auprès de la diaspora du monde de l'entreprise** afin de recueillir des informations et de consulter son public cible sur la manière dont il peut adapter son soutien. De telles initiatives du secteur privé peuvent renforcer l'impact des exercices de cartographie, car elles peuvent être plus directement liées à des actions de suivi concrètes.



### Bases de données

Stock de migrants (DAES de l'ONU, OCDE, Eurostat, recensements), transferts de fonds (Banque mondiale), destinations et motivations des membres de la diaspora (recensements, organisations de la diaspora, réseaux consulaires), étudiants internationaux (OCDE).



### Outils

Renforcer l'engagement de la diaspora<sup>xliii</sup> (voir « Évaluer la diaspora »).



**Créer des espaces d'interaction entre l'État et la diaspora** : sur le long terme, il est impératif d'engager un dialogue, permanent et à plusieurs niveaux, avec la diaspora pour développer une meilleure connaissance de ses membres. La mise en place de ces échanges peut impliquer : 1) la **création d'un service gouvernemental dédié à l'engagement de la diaspora** afin de d'établir un point de contact clair ; 2) **l'activation de réseaux étatiques (consulaires) et non étatiques** pour mener des consultations, organiser des conférences ou fournir une assistance directe aux communautés diasporiques ; et 3) le **soutien d'organisations et de réseaux de la diaspora**. Les nouvelles technologies et les réseaux sociaux peuvent faciliter le passage d'événements ponctuels et d'une communication à sens unique à des interactions plus interactives et plus simples à mettre en place. Dans de nombreux cas, les **acteurs non étatiques peuvent être les mieux placés pour forger des réseaux plus étroits et plus proactifs**, en particulier lorsque la diaspora du pays partenaire est d'ores et déjà engagée et active, ou a un faible niveau de confiance dans les institutions étatiques.



**Repenser le rôle du gouvernement dans l'engagement de la diaspora** : il est essentiel que les pays partenaires **réfléchissent à l'influence de leurs arrangements institutionnels sur les interactions avec la diaspora**. Dans le passé, les initiatives adoptées reflétaient une approche centrée sur l'État et une tendance à cibler des communautés mal définies. De telles approches n'ont pas produit d'engagement concret et durable<sup>126</sup>, mais ont plutôt créé, par inadvertance, des obstacles à l'engagement dans un paysage surchargé de relations transnationales. Les pays partenaires doivent **envisager des alternatives pour permettre au gouvernement d'adopter un rôle de facilitateur - plutôt que de moteur** - ce qui peut impliquer l'« externalisation » de l'engagement des diasporas vers des groupes bénévoles ou le secteur privé. En fonction de leur besoins économiques, sociaux, culturels et politiques et de l'histoire de leurs institutions, les acteurs gouvernementaux en charge des diasporas peuvent opter pour une action directe (en considérant l'engagement comme une fin en soi) ou indirecte (en considérant l'engagement comme un moyen pour atteindre d'autres objectifs).

xliii International Centre for Migration Policy Development (2011). Renforcer l'engagement des diasporas. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website\\_2011/ICMPD\\_General/News/AMEDIP/Enhancing\\_Diaspora\\_Engagement\\_EN\\_Electronic.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/AMEDIP/Enhancing_Diaspora_Engagement_EN_Electronic.pdf)

**Une approche prudente**, qui prendrait en compte l'importance et la fragilité des liens existants entre les diasporas et les pays d'origine, pourrait mieux fonctionner qu'une approche centrée sur l'État, dans laquelle l'action précède parfois la réflexion.<sup>127</sup>

## Exemples

La Géorgie a utilisé des **unités de conseil mobiles pour entrer en contact avec les membres de sa diaspora** en organisant des réunions d'information à faible coût qui ne nécessitent pas d'inscription.<sup>128</sup>

Le Bureau des affaires de la diaspora ghanéenne (qui fait partie du Bureau du Président) a profité de la Ghana Diaspora Celebration et du Homecoming Summit de 2019 pour présenter son dernier projet de politique d'engagement de la diaspora.<sup>129</sup>

L'expérience, menée par le gouvernement malien, de **restructuration des associations de diasporas en un réseau fédéré**, a facilité la mise en réseau et simplifié les canaux de communication. Une telle initiative peut cependant s'avérer difficilement réalisable dans les pays partenaires dont les diasporas sont fortement divisées selon des critères ethniques, politiques ou autres.<sup>130</sup>

Les gouvernements écossais et irlandais ont adopté des approches différentes en matière d'engagement des diasporas. L'Irlande a opté pour des **démarches plus décentralisées et indirectes**, notamment par le biais du programme de soutien aux émigrants (voir l'initiative 9), qui appuie un portefeuille d'initiatives autonomes et autosuffisantes pour les diasporas, élaborées par une série d'acteurs. L'Écosse a quant à elle fait le choix d'**approches** relativement **centralisées**, à travers une série d'**initiatives directes** adoptées par un bureau interministériel qui cible spécifiquement l'engagement des diasporas, ainsi que des **initiatives indirectes** comme GlobalScot, qui considère l'engagement des diasporas comme un outil pour atteindre des objectifs divers (par exemple, le soutien aux entreprises écossaises).<sup>131</sup> Le fait que l'Irlande dispose déjà d'une diaspora engagée et dévouée est l'une des raisons qui expliquent le succès de cette approche légère. Des initiatives plus directes, à l'inverse, peuvent être préférables pour les pays partenaires dont les diasporas sont particulièrement désengagées.



### Outils

Guide sur l'organisation de conseils mobiles pour les migrants et les membres de la diaspora<sup>xliv</sup>.

xliv International Centre for Migration Policy Development (2014). *Guide sur l'organisation de conseils mobiles pour les migrants et les membres de la diaspora*. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website\\_2011/ICMPD\\_General/News/ERGEM\\_Guide/Organising\\_Mobile\\_Counselling\\_for\\_the\\_Diaspora\\_EN\\_SOFT.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/ERGEM_Guide/Organising_Mobile_Counselling_for_the_Diaspora_EN_SOFT.pdf)

## Tendance-clé : engagement institutionnel du secteur privé et de la société civile

Plusieurs partenaires du Processus de Rabat ont intégré l'**engagement du secteur privé et de la société civile dans leurs dispositions institutionnelles d'engagement des diasporas**. Au Maroc, les Fondations Hassan II et Mohammed V organisent une grande partie de l'engagement de la diaspora du pays ; bien qu'il s'agisse d'ONG, le gouvernement travaille en étroite collaboration avec elles.<sup>132</sup> Par ailleurs, en Irlande, l'État **soutient les jeunes organisations, y compris celles du secteur privé, qui se spécialisent dans l'engagement des diasporas**.

Il s'agit de deux dispositifs différents qui peuvent encourager la participation du secteur privé et de la société civile, qui est essentielle pour un engagement efficace des diasporas.



**Développer des stratégies de sensibilisation différenciées et adaptées aux différents segments de la diaspora** : les communautés diasporiques sont souvent extrêmement hétérogènes. Des facteurs tels que l'âge, la religion, la condition économique, l'intégration, l'identité et le sentiment d'appartenance peuvent déterminer la manière dont les différents profils de la diaspora s'engagent auprès de leur pays d'origine et l'étendue de cet engagement.

Profil de la diaspora	Caractéristiques	Stratégies de sensibilisation
<b>Première génération de " baby boomers "</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Transferts de fonds réguliers vers les proches restés dans le pays d'origine.</li> <li>• Sentiments contrastés sur le " chez soi "</li> <li>• Points de vue sur le développement qui peuvent découler d'expériences personnelles de la pauvreté.<sup>133</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• S'appuyer sur les réseaux consulaires ou les médias de la diaspora pour fournir des informations sur les possibilités d'engagement.</li> </ul>

**Les " millenials ",  
les générations  
suivantes**

- Compétences technologiques et présence en ligne.
- Intérêt pour le bénévolat et l'entrepreneuriat.<sup>134</sup>
- Perception du pays d'origine comme lieu d'opportunités.<sup>135</sup>
- Attachement culturel à la fois au pays d'origine et de résidence.
- Adapter les communications aux préférences des jeunes générations en matière d'accès à l'information et d'utilisation des technologies.<sup>136</sup>
- Tenir compte de leurs connaissances et de leurs liens avec leur pays d'origine.<sup>137</sup>
- Tirer parti de l'intérêt de ces générations à l'égard des questions de développement, qui peut être lié à leur sentiment d'identité et à leurs familles et amis.<sup>138</sup>
- Utiliser les réseaux sociaux, qui offrent des espaces aux jeunes des diasporas pour partager leur vision et leurs idées sur les projets menés dans leurs pays d'origine.

**Les élites de la  
diaspora**

- Catalysent une grande partie de l'engagement de la diaspora.
- Centrées sur les initiatives privées ayant un impact tangible.
- Se regroupent dans des réseaux établis de manière indépendante, tels que les réseaux d'investisseurs providentiels.
- Établir des connexions et collecter des informations sur les " élites " et les " champions " de la diaspora, et comprendre leurs besoins.
- Identifier les talents de la diaspora le plus tôt possible, par le biais des universités et par l'attribution de prix reconnaissant leurs contributions.
- Soutenir les réseaux indépendants et spécialisés de la diaspora.



**Supprimer les obstacles à la participation et à la représentation** : les diasporas sont plus susceptibles de rendre visite, d'investir ou de rentrer dans leurs communautés d'origine si cela est plus rapide et moins coûteux, et si elles se sentent bien accueillies par l'État. Dans cette optique, les gouvernements peuvent accorder des **exemptions de visa aux membres de la diaspora non nationaux** qui souhaitent se rendre dans leur pays d'origine. Autoriser la **nationalité multiple** (tant pour les pays d'origine que pour les pays de destination), le **droit de vote et la représentation parlementaire** permet d'envoyer un signal fort d'ouverture, tout en rendant possible une participation directe de la diaspora à l'élaboration des politiques et à la vie des institutions (« prise de décision conjointe de la diaspora et du gouvernement »).

Mesures	Études de cas
<b>Exemptions de visa</b>	Le Togo et la Côte d'Ivoire, respectivement en 2015 et 2017, ont introduit des exemptions de visa pour les membres de leur diaspora possédant plusieurs nationalités. <sup>139</sup>
<b>Cartes d'identité pour l'étranger</b>	L'Éthiopie et l'Inde, <sup>140 141</sup> entre autres, ont autorisé la délivrance de cartes d'identité nationales à l'étranger, ce qui facilite les visites et une multitude d'autres activités. La Pologne offre la « carte des Polonais » (Karta Polaka) aux non-nationaux ayant des liens avec le pays, ce qui facilite les démarches administratives nécessaires pour se rendre en Pologne et y chercher un emploi.
<b>La double nationalité et le droit de vote</b>	L'amendement adopté au Mali en 2011 visant à autoriser la double nationalité et la loi ghanéenne de 2000 sur la double nationalité et l'extension des droits de vote en 2006 (malgré certaines difficultés de mise en œuvre) ont permis un engagement plus large de la diaspora. Le Cap-Vert, quant à lui, accorde automatiquement la double nationalité et le droit de vote à tous les Cap-Verdiens, quels que soient leur lieu de résidence et leur lieu de naissance. Au Liban, la campagne « Libanity » a encouragé la diaspora à bénéficier de la citoyenneté libanaise et à investir dans le pays ; cette campagne s'est appuyée sur des vidéos YouTube, des applications mobiles et les réseaux sociaux pour atteindre les nouvelles générations de la diaspora.
<b>Représentation parlementaire</b>	Les assemblées législatives du Cap-Vert, de la Croatie, de la France, du Portugal et du Sénégal disposent de circonscriptions parlementaires d'outre-mer élues directement par les diasporas.

## Principaux défis à relever pour connaître votre diaspora et établir la confiance

Les gouvernements disposent parfois de connaissances générales sur leur diaspora tout en manquant d'informations spécifiques (par exemple, sur les profils socio-économiques et les besoins de membres de la diaspora) nécessaires à l'élaboration de politiques ciblées pour des profils spécifiques.

Le manque de confiance peut faire obstacle à la participation de certaines diasporas aux consultations officielles menées par des acteurs étatiques ou aux bases de données axées sur les diasporas.

Les secondes générations sont souvent moins susceptibles d'utiliser les réseaux consulaires de la même manière que leurs parents.

Les échanges d'informations entre les représentations consulaires et les autres départements travaillant avec les diasporas sont souvent inadéquats et insuffisants.

Les conférences organisées pour les diasporas sont souvent de nature ponctuelle, sans objectifs clairs ni actions de suivi.





ANNEXES



# ANNEXE 1 : ORGANISATIONS CONSULTÉES

## Gouvernements nationaux

Organisation	Ministère/direction/bureau
<b>Gouvernement de la Belgique</b>	Agence belge de développement (Enabel)
<b>Gouvernement du Cameroun</b>	Direction des Camerounais de l'Extérieur
<b>Gouvernement du Burkina Faso</b>	Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur
<b>Gouvernement de la République démocratique du Congo</b>	Ministère des Congolais d'Outre-mer, Ministère du Travail, Direction générale des migrations
<b>Gouvernement du Tchad</b>	Ambassade du Tchad en République démocratique du Congo
<b>Gouvernement de la Côte d'Ivoire</b>	Direction générale des Ivoiriens de l'Extérieur
<b>Gouvernement de la France</b>	Agence Française de Développement, Expertise France
<b>Gouvernement du Gabon</b>	Ambassade du Gabon en République démocratique du Congo
<b>Gouvernement de l'Allemagne</b>	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, Centre tuniso-allemand pour l'emploi, la migration et la réintégration
<b>Gouvernement du Ghana</b>	Bureau des affaires de la diaspora
<b>Gouvernement de l'Irlande</b>	Global Irish Services Division, Unité des Irlandais de l'étranger
<b>Gouvernement de l'Italie</b>	Agence italienne pour la coopération au développement
<b>Gouvernement du Mali</b>	Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine

Organisation	Ministère/direction/bureau
<b>Gouvernement du Maroc</b>	Ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains résident à l'Étranger
<b>Gouvernement de la Roumanie</b>	Bureau du Président
<b>Gouvernement de São Tomé e Príncipe</b>	Ambassade de São Tomé e Príncipe en République démocratique du Congo
<b>Gouvernement de la Suisse</b>	Direction du développement et de la coopération (Suisse)
<b>Gouvernement de la République du Congo</b>	Ambassade de la République du Congo auprès de la République démocratique du Congo
<b>Gouvernement de la Gambie</b>	Ambassade de la République de Gambie et Mission auprès des Communautés européennes

## Organisations internationales

Organisation	Ministère/direction/bureau
<b>Service européen pour l'action extérieure</b>	Délégation de l'UE en Algérie
<b>Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture</b>	Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord
<b>ICMPD</b>	Secrétariat du Processus de Rabat, bureau de Vienne
<b>Fonds international pour le développement agricole</b>	Facilité de financement des transferts de fonds
<b>Organisation internationale pour les migrations</b>	Bureaux nationaux au Tchad et en République démocratique du Congo
<b>Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés</b>	Siège (service juridique)

## Acteurs non étatiques

Organisation	Ministère/direction/bureau
<b>Fondation africaine pour le développement</b>	Direction générale, bureau de la Sierra Leone
<b>Africa-Europe Diaspora Development Platform</b>	Direction générale
<b>Babyloan Mali</b>	Équipe d'investissement
<b>Allobledi</b>	Direction générale
<b>Centre national de coopération au développement</b>	Équipe de recherche et de plaidoyer
<b>CinetPay</b>	Direction générale
<b>Common Purpose</b>	Direction générale
<b>Conseil des Béninois de France</b>	Direction générale
<b>Danish Refugee Council</b>	Équipe du projet Diaspora, Programme mondial sur la diaspora
<b>Deutsch-Marokkanisches Kompetenznetzwerk</b>	Conseil d'administration
<b>Global Lithuanian Leaders</b>	Gestion de projet
<b>Homestrings</b>	Direction générale
<b>Académie hongroise des sciences</b>	Institut d'études des minorités
<b>Making Finance Work For Africa</b>	Équipe chargée de l'inclusion financière
<b>Migrations et Développement, Organisation de solidarité internationale</b>	Direction générale

<b>Organisation</b>	<b>Ministère/direction/bureau</b>
<b>Migration Policy Institute</b>	Bureau Europe
<b>Soleterre</b>	Bureau du Maroc et bureau de représentation pour l'Afrique francophone
<b>Susu</b>	Direction générale
<b>Tribu 101</b>	Direction générale
<b>Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique</b>	Direction générale
<b>Université des Nations unies - Institut de recherche économique et sociale de Maastricht sur l'innovation et la technologie</b>	École de gouvernance de Maastricht
<b>Université Mohamed V</b>	Faculté de droit et d'économie
<b>Université de Sousse</b>	Département de géographie

## ANNEXE 2 : CRITÈRES DE SÉLECTION DES INITIATIVES INNOVANTES

### Quels sont les critères de pré-sélection des initiatives d'engagement des diasporas pertinentes ?

- Projet ou programme.
- Financé et mis en œuvre par un bailleur du secteur du développement ou tout autre acteur étatique ou non étatique.
- Mise en œuvre au niveau local, national ou sous-régional.
- Mis en œuvre au cours des 5 dernières années (2014-2019).

### Quels sont les facteurs à prendre en compte pour identifier les initiatives ?

L'initiative doit être:

- Mise en œuvre ou facilitée par un acteur quelconque, avec un accent sur les initiatives qui sont facilitées par au moins un acteur étatique.
- Considérée comme innovante, comme l'indique :
  - L'ICMPD, directement ou par le biais d'une publication - c'est-à-dire que l'ICMPD a déjà qualifié l'initiative d'innovante (par exemple, dans le document de travail de l'ICMPD de 2015 : « Promouvoir l'engagement des diasporas : qu'avons-nous appris ? »).
  - Une autre source faisant autorité, qui a mentionné la nature innovante de l'initiative (par exemple, les agences des Nations unies, les gouvernements, les ONG internationales, les associations de la diaspora, etc. (sauf dans les cas où les acteurs ont l'intention de promouvoir leur propre initiative)).
  - L'utilisation par l'initiative d'une approche ou d'activités non conventionnelles, notamment en se concentrant sur des groupes de diasporas ou des transferts rarement ciblés, sur des partenariats ou initiatives de financement multipartites, ou encore sur des moyens originaux d'engager les diasporas dans le financement ou la mise en œuvre de l'initiative.

- Considérée comme transférable au sein de la région, en prenant en compte les difficultés de mise en œuvre propres à la région.

## Quelles sont les initiatives à sélectionner ?

- Les initiatives sélectionnées doivent être variées en ce qui concerne :
  - Les bailleurs et acteurs en charge de la mise en œuvre (c'est-à-dire les initiatives financées et mises en œuvre par différents bailleurs, notamment les agences d'investissement, les départements gouvernementaux en charge des questions liées à la diaspora, les gouvernements locaux, les associations de la diaspora et autres organisations de la société civile, les acteurs du secteur privé, etc.)
  - Le niveau de mise en œuvre (soit régional, national ou local)
  - Les bénéficiaires ciblés (qu'il s'agisse des membres de la diaspora basés dans l'OCDE/à haut revenu/à haut niveau de qualification ou de ceux basés dans la même région/Sud-Sud/à faible revenu, les entrepreneurs ou les professionnels ou les travailleurs migrants moins qualifiés, les femmes et les jeunes de la diaspora, les étudiants et les universitaires, les diasporas de première et deuxième générations)
  - Les types de contributions/transferts encouragés (qu'ils soient économiques (transferts de fonds, commerce et investissement), sociaux, culturels, politiques ou intellectuels ; qu'ils relèvent de la philanthropie ou des transferts de technologie).

- 1 Data.worldbank.org. (2019). *Envois de fonds personnels, reçus (% du PIB) | Données*. Disponible sur : [https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?most\\_recent\\_value\\_desc=true](https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?most_recent_value_desc=true) [consulté le 19 décembre 2019].
- 2 Irish Abroad Unit, Gouvernement d'Irlande (2017). *Modes d'émigration des Irlandais et des citoyens irlandais à l'étranger*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.dfa.ie/media/dfa/alldfawebitemedia/newspress/publications/ministersbrief-june2017/1--Global-Irish-in-Numbers.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 3 Un.org. (2019). *Division de la population des Nations unies | Département des affaires économiques et sociales*. Disponible sur : <https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimatesgraphs.asp?3g3> [consulté le 19 décembre 2019].
- 4 Eurostat (2019). *La population de l'UE dépassera les 513 millions d'habitants au 1er janvier 2019*. [en ligne] Luxembourg : Service de presse d'Eurostat. Disponible à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/2995521/9967985/3-10072019-BP-EN.pdf/e152399b-cb9e-4a42-a155-c5de6dfe25d1> [consulté le 19 décembre 2019].
- 5 Un.org. (2019). *Division de la population des Nations unies | Département des affaires économiques et sociales*. Disponible sur : <https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/data/estimates2/estimatesgraphs.asp?3g3> [consulté le 19 décembre 2019].
- 6 Le Global Innovation Index 2014 : Le facteur humain dans l'innovation. (2014). Genève : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, pp.123-130.
- 7 Organisation internationale pour les migrations (2017). *Rapport sur l'état de la migration dans le monde 2018*. [en ligne] Genève : Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.iom.int/sites/default/files/country/docs/china/r5\\_world\\_migration\\_report\\_2018\\_en.pdf](https://www.iom.int/sites/default/files/country/docs/china/r5_world_migration_report_2018_en.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 8 Organisation internationale pour les migrations (s.d.). *Genre, migration et envois de fonds*. [en ligne] Genève : Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse : <https://www.iom.int/sites/default/files/about-iom/Gender-migration-remittances-infosheet.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 9 Nations unies (2015). *Transformer notre monde : L'Agenda 2030 pour le développement durable*. [en ligne] New York : Nations unies. Disponible à l'adresse suivante : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/21252030%20Agenda%20for%20Sustainable%20Development%20web.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 10 Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. (2018). [en ligne] Marrakech. Disponible à l'adresse suivante : [https://refugeemigrants.un.org/sites/default/files/180713\\_agreed\\_outcome\\_global\\_compact\\_for\\_migration.pdf](https://refugeemigrants.un.org/sites/default/files/180713_agreed_outcome_global_compact_for_migration.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 11 Direction des citoyens et de la diaspora de la Commission de l'Union africaine (2019). *Note conceptuelle : Symposium continental de l'Union africaine sur la mise en œuvre de la Décennie internationale pour les personnes d'ascendance africaine*. [en ligne] Addis-Abeba : Union africaine. Disponible sur : [https://www.un.org/en/events/africandescentdecade/pdf/AU%20Symposium%20\(Sept%202018\).pdf](https://www.un.org/en/events/africandescentdecade/pdf/AU%20Symposium%20(Sept%202018).pdf) [consulté le 19 déc. 2019].
- 12 Commission de l'Union africaine (2015). *Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons*. Addis-Abeba : Commission de l'Union africaine.
- 13 Fonds international pour le développement agricole et le groupe de la Banque mondiale (2015). *L'utilisation des transferts de fonds et l'inclusion financière*. [en ligne] Rome : Fonds international de développement agricole. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ifad.org/documents/38714170/40187309/gpfi.pdf/58ce7a06-7ec0-42e8-82dc-c069227edb79> [consulté le 19 décembre 2019].
- 14 Organisation de coopération et de développement économiques (2017). *Perspectives sur le développement mondial 2017 : Les migrations internationales dans un monde en mutation*. [en ligne] Paris : Centre de développement de l'OCDE. Disponible à l'adresse : [https://www.oecd-ilibrary.org/development/perspectives-on-global-development-2017/remittances-to-developing-countries-far-exceed-official-development-assistance-oda\\_persp\\_glob\\_dev-2017-graph60-en](https://www.oecd-ilibrary.org/development/perspectives-on-global-development-2017/remittances-to-developing-countries-far-exceed-official-development-assistance-oda_persp_glob_dev-2017-graph60-en) [consulté le 19 décembre 2019].
- 15 Banque mondiale (2019). *Tirer parti de la migration économique pour le développement*. [en ligne] Washington DC : Banque mondiale. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-08/World%20Bank%20Board%20Briefing%20Paper-LEVERAGING%20ECONOMIC%20MIGRATION%20FOR%20DEVELOPMENT\\_0.pdf](https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-08/World%20Bank%20Board%20Briefing%20Paper-LEVERAGING%20ECONOMIC%20MIGRATION%20FOR%20DEVELOPMENT_0.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 16 Banque mondiale (2005). *Transferts de fonds : Impact sur le développement et perspectives d'avenir*. [en ligne] Washington DC : Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <http://pubdocs.worldbank.org/en/419881444766663419/Remittances-DevelopmentImpcat-FutureProspects.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 17 Banque mondiale (2019). *Tirer parti de la migration économique pour le développement*. [en ligne] Washington DC : Banque mondiale. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-08/World%20Bank%20Board%20Briefing%20Paper-LEVERAGING%20ECONOMIC%20MIGRATION%20FOR%20DEVELOPMENT\\_0.pdf](https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-08/World%20Bank%20Board%20Briefing%20Paper-LEVERAGING%20ECONOMIC%20MIGRATION%20FOR%20DEVELOPMENT_0.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 18 Vaaler, P. (2013). *Diaspora Concentration and the Venture Investment Impact of Remittances*. *Journal of International Management*, 19(1), pp.26-46.
- 19 Un.org. (2019). *Journée internationale des transferts de fonds des familles, 16 juin*. Disponible sur : <https://www.un.org/en/events/family-remittances-day/un-action.shtml> [consulté le 19 décembre 2019].

- 20 Fonds international de développement agricole (2009). *Transferts de fonds : Envoyer de l'argent chez soi*. [en ligne] Rome : Fonds international de développement agricole. Disponible sur : <https://www.ifad.org/documents/38714170/39148759/Remittances---sending+money+home.pdf/1584b1ab-b874-4fec-8e81-94fca3e25abf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 21 Banque mondiale (2019). *Migration et envois de fonds : Développements récents et perspectives*. Dossier sur la migration et le développement. [en ligne] Washington DC : Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-04/Migrationanddevelopmentbrief31.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 22 Publication des données : Les envois de fonds vers les pays à faible et moyen revenu devraient atteindre 551 milliards de dollars en 2019 et 597 milliards de dollars d'ici 2021. (2019). *People Move*. Disponible à l'adresse suivante : <http://blogs.worldbank.org/peoplemove/data-release-remittances-low-and-middle-income-countries-track-reach-551-billion-2019> [consulté le 19 décembre 2019].
- 23 Data.worldbank.org. (2019). *Envois de fonds personnels, reçus (% du PIB) | Données*. Disponible sur : [https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?most\\_recent\\_value\\_desc=true](https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS?most_recent_value_desc=true) [consulté le 19 décembre 2019].
- 24 Banque mondiale (2011). *Exploiter les ressources de la diaspora pour stimuler le développement de l'Afrique*. [en ligne] Washington DC : Banque mondiale. Disponible sur : <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2011/06/16/harnessing-the-diasporas-resources-to-boost-african-development> [consulté le 19 décembre 2019].
- 25 Making Finance Work For Africa (n.d.). *Opportunités et risques de la numérisation des transferts de fonds dans les régions de l'UEMOA et de la CEMAC*.
- 26 Chima, O., 2017. Dans une première émission d'obligations de la diaspora, le Nigéria réussit à lever 300 millions de dollars, sursouscrite à 130 %. *African Markets*, [en ligne] Disponible sur : <https://www.african-markets.com/en/news/west-africa/Nigeria/in-a-first-diaspora-bond-Nigeria-successfully-raises-300m-oversubscribed-by-130> [consulté le 9 mars 2020].
- 27 Kazeem, Y., 2017. La toute première obligation de la diaspora nigériane a permis de lever 300 millions de dollars. *Quartz*, [en ligne] Disponible sur : <https://qz.com/africa/1014533/Nigeria-has-raised-300-million-from-its-first-ever-diaspora-bond/> [consulté le 9 mars 2020].
- 28 Bourse de Londres, 2017. *La première obligation de la diaspora nigériane commence à être négociée à la Bourse de Londres*. [en ligne] Disponible sur : <https://www.lseg.com/resources/media-centre/press-releases/Nigerias-first-diaspora-bond-starts-trading-london-stock-exchange> [consulté le 9 mars 2020].
- 29 Chima, O., 2017. Dans une première émission d'obligations de la diaspora, le Nigéria réussit à lever 300 millions de dollars, sursouscrite à 130 %. *African Markets*, [en ligne] Disponible sur : <https://www.african-markets.com/en/news/west-africa/Nigeria/in-a-first-diaspora-bond-Nigeria-successfully-raises-300m-oversubscribed-by-130> [consulté le 9 mars 2020].
- 30 Benson, J., 2019. Comment les obligations destinées à la diaspora peuvent permettre de lever des fonds essentiels pour l'Afrique. *African Arguments*, [en ligne] Disponible sur : <https://africanarguments.org/2019/07/10/how-bonds-aimed-at-the-diaspora-can-raise-crucial-funds-for-africa/> [consulté le 9 mars 2020].
- 31 Ruralsolutionsportal.org. 2020. *Babyloan : Financement de jeunes micro-entrepreneurs en milieu rural au Mali - Détail - Ruralsolutionsportal*. [en ligne] Disponible sur : <https://ruralsolutionsportal.org/en/-/participatory-financing-initiative-to-fund-young-mirco-entrepreneurs-in-rural-mali> [consulté le 9 mars 2020].
- 32 De Bla, E., 2018. Babyloan Mali: «Un espoir concret pour le financement des micro-projets de jeunes Maliens». *RP Médias*, [online] Available at: <https://www.rpmedias.com/babyloan-mali-un-espoir-concret-pour-le-financement-des-micro-projets-de-jeunes-maliens/> [Accessed 9 March 2020].
- 33 Cinetpay.com. 2020. *Cinetpay - La Solution De Paiement Partenaire De Votre Croissance*. [en ligne] Disponible sur : <https://cinetpay.com/about> [consulté le 9 mars 2020].
- 34 CNBC Afrique, 2019. Créer une Afrique sans numéraire. [en ligne] Disponible sur : <https://www.cnbcafrica.com/news/financial/2019/05/20/creating-a-cashless-africa/> [consulté le 9 mars 2020].
- 35 GSMA, 2017. *L'économie mobile en Afrique subsaharienne 2017*. [en ligne] Londres : GSMA. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.gsmaintelligence.com/research/?file=7bf3592e6d750144e58d9dcfac6adfab&download> [consulté le 9 mars 2020].
- 36 G4S, 2018. *Rapport mondial de trésorerie 2018*. [en ligne] Utrecht : G4S. Disponible à l'adresse suivante : <https://cashessentials.org/app/uploads/2018/07/2018-world-cash-report.pdf> [consulté le 9 mars 2020].
- 37 Banque mondiale (2018). *L'inclusion financière est en hausse, mais des lacunes subsistent, selon la base de données mondiale Findex*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/04/19/financial-inclusion-on-the-rise-but-gaps-remain-global-findex-database-shows> [consulté le 19 décembre 2019].
- 38 Banque mondiale (2018). *L'inclusion financière est en hausse, mais des lacunes subsistent, selon la base de données mondiale Findex*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2018/04/19/financial-inclusion-on-the-rise-but-gaps-remain-global-findex-database-shows> [consulté le 19 décembre 2019].
- 39 GSMA (2016). *Une révolution des prix : L'argent mobile dans les transferts de fonds internationaux*. [en ligne] Londres : GSMA. Disponible à l'adresse : [https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2016/10/2016\\_GSMA\\_Driving-a-price-revolution-Mobile-money-in-international-remittances.pdf](https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/wp-content/uploads/2016/10/2016_GSMA_Driving-a-price-revolution-Mobile-money-in-international-remittances.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].

- 40 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale (2018). *La base de données Global Findex 2017*. [en ligne] Washington DC : Banque mondiale. Disponible à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29510/9781464812590.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 41 International Organization for Migration (2016). *Evaluation des mécanismes mis en place au Mali depuis 2011 sur comment réduire les coûts des transferts de fonds*. [online] International Organization for Migration. Available at: [https://www.gfmd.org/files/documents/mali\\_ta\\_010\\_rapport\\_final\\_28\\_06.pdf](https://www.gfmd.org/files/documents/mali_ta_010_rapport_final_28_06.pdf) [Accessed 19 Dec. 2019].
- 42 Organisation internationale pour les migrations (2017). *Envois de fonds dans les pays ACP : Principaux défis et perspectives*. [en ligne] Bruxelles : Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse : [https://acpeumigrationaction.iom.int/sites/default/files/Publications/Remittances\\_in\\_ACP\\_Countries\\_ACPEU\\_Migration\\_Action.pdf](https://acpeumigrationaction.iom.int/sites/default/files/Publications/Remittances_in_ACP_Countries_ACPEU_Migration_Action.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 43 Bouzidi, S. (2018). *Mobilisation de la diaspora : bonnes pratiques à l'international et éléments de transposabilité en Tunisie*. [online] Expertise France. Available at: [https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark\\_Inter\\_MobilisationDiaspora\\_Lemma\\_2018Final.pdf](https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark_Inter_MobilisationDiaspora_Lemma_2018Final.pdf) [Accessed 19 Dec. 2019].
- 44 Organisation internationale pour les migrations (2017). *Envois de fonds dans les pays ACP : Principaux défis et perspectives*. [en ligne] Bruxelles : Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse : [https://acpeumigrationaction.iom.int/sites/default/files/Publications/Remittances\\_in\\_ACP\\_Countries\\_ACPEU\\_Migration\\_Action.pdf](https://acpeumigrationaction.iom.int/sites/default/files/Publications/Remittances_in_ACP_Countries_ACPEU_Migration_Action.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 45 Organisation internationale pour les migrations (2017). *Envois de fonds dans les pays ACP : Principaux défis et perspectives*. [en ligne] Bruxelles : Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse : [https://acpeumigrationaction.iom.int/sites/default/files/Publications/Remittances\\_in\\_ACP\\_Countries\\_ACPEU\\_Migration\\_Action.pdf](https://acpeumigrationaction.iom.int/sites/default/files/Publications/Remittances_in_ACP_Countries_ACPEU_Migration_Action.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 46 Agunias, D. et Newland, K. (2012). *Élaboration d'une feuille de route pour engager les diasporas dans le développement*. Genève : Organisation internationale pour les migrations.
- 47 Banque mondiale (2015). *Migration et envois de fonds : Développements récents et perspectives*. [en ligne] Washington DC : Banque mondiale. Disponible à l'adresse : <http://pubdocs.worldbank.org/en/773611444756855376/MigrationandDevelopmentBrief24.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 48 FSD Afrique (2019). *Étude sur le paysage des foules en Afrique de l'Est*. [en ligne] Nairobi : FSD Afrique. Disponible sur : [https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement\\_participatif\\_Report-final-1-compressed.pdf](https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement_participatif_Report-final-1-compressed.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 49 FSD Afrique (2019). *Étude sur le paysage des foules en Afrique de l'Est*. [en ligne] Nairobi : FSD Afrique. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement\\_participatif\\_Report-final-1-compressed.pdf](https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement_participatif_Report-final-1-compressed.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 50 Kumar, N. et Steenkamp, J. (2013). *Diaspora Marketing*. *Harvard Business Review*. Disponible à l'adresse : <https://hbr.org/2013/10/diaspora-marketing> [consulté le 19 décembre 2019].
- 51 FSD Afrique (2019). *Étude sur le paysage des foules en Afrique de l'Est*. [en ligne] Nairobi : FSD Afrique. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement\\_participatif\\_Report-final-1-compressed.pdf](https://www.fsdafrica.org/wp-content/uploads/2019/08/16-11-07-Financement_participatif_Report-final-1-compressed.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 52 Lendahand.com. (2019). *Garantie*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.lendahand.com/en-EU/guarantee> [consulté le 19 décembre 2019].
- 53 Bouzidi, S. (2018). *Mobilisation de la diaspora : bonnes pratiques à l'international et éléments de transposabilité en Tunisie*. [online] Expertise France. Available at: [https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark\\_Inter\\_MobilisationDiaspora\\_Lemma\\_2018Final.pdf](https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark_Inter_MobilisationDiaspora_Lemma_2018Final.pdf) [Accessed 19 Dec. 2019].
- 54 Mariam, A. (2019). Nous avons écrit l'histoire avec le Fonds fiduciaire de la diaspora éthiopienne . [Blog] *Les commentaires d'Al Mariam*. Disponible sur : <https://almariam.com/2019/07/24/we-made-history-with-the-ethiopian-diaspora-trust-fund/> [consulté le 19 décembre 2019].
- 55 Hagen-Zanker, J. (2018). Quatre étapes pour assurer la mobilité de la sécurité sociale des migrants. [Blog] *Portail de données sur la migration*. Disponible à l'adresse : <https://migrationdataportal.org/blog/four-steps-ensure-mobility-social-security-migrants> [consulté le 19 décembre 2019].
- 56 Hagen-Zanker, J. (2018). Quatre étapes pour assurer la mobilité de la sécurité sociale des migrants. [Blog] *Portail de données sur la migration*. Disponible à l'adresse : <https://migrationdataportal.org/blog/four-steps-ensure-mobility-social-security-migrants> [consulté le 19 décembre 2019].
- 57 SUSU, 2019. *Susu Remporte Le 1er Challenge SANOFI À VIVA TECHNOLOGY 2019* !. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <https://www.susu.fr/susu-remporte-le-1er-challenge-sanofi-a-viva-technology-2019/> [consulté le 9 mars 2020].
- 58 *La santé et l'intelligence artificielle*, 2019. [Radio programme] Radio France Internationale.
- 59 The Economist, 2019. Poignée de main en or - Le Portugal tente d'attirer les émigrants. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economist.com/finance-and-economics/2019/08/01/portugal-tries-to-lure-emigrants-back> [consulté le 9 mars 2020].

- 60 South China Morning Post, 2018. Bienvenue au Portugal, le pays européen qui cherche désespérément des migrants parce que sa population diminue. [en ligne] Disponible sur : <<https://www.scmp.com/news/world/europe/article/2153400/welcome-portugal-european-country-desperate-migrants-because-its>> [consulté le 9 mars 2020].
- 61 Programaregressar.gov.pt. 2020. *Quero Encontrar Emprego - Programa Regressar*. Disponible sur : <<https://www.programaregressar.gov.pt/pt/quero-encontrar-emprego/>> [consulté le 9 mars 2020].
- 62 Sampson, D., 2019. Un accueil chaleureux de retour pour les émigrants portugais. *The Portugal News*, [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <<https://www.theportugalnews.com/news/a-warm-welcome-back-for-portuguese-emigrants/50502>> [consulté le 9 mars 2020].
- 63 Sampson, D., 2019. Un accueil chaleureux de retour pour les émigrants portugais. *The Portugal News*, [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <<https://www.theportugalnews.com/news/a-warm-welcome-back-for-portuguese-emigrants/50502>> [consulté le 9 mars 2020].
- 64 Waldersee, V., 2019. Le Portugal modifie son programme de retour afin d'attirer davantage de citoyens chez lui. *Reuters*, [en ligne] Disponible sur : <<https://uk.reuters.com/article/uk-portugal-emigration-programme/portugal-amends-returnee-programme-in-bid-to-attract-more-citizens-home-idUKKBN1WU2KU>> [consulté le 9 mars 2020].
- 65 Waldersee, V., 2019. Le Portugal modifie son programme de retour afin d'attirer davantage de citoyens chez lui. *Reuters*, [en ligne] Disponible sur : <<https://uk.reuters.com/article/uk-portugal-emigration-programme/portugal-amends-returnee-programme-in-bid-to-attract-more-citizens-home-idUKKBN1WU2KU>> [consulté le 9 mars 2020].
- 66 The Economist, 2019. Poignée de main en or - Le Portugal tente d'attirer les émigrants. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <<https://www.economist.com/finance-and-economics/2019/08/01/portugal-tries-to-lure-emigrants-back>> [consulté le 9 mars 2020].
- 67 Institut d'éducation internationale. 2020. *Pour les universitaires d'origine grecque*. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <<https://www.iie.org/Programs/Greek-Diaspora-Fellowship-Program/How-to-Apply/For-Greek-Diaspora-Scholars>> [consulté le 9 mars 2020].
- 68 Institut d'éducation internationale. 2020. *Pour les universitaires d'origine grecque*. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <<https://www.iie.org/Programs/Greek-Diaspora-Fellowship-Program/How-to-Apply/For-Greek-Diaspora-Scholars>> [consulté le 9 mars 2020].
- 69 Bouzidi, S. (2018). *Mobilisation de la diaspora : bonnes pratiques à l'international et éléments de transposabilité en Tunisie*. [online] Expertise France. Available at: [https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark\\_Inter\\_MobilisationDiaspora\\_Lemma\\_2018Final.pdf](https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark_Inter_MobilisationDiaspora_Lemma_2018Final.pdf) [Accessed 19 Dec. 2019].
- 70 Murden, T. (2019). L'initiative sur les exportations vise la diaspora des entreprises écossaises. *Daily Business*. Disponible sur : <https://dailybusinessgroup.co.uk/2019/08/exports-initiative-targets-scottish-business-diaspora/> [consulté le 19 décembre 2019].
- 71 Agunias, D. et Newland, K. (2012). *Élaboration d'une feuille de route pour engager les diasporas dans le développement*. Genève : Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse suivante : [[https://publications.iom.int/system/files/pdf/diaspora\\_handbook\\_en\\_for\\_web\\_28may2013.pdf](https://publications.iom.int/system/files/pdf/diaspora_handbook_en_for_web_28may2013.pdf)]
- 72 Hagen-Zanker, J., Mosler Vidal, E. et Sturge, G. (2017). *Protection sociale, migration et Agenda 2030 pour le développement durable*. Les migrations et les objectifs de développement durable : une série de briefings. [en ligne] Londres : Overseas Development Institute. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11583.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 73 Arango, J. et Martin, P. (2006). Meilleures pratiques pour gérer la migration : Maroc-Espagne. *International Migration Review*, 39(1), pp.258-269.
- 74 Hagen-Zanker, J., Mosler Vidal, E. et Sturge, G. (2017). *Protection sociale, migration et Agenda 2030 pour le développement durable*. Les migrations et les objectifs de développement durable : une série de briefings. [en ligne] Londres : Overseas Development Institute. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11583.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 75 Agunias, D. et Newland, K. (2012). *Élaboration d'une feuille de route pour engager les diasporas dans le développement*. Genève : Organisation internationale pour les migrations.
- 76 Organisation internationale pour les migrations (2015). *Engagement de la diaspora dans la réponse humanitaire*. [en ligne] Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse : <https://unofficeny.iom.int/sites/default/files/FINAL%20Paper%20-%20Diaspora%20and%20Humanitarian%20Response%20-%20May%202015.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 77 Organisation internationale pour les migrations (2015). *Engagement de la diaspora dans la réponse humanitaire*. [en ligne] Organisation internationale pour les migrations. Disponible à l'adresse : <https://unofficeny.iom.int/sites/default/files/FINAL%20Paper%20-%20Diaspora%20and%20Humanitarian%20Response%20-%20May%202015.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 78 Bond (2015). *Ce que le développement signifie pour les communautés de la diaspora*. Londres : Bond. Disponible sur : <https://www.bond.org.uk/sites/default/files/resource-documents/what-development-means-to-diaspora-communities-1115.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].

- 79 Action d'urgence et coordination de la diaspora (2018). *Créer des opportunités pour travailler avec les diasporas dans des contextes humanitaires*. [en ligne] Copenhague : Action d'urgence et coordination des diasporas. Disponible sur : <http://www.demac.org/content/2-sharing-knowledge/1-demac-publications/report-final-12052018.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 80 Action d'urgence et coordination de la diaspora (2018). *Créer des opportunités pour travailler avec les diasporas dans des contextes humanitaires*. [en ligne] Copenhague : Action d'urgence et coordination des diasporas. Disponible sur : <http://www.demac.org/content/2-sharing-knowledge/1-demac-publications/report-final-12052018.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 81 Action d'urgence et coordination de la diaspora (2018). *Créer des opportunités pour travailler avec les diasporas dans des contextes humanitaires*. [en ligne] Copenhague : Action d'urgence et coordination des diasporas. Disponible sur : <http://www.demac.org/content/2-sharing-knowledge/1-demac-publications/report-final-12052018.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 82 Action d'urgence et coordination de la diaspora (2018). *Créer des opportunités pour travailler avec les diasporas dans des contextes humanitaires*. [en ligne] Copenhague : Action d'urgence et coordination des diasporas. Disponible sur : <http://www.demac.org/content/2-sharing-knowledge/1-demac-publications/report-final-12052018.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 83 Les diasporas réimaginées : espaces, pratiques et appartenance. (2015). Oxford : Département du développement international d'Oxford.
- 84 BBC News, 2020. Diaspora africaine : L'année du retour au Ghana a-t-elle attiré des visiteurs étrangers ? [en ligne] Disponible sur : <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-51191409> [consulté le 9 mars 2020].
- 85 Asaa Engmann, R., 2019. L'année du retour au Ghana 2019 : voyageur, touriste ou pèlerin ? *The Conversation*, [en ligne] Disponible sur : <http://theconversation.com/ghanas-year-of-return-2019-traveler-tourist-or-pilgrim-121891> [consulté le 9 mars 2020].
- 86 Gyamfi Asiedu, K., 2019. Le symbolisme opportun d'une visite de «400 ans» au Ghana par Nancy Pelosi et des membres noirs du Congrès américain. *Quartz*, [en ligne] Disponible sur : <https://qz.com/africa/1680260/pelosi-ilhan-omar-black-congressional-caucus-in-ghana/> [consulté le 9 mars 2020].
- 87 Stabroek News, 2019. La Guyane et le Ghana signent un protocole d'accord sur l'exemption de visa et l'aide au secteur pétrolier et gazier. [en ligne] Disponible sur : <https://www.stabroeknews.com/2019/06/12/news/guyana/guyana-ghana-sign-mou-on-visa-free-travel-oil-and-gas-support/> [consulté le 9 mars 2020].
- 88 Loop News, 2019. La Jamaïque et le Ghana organisent des voyages réciproques sans visa. [en ligne] Disponible sur : <http://www.loopnewsbarbados.com/content/jamaica-and-ghana-arrange-reciprocal-visa-free-travel-2/> [consulté le 9 mars 2020].
- 89 Nyantakyi Oti, M., 2019. Le Ghana tend la main aux descendants d'esclaves dans le cadre de la campagne «Année du retour». *Deutsche Welle*, [en ligne] Disponible sur : <https://www.dw.com/en/ghana-reaches-out-to-descendants-of-slaves-in-year-of-return-campaign/a-49426339> [consulté le 9 mars 2020].
- 90 BBC News, 2020. Diaspora africaine : L'année du retour au Ghana a-t-elle attiré des visiteurs étrangers ? [en ligne] Disponible sur : <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-51191409> [consulté le 9 mars 2020].
- 91 Dfa.ie. 2020. *Aperçu du programme de soutien aux émigrants*. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <https://www.dfa.ie/global-irish/support-overseas/emigrant-support-programme/emigrant-support-programme-overview/> [consulté le 9 mars 2020].
- 92 Dfa.ie. 2020. *Financement antérieur*. Disponible sur : <https://www.dfa.ie/global-irish/support-overseas/emigrant-support-programme/previous-funding/> [consulté le 9 mars 2020].
- 93 Dfa.ie. 2020. *Programme de soutien aux émigrants - Ministère des Affaires Étrangères et du commerce*. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <https://www.dfa.ie/global-irish/support-overseas/emigrant-support-programme/> [consulté le 9 mars 2020].
- 94 Dfa.ie. 2020. *Programme de soutien aux émigrants - Ministère des Affaires Étrangères et du commerce*. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <https://www.dfa.ie/global-irish/support-overseas/emigrant-support-programme/> [consulté le 9 mars 2020].
- 95 Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague. 2020. À PROPOS - *Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague*. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <https://www.copcap.com/gwa/about> [consulté le 9 mars 2020].
- 96 Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague. 2020. À PROPOS - *Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague*. [en ligne] Disponible à l'adresse suivante : <https://www.copcap.com/gwa/about> [consulté le 9 mars 2020].
- 97 Capacité de Copenhague, 2013. *Le géant de la télévision CNBC diffuse en direct de Copenhague*. [en ligne] Disponible sur : <https://www.copcap.com/news/cnbc-broadcasts-live-from-cph> [consulté le 9 mars 2020].
- 98 Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague. 2020. *PUBLICATIONS - Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague*. [en ligne] Disponible sur : <https://cphgoodwill.com/our-work/publications/> [consulté le 9 mars 2020].
- 99 Opération Marhaba. 2020. *Presse | MARHABA*. [en ligne] Disponible sur : <https://www.marhaba.fm5.ma/presse/> [consulté le 9 mars 2020].

- 100 Zapata-Barrero, R. et Hellgren, Z., 2019. Exploiter le potentiel des Marocains vivant à l'étranger grâce aux politiques de la diaspora ? Évaluer les facteurs de succès et d'échec d'une nouvelle structure d'opportunités pour les entrepreneurs transnationaux. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, pp.1-18.
- 101 Bouzidi, S. (2018). *Mobilisation de la diaspora : bonnes pratiques à l'international et éléments de transposabilité en Tunisie*. [online] Expertise France. Available at: [https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark\\_Inter\\_MobilisationDiaspora\\_Lemma\\_2018Final.pdf](https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark_Inter_MobilisationDiaspora_Lemma_2018Final.pdf) [Accessed 19 Dec. 2019].
- 102 Kasraoui, S., 2019. Opération Marhaba 2019 : 2,5 millions de MRE marocains sont retournés en Europe depuis le Maroc. *Morocco World News*, [en ligne] Disponible sur : <<https://www.moroccoworldnews.com/2019/09/282412/2019-marhaba-operation-moroccan-mres-europe-morocco/>> [consulté le 9 mars 2020].
- 103 Fondation Mohammed V pour la Solidarité. 2020. *MARHABA: Une Action Humanitaire Unique* | Fondation Mohammed V. [online] Available at: <<http://www.fm5.ma/marhaba>> [Accessed 9 March 2020].
- 104 Chaoui, M., 2019. Comment se décline l'engineering de l'opération Marhaba. *L'Économiste*, [online] Available at: <<https://www.leconomiste.com/article/1048031-comment-se-decline-l-engineering-de-l-operation-marhaba>> [Accessed 9 March 2020].
- 105 International Centre for Migration Policy Development (2011). *Renforcer l'engagement des diasporas*. [en ligne] Vienne : International Centre for Migration Policy Development. Disponible à l'adresse : [https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website\\_2011/ICMPD\\_General/News/AMEDIP/Enhancing\\_Diaspora\\_Engagement\\_EN\\_Electronic.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/AMEDIP/Enhancing_Diaspora_Engagement_EN_Electronic.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 106 Bouzidi, S. (2018). *Mobilisation de la diaspora : bonnes pratiques à l'international et éléments de transposabilité en Tunisie*. [online] Expertise France. Available at: [https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark\\_Inter\\_MobilisationDiaspora\\_Lemma\\_2018Final.pdf](https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark_Inter_MobilisationDiaspora_Lemma_2018Final.pdf) [Accessed 19 Dec. 2019].
- 107 Bouzidi, S. (2018). *Mobilisation de la diaspora : bonnes pratiques à l'international et éléments de transposabilité en Tunisie*. [online] Expertise France. Available at: [https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark\\_Inter\\_MobilisationDiaspora\\_Lemma\\_2018Final.pdf](https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark_Inter_MobilisationDiaspora_Lemma_2018Final.pdf) [Accessed 19 Dec. 2019].
- 108 Ambassadeurs de bonne volonté de Copenhague. (n.d.). *Notre travail*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.copcap.com/gwa/our-work> [consulté le 19 décembre 2019].
- 109 Limerick.ie (2015). *Il est crucial de s'engager avec notre diaspora de Limerick*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.limerick.ie/engaging-our-limerick-diaspora-crucial> [consulté le 19 décembre 2019].
- 110 International Centre for Migration Policy Development (2011). *Renforcer l'engagement des diasporas*. [en ligne] Vienne : International Centre for Migration Policy Development. Disponible à l'adresse : [https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website\\_2011/ICMPD\\_General/News/AMEDIP/Enhancing\\_Diaspora\\_Engagement\\_EN\\_Electronic.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/AMEDIP/Enhancing_Diaspora_Engagement_EN_Electronic.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 111 Kuznecov, E. (2013). *Comment le talent à l'étranger peut-il induire le développement dans le pays*. Washington, DC : Migration Policy Institute, pp.315-346.
- 112 Kuznecov, E. (2013). *Comment le talent à l'étranger peut-il induire le développement dans le pays*. Washington, DC : Migration Policy Institute, pp.315-346.
- 113 International Centre for Migration Policy Development (2011). *Renforcer l'engagement des diasporas*. [en ligne] Vienne : International Centre for Migration Policy Development. Disponible à l'adresse : [https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website\\_2011/ICMPD\\_General/News/AMEDIP/Enhancing\\_Diaspora\\_Engagement\\_EN\\_Electronic.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/AMEDIP/Enhancing_Diaspora_Engagement_EN_Electronic.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 114 International Centre for Migration Policy Development (s.d.). *Champions de la migration : Étude cartographique*.
- 115 Irish Abroad Unit, Gouvernement d'Irlande (2017). Modes d'émigration des Irlandais et des citoyens irlandais à l'étranger. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.dfa.ie/media/dfa/alldfawebitemedia/newspress/publications/ministersbrief-june2017/1--Global-Irish-in-Numbers.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 116 Ambassade du Ghana en France (2019). *Enquête sur la politique d'engagement de la diaspora du Ghana*. Disponible sur : <https://paris.embassy.gov.gh/survey-on-diaspora-engagement-policy-of-ghana/> [consulté le 19 décembre 2019].
- 117 GhanaWeb (2019). Double nationalité pour l'exercice de fonctions publiques ; projet de loi à soumettre au Parlement - Akufo-Addo. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Dual-citizens-to-hold-public-office-Bill-to-be-placed-in-Parliament-Akufo-Addo-760537> [consulté le 19 décembre 2019].
- 118 Reuters (2019). L'Éthiopie ouvre son secteur bancaire à sa diaspora. Disponible sur : <https://af.reuters.com/article/idUSKCN1UQ10G> [consulté le 19 décembre 2019].
- 119 Agunias, D. et Newland, K. (2012). *Élaboration d'une feuille de route pour engager les diasporas dans le développement*. Genève : Organisation internationale pour les migrations.
- 120 Siegel, M., McGregor, E. et Langley, S. (2017). *Lignes directrices sur l'intégration de la migration dans la planification du développement local*. [en ligne] Nations unies. Disponible à l'adresse : [http://migration4development.org/sites/default/files/guidelines\\_on\\_mainstreaming\\_migration.pdf](http://migration4development.org/sites/default/files/guidelines_on_mainstreaming_migration.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].

- 121 Siegel, M., McGregor, E. et Langley, S. (2017). *Lignes directrices sur l'intégration de la migration dans la planification du développement local*. [en ligne] Nations unies. Disponible à l'adresse : [http://migration4development.org/sites/default/files/guidelines\\_on\\_mainstreaming\\_migration.pdf](http://migration4development.org/sites/default/files/guidelines_on_mainstreaming_migration.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 122 Kuznecov, E. (2013). *Comment le talent à l'étranger peut-il induire le développement dans le pays*. Washington, DC : Migration Policy Institute, pp.315-346.
- 123 Foremski, T. (2008). The Celtic Tiger (Intel Inside) : Silicon Valley Irish Turn Out pour le président d'Intel, Craig Barrett. [Blog] *Silicon Valley Watcher*. Disponible à l'adresse : <https://www.siliconvalleywatcher.com/the-celtic-tiger-intel-inside-silicon-valley-irish-turn-out-for-intel-chairman-craig-barrett/> [consulté le 19 décembre 2019]
- 124 Kuznecov, E. (2013). *Comment le talent à l'étranger peut-il induire le développement dans le pays*. Washington, DC : Migration Policy Institute, pp.315-346.
- 125 Birka, I. (2019). *La migration de retour peut-elle revitaliser les pays baltes ? L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie engagent leurs diasporas, avec des résultats mitigés*. Migration Information Source. [en ligne] Washington DC : Migration Policy Institute. Disponible à l'adresse : <https://www.migrationpolicy.org/article/can-return-migration-revitalize-baltics-estonia-latvia-and-lithuania-engage-their-diasporas> [consulté le 19 décembre 2019].
- 126 Kuznecov, E. (2013). *Comment le talent à l'étranger peut-il induire le développement dans le pays*. Washington, DC : Migration Policy Institute, pp.315-346.
- 127 Kuznecov, E. (2013). *Comment le talent à l'étranger peut-il induire le développement dans le pays*. Washington, DC : Migration Policy Institute, pp.315-346.
- 128 International Centre for Migration Policy Development (2014). *Guide sur l'organisation de conseils mobiles pour les migrants et les membres de la diaspora*. [en ligne] Vienne : International Centre for Migration Policy Development. Disponible à l'adresse : [https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website\\_2011/ICMPD\\_General/News/ERGEM\\_Guide/Organising\\_Mobile\\_Counselling\\_for\\_the\\_Diaspora\\_EN\\_SOFT.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/ERGEM_Guide/Organising_Mobile_Counselling_for_the_Diaspora_EN_SOFT.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 129 PROJET de calendrier des événements. (2019). En : *Célébration de la diaspora ghanéenne et sommet de retour au pays 2019*. [en ligne] Accra. Disponible sur : <http://myghanadiaspora.com/public/assets/pdf/GDHS-2019-Agenda-ABRIDGED-March-20-2019.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 130 Bouzidi, S. (2018). *Mobilisation de la diaspora : bonnes pratiques à l'international et éléments de transposabilité en Tunisie*. [online] Expertise France. Available at: [https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark\\_Inter\\_MobilisationDiaspora\\_Lemma\\_2018Final.pdf](https://lemma.tn/wp-content/uploads/2018/10/Benchmark_Inter_MobilisationDiaspora_Lemma_2018Final.pdf) [Accessed 19 Dec. 2019].
- 131 Kuznecov, E. (2013). *Comment le talent à l'étranger peut-il induire le développement dans le pays*. Washington, DC : Migration Policy Institute, pp.315-346.
- 132 Agunias, D. et Newland, K. (2012). *Élaboration d'une feuille de route pour engager les diasporas dans le développement*. Genève : Organisation internationale pour les migrations.
- 133 Bond (2015). *Ce que le développement signifie pour les communautés de la diaspora*. Londres : Bond. Disponible sur : <https://www.bond.org.uk/sites/default/files/resource-documents/what-development-means-to-diaspora-communities-1115.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 134 Bond (2015). *Ce que le développement signifie pour les communautés de la diaspora*. Londres : Bond. Disponible sur : <https://www.bond.org.uk/sites/default/files/resource-documents/what-development-means-to-diaspora-communities-1115.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 135 Bond (2015). *Ce que le développement signifie pour les communautés de la diaspora*. Londres : Bond. Disponible sur : <https://www.bond.org.uk/sites/default/files/resource-documents/what-development-means-to-diaspora-communities-1115.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 136 Bond (2015). *Ce que le développement signifie pour les communautés de la diaspora*. Londres : Bond. Disponible sur : <https://www.bond.org.uk/sites/default/files/resource-documents/what-development-means-to-diaspora-communities-1115.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 137 Bond (2015). *Ce que le développement signifie pour les communautés de la diaspora*. Londres : Bond. Disponible sur : <https://www.bond.org.uk/sites/default/files/resource-documents/what-development-means-to-diaspora-communities-1115.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 138 Bond (2015). *Ce que le développement signifie pour les communautés de la diaspora*. Londres : Bond. Disponible sur : <https://www.bond.org.uk/sites/default/files/resource-documents/what-development-means-to-diaspora-communities-1115.pdf> [consulté le 19 décembre 2019].
- 139 Ambassade du Togo au Royaume-Uni (2015). *La diaspora togolaise peut désormais entrer dans le pays sans visa*. Disponible à l'adresse suivante : <https://togoembassy london.com/no-visa-for-togolese-diaspora/> [consulté le 19 décembre 2019].
- 140 International Centre for Migration Policy Development (2011). *Renforcer l'engagement des diasporas*. [en ligne] Vienne : International Centre for Migration Policy Development. Disponible à l'adresse : [https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website\\_2011/ICMPD\\_General/News/AMEDIP/Enhancing\\_Diaspora\\_Engagement\\_EN\\_Electronic.pdf](https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/AMEDIP/Enhancing_Diaspora_Engagement_EN_Electronic.pdf) [consulté le 19 décembre 2019].
- 141 Agunias, D. et Newland, K. (2012). *Élaboration d'une feuille de route pour engager les diasporas dans le développement*. Genève : Organisation internationale pour les migrations.





Projet financé par  
l'Union européenne



Projet mis en œuvre par l'ICMPD



**ICMPD**

International Centre for  
Migration Policy Development